

Zbiór Józefa Dwernickiego

Stowarzyszenia "l'Amicale
Polonoise du Dauphiné"
i "Solidarité avec Solidarność"

1986-2005

Wycinki Prasowe

SOLIDARNOSC... ET NOUS

SOLIDARNOSC, MOMENT DE NOTRE ESPERANCE

ESPERANCE QUE NOUS DEVONS AIDER A SURVIVRE,

MALGRE LA NUIT DE L'OPRESSION MILITAIRE...

Solidarnosc, c'est, nous le croyons, avant tout, la volonté farouche du peuple polonais de pouvoir choisir son propre destin, mais aussi participation de ce peuple à la construction d'un monde, d'une société qui n'aient plus rien à voir ni avec le capitalisme, ni avec ce que les régimes de l'est osent appeler le socialisme. La fracture entre le pouvoir, qualifié d'occupant par Solidarnosc et le reste de la population semble désormais irréversible. L'économie du pays tourne au ralenti, enrayant ainsi toute possibilité de normalisation. Dans le climat de peur et de délation introduit par l'occupant chacun doit réapprendre les réflexes de résistance, encourager son voisin à ne pas céder sous la pression de la crainte.

Le général Jaruzelski et son conseil militaire prétendent avoir évité le pire à la Pologne : l'intervention soviétique directe. Est-ce se moquer du monde, ou tel Gribouille, plonger dans la mare pour éviter d'être mouillé par la pluie?! Ils proclament vouloir préserver les acquis des quinze derniers mois, poursuivre les réformes entreprises, voire même, pourquoi pas, maintenir des syndicats indépendants... DES QUE L'ORDRE SERAIT REVENU... bien sûr... Et il faudrait les croire ?!!!

Tous les généraux putschistes du monde parlent la même langue : ils sauvent la patrie, rendront bientôt le pouvoir aux civils et, bien entendu, organiseront des élections libres. Comment croire ceux qui s'engagent à rétablir les libertés alors même qu'ils les écrasent ? Alors que tout un peuple conscient des contraintes de la géo-politique, dans un effort de consensus populaire non violent, a essayé de promouvoir les changements nécessaires à la survie de la nation, stopé en cela par l'infime minorité appuyée de l'extérieur.

CE QUI EST EN CAUSE C'EST LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES.

La tentative d'écraser Solidarnosc est la manifestation de la permanence des accords de Yalta : pas la lettre de ces accords, qui "prévoient" des élections libres en Pologne, mais le fond de ces accords qui organisent le partage tacite de l'Europe, la division du monde en deux blocs, sous l'hégémonie des U.S.A. et de l'U.R.S.S. Aider Solidarnosc exige de travailler au dépassement de cette situation. Cela veut dire, en Afghanistan, comme partout ailleurs, combattre l'impérialisme soviétique. Pour cela, faire pression sur notre gouvernement comme sur tous les états européens, pour qu'ils refusent de "faire des affaires" avec l'U.R.S.S. et la junte polonaise, pour qu'ils soient pleinement solidaires de la lutte du peuple polonais. N'y a-t'il d'ailleurs pas quelque hypocrisie à refuser de traiter avec le général Jaruzelski tant que les libertés n'auront pas été rétablies, tout en traitant avec le principal responsable du coup d'état ?!

Mais cela veut dire aussi travailler à la remise en cause de notre bloc, dénoncer le soutien des U.S.A. au terrorisme d'état du Salvador jusqu'en Turquie et dans toutes les dictatures d'Amérique Latine. Et plus encore, dénoncer cette guerre économique, ce chantage économique auxquels tentent de nous soumettre les Etats Unis

Si la "Nomenklatura", ces privilégiés au pouvoir dans les pays de l'est, veulent briser SOLIDARNOSC, au point d'utiliser, comme toutes les bonnes bourgeoisies aux abois, la vieille méthode de la dictature militaire..., c'est au'ils savent

4

bien que de là vient la contestation la plus radicale de leur domination économique et politique. Avec Solidarnosc, comme dans un "LIP" à la mesure de la Pologne, un peuple commençait à vivre et à travailler autrement, à nouer des rapports à l'image de l'emblème et du syndicat, à partager une nouvelle façon de vivre le rapport à la société, à la politique. SOLIDARNOSC, c'est l'auto-organisation de la société, c'est l'exercice de la défense de la vie quotidienne, et non volonté délibérée de prendre le pouvoir au sommet, volonté de bâtir une économie sous la pleine responsabilité de chacun. Une société fidèle à son enracinement culturel, où culture et politique n'auraient pas divorcé, où intellectuels et ouvriers réapprennent le combat solidaire. Cette espérance portée par Solidarnosc est d'autant plus forte que ce mouvement n'a jamais cherché à masquer ses propres contradictions par la certitude a priori d'un discours idéologique sur la société, discours de substitution devant la difficulté quotidienne de faire naître les conditions de la démocratie.

SOLIDARNOSC, c'est 11 MILLIONS DE MEMBRES, soit 90% DE LA POPULATION ACTIVE. Chaque jour confirme cette éclatante vérité au général Jaruzelski : victime de sa propre idéologie du pouvoir, la junte a emprisonné les têtes d'un mouvement sans chef. Passé l'état de choc, elle sait à présent qu'elle devra interner le peuple entier... pour dormir tranquille !

Alors, le meilleur service que nous pouvons rendre à Solidarnosc, c'est d'apprendre d'eux le courage et la permanence de leur résistance, reprendre à notre compte leurs avancées et leurs découvertes avec lucidité. Solidarnosc est porteur d'une nouveauté qui vient nous réapprendre le sens profond d'un slogan si vieux qu'il en est oublié : LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE.

Car il s'agit bien aujourd'hui, de savoir refuser la démobilisation et l'indifférence, dans cette guerre sournoise que se mènent l'Est et l'Ouest pour la domination de la planète, que mènent les pays riches pour asservir à leur bien-être les trois quarts de l'humanité : il s'agit avant tout de se sentir plus solidaire dans ce combat pour la dignité humaine.

"La forme que la guerre a prise actuellement est une demi paix dans laquelle, tout en mobilisant, les adversaires comptent chacun sur la démobilisation de l'autre. Cette guerre a aussi son front, et sa manière d'incendier, de détruire, de priver les gens de toute perspective, de les traiter comme un simple matériel... (disait Jan PAFUCKA, philosophe tchèque mort entre les mains de la police.)

Pour nous aussi, il est nécessaire et urgent de dire à ceux qui tiennent le monde en leur pouvoir, ce que Solidarnosc dit aux dirigeants du Parti et à l'U.R.S.S. à travers eux : "Vous, c'est vous, nous ne convoitons pas votre pouvoir, mais nous prenons en mains, ici et maintenant, la défense de nos droits et de nos intérêts."

COMITE SOLIDARITE AVEC SOLIDARNOSC

2 bis rue Berthe de Boissieux

Salle 002

GRENOBLE

Permanences : mardi et vendredi, de 18h à 20h

PAMIĘTAJMY O TYCH DNIACH

Wydarzenia z grudnia 1981 roku należą do jednych z najtragiczniejszych dni naszej historii. Okazuje się jednak, że ludzka pamięć jest dość krótka, a społeczeństwo "wybiera przyszłość". Przyszłość bez pamięci o historii jest jednak zwodnicza, a budowanie czegośkolwiek na amnezji grozi wcześniej czy później katastrofą.

Dzisiaj po 14 latach od pamiętnego Grudnia okazuje się raz jeszcze, że wybory z tamtego czasu rzutują na społeczne podziały dnia dzisiejszego. Bez dekomunizacji i lustracji doszło do samorozgrzeszenia się osób odpowiedzialnych za tragedię stanu wojennego. Dni wyborów moralnych z 1981 roku pokazały, kogo można uważać za patriotę, kto nie waha się poświęcić swojej pozycji czy kariery dla sprawy wolności i demokracji. Strojący się dziś w piórka socjaldemokratów politycy, pozostający w tamtych dniach po bezpiecznej i antynarodowej stronie barykady, chcieliby dziś zamazać dawne podziały. Czy może istnieć coś bardziej urągającego zdrowiu moralnemu społeczeństwa jak widok dawnego sekretarza wojewódzkiego, który dziś jako premier składa pod pomnikiem zabitych górników z "Wujka"? Dlatego 13 Grudnia zapomnieć nie wolno!

Tragiczne wydarzenia w Polsce miały swoje echa także nad Sekwaną. Być może warto je przypomnieć naszym Czytelnikom.

Przełom 1981 i 1982 roku był poza tym dość wyjątkowym czasem solidarności prawie całej polskiej diaspory. Jeszcze raz okazało się, że gościnna ziemia francuska przyjęła kolejną falę emigracji politycznej z nad Wisły.

Tak szerokich objawów sympatii ze strony Francuzów zapewne już się nie doczekamy. Wątpię też, czy kiedykolwiek może jeszcze dojść do tak spontanicznego połączenia się całej emigracji, niezależnie od jej kolorów politycznych. Powrót pamięcią kilkanaście lat wstecz pozwala przypomnieć, że normalne podziały demokratycznego społeczeństwa powinny ustąpić przed nadrzędnymi wartościami niepodległości, wolności i narodowej solidarności.

13 grudnia 1981 r. odbyły się w całej Francji 124 pochody solidarności z Polską. Największa manifestacja miała miejsce w Paryżu, gdzie na apel wszystkich prawie central związkowych, z wyjątkiem komunistycznej CGT, odbył się wielotysięczny pochód z Montparnasse na Plac Inwalidów, pod ambasadę PRL. Nieco wcześniej w godzinach rannych, pod tym samym budynkiem odbyła się spontaniczna manifestacja wielu Polaków, którzy wręcz szturmowali bramę ambasady

chronionej przez CRS. Demonstracje na Placu Inwalidów przeciągnęły się na kolejne dni grudnia, by potem przejść w cykliczne protesty każdego 13 dnia miesiąca.

Idea Krzyża na placu, będącego symbolicznym grobem ofiar stanu wojennego, powstała tuż po informacji o zabitych w "Wujku" górnikach. Krzyż pozostaje na swoim miejscu po dziś dzień, czekając decyzji merostwa Paryża o położeniu w tym miejscu pamiątkowej



tablicy z napisem: "W tym miejscu, począwszy od 13.XII.1981 r. Polacy i Francuzi protestowali masowo i solidarnie przeciwko wprowadzeniu stanu wojennego i prześladowaniom w Polsce, świadcząc swe poparcie dla SOLIDARNOŚCI, dla WOLNOŚCI i NIEPODLEGŁOŚCI Polski. Pamiętajmy o tych dniach".

Podobne manifestacje miały miejsce także w innych miastach Francji. W Lyonie demonstranci przełamali kordon policji i 21 grudnia dostali się do Konsulatu, który zdemolowali. Personel został ewakuowany przez siły porządkowe. W tym samym mieście, ma też miejsce symboliczna okupacja reżimowego biura podróży "Polonia". Budynek "LOT"-u zostaje pomalowany na czerwono. Na manifestacjach pod budynkami organizacji rządowych widać wszystkie kolory polityczne Francji. Od czarnych flag anarchistów po polityków prawicy, którzy jak F. Leotard biorą np. udział w wyświetlaniu na gmachu budynku paryskiej ambasady olbrzymiego portretu Lecha Wałęsy. Późniejszy francuski minister obrony, wówczas szef Partii Republikańskiej, osobiście obsługuje umieszczony na samochodzie rzutnik wyświetlający przeźrocza z wizerunkiem przywódcy "Solidarności".

To, co dzieje się od grudnia w

środowisku polskim we Francji, ma charakter wielodziałaniowy. Od samego początku zaczęło się organizowanie pomocy humanitarnej dla kraju. Ruszyły pierwsze transporty z darami. Z drugiej strony zaistniała potrzeba objęcia opieką tych Polaków, których stan wojenny zastał nad Sekwaną praktycznie bez środków do życia. Francuskie władze uprzywilejowały wówczas wszystkich Polaków do zapisania się do ANPE, a merostwa wydawały jednorazową pomoc finansową. Opublikowana tuż po 13 grudnia lista organizacji udzielających pomocy naszym

rodakom zawiera ponad 30 nazw różnych komitetów. Tylko na adres Polskiej Misji Katolickiej przysły 64 tys. listów od Francuzów z wyrazami sympatii i solidarności. Niejako ukoronowaniem pomocy socjalnej dla Polaków pozostających we Francji jest powstanie Domu św. Antoniego na rue Daubenton.

Poza działalnością charytatywną rozkwitły także inicjatywy polityczne. Działacze studenckie i związkowi, dzięki pomocy organizacji francuskich, utworzyli własne komitety koordynujące pomoc dla kraju. Od 18 grudnia działało w Paryżu radio "Solidarność FM". Wyszło też dużo tytułów prasowych i biuletynów, które uzupełniły prasę emigracyjną. W Paryżu powstały ważne ośrodki wydawnicze. Spory rozgłos uzyskały akcje protestacyjne podejmowane przez miejscowe środowiska. W czasie mistrzostw Europy w łyżwiarstwie figurowym, na lodowisko dostała się grupa młodzieży, która rozłożyła transparenty "S". Zdarzenie relacjonowała TV. Do inicjatyw powstałych w Paryżu należało też podobne udokumentowanie obecności "S" na mistrzostwach świata piłki nożnej w Barcelonie, co spowodowało oficjalne protesty komunistów, ale obraz telewizyjny przedostał się wówczas do kraju. Z innych akcji warto odnotować np. wy-

dokończenie na str.12

dokończenie ze str.11

puszczenie 10 tys. balonów z ulotkami z duńskiego Bornholmu, pojawienie się transparentu "S" na wieży Eiffel'a, zmianę nazwy stacji metra "Stalingrad" na "Gdańsk", przykucie się kajdankami do pociągu odjeżdżającego do Moskwy, który nie tylko się spóźnił, ale w dodatku odjechał oplakatowany antykomunistycznymi ulotkami, czy też masową wysyłkę zakazanych w kraju książek. Te ostatnie były przemycane zarówno w proszkach do prania, co przyprawiało często właścicieli firm wysyłkowych o zawal serca, jak i w oryginalnie zapakowanych puszkach "cassoulet". Bywało więc, że zasiadająca do "zachodniej" kolacji rodzina w kraju, zamiast porcją fasolki otrzymanej z darów, musiała się zadowolić lekturą.

Nielatwe życie miały także zespoły, które nie podjęły artystycznego bojkotu w stanie wojennym. Występujące we Francji "Mazowsze" zostało "zadymione" w czasie koncertu. Podobny los spotkał również balet Kirowa. Tego typu spektakularnych akcji podejmowano znacznie więcej i czekają one, podobnie jak inne rodzaje aktywności emigracyjnej tamtych czasów, na swoje odrębne opracowanie.

Bardzo długa jest też lista francuskich przyjaciół, którzy włączali się w różnego typu akcje, a którzy nie zawsze doczekali się słów podziękowania. Francuską ofiarą pomocy Polsce był np. występ 43-letniego kaskadera Franka Valverde, który w czerwcu 1982 r., w ramach zbiórki pieniędzy dla Polski, zginął w Marsylii podczas próby przeskoczenia

swoim "Ferrari" nad 22 metrową przeszkodą.

Późniejsza "normalizacja" dotknęła także Polaków nad Sekwaną. Przełom "okrągłego stołu" nie wzbudził już entuzjazmu należnego uzyskanej podobno niepodległości. W niewielkim tylko stopniu zostało wykorzystane doświadczenie emigracji.

Zasady "domicylu" czy skandaliczne wyłączenie obywateli polskich mieszkających za granicą z II tury wyborów mogą być odbierane wręcz jako akt zemsty rządzącego obecnie układu.

Wyniki wyborów z I tury świadczą jednak, że emigracja pozostała być może wierniejsza ideałom początku lat 80-tych niż zmęczone transformacją i ciągłym relatywizmem społeczeństwo w kraju.

Bohdan USOWICZ

PAMIĘTAJMY O TYCH DNIACH

Wydarzenia z grudnia 1981 roku należą do jednych z najtragiczniejszych dni naszej historii. Okazuje się jednak, że ludzka pamięć jest dość krótka, a społeczeństwo "wybiera przyszłość". Przyszłość bez pamięci o historii jest jednak zwodnicza, a budowanie czegośkolwiek na amnezji grozi wcześniej czy później katastrofą.

Dziś po 14 latach od pamiętnego Grudnia okazuje się raz jeszcze, że wybory z tamtego czasu rzutują na społeczne podziały dnia dzisiejszego. Bez dekomunizacji i lustracji doszło do samorozgrzeszenia się osób odpowiedzialnych za tragedię stanu wojennego. Dni wyborów moralnych z 1981 roku pokazały, kogo można uważać za patriotę, kto nie waha się poświęcić swojej pozycji czy kariery dla sprawy wolności i demokracji. Stojący się dziś w piórka socjaldemokratów politycy, pozostający w tamtych dniach po bezpiecznej i antynarodowej stronie barykady, chcieliby dziś zamazać dawne podziały. Czy może istnieć coś bardziej urągającego zdrowiu moralnemu społeczeństwa jak widok dawnego sekretarza wojewódzkiego, który dziś jako premier składa pod pomnikiem zabitych górników z "Wujka"? Dlatego 13 Grudnia zapomnieć nie wolno!

Tragiczne wydarzenia w Polsce miały swoje echa także nad Sekwaną. Być może warto je przypomnieć naszym Czytelnikom.

Przełom 1981 i 1982 roku był poza tym dość wyjątkowym czasem solidarności prawie całej polskiej diaspory. Jeszcze raz okazało się, że gościnną ziemią francuska przyjęła kolejną falę emigracji politycznej z nad Wisły.

Tak szerokich objawów sympatii ze strony Francuzów zapewne już się nie doczekamy. Wątpię też, czy kiedykolwiek może jeszcze dojść do tak spontanicznego połączenia się całej emigracji, niezależnie od jej kolorów politycznych. Powrót pamięcią kilkanaście lat wstecz pozwala przypomnieć, że normalne podziały demokratycznego społeczeństwa powinny ustąpić przed nadrzędnymi wartościami niepodległości, wolności i narodowej solidarności.

13 grudnia 1981 r. odbyły się w całej Francji 124 pochody solidarności z Polską. Największa manifestacja miała miejsce w Paryżu, gdzie na apel wszystkich prawie central związkowych, z wyjątkiem komunistycznej CGT, odbył się wielotysięczny pochód z Montparnasse na Plac Inwalidów, pod ambasadę PRL. Nieco wcześniej w godzinach rannych, pod tym samym budynkiem odbyła się spontaniczna manifestacja wielu Polaków, którzy wręcz szturmowali bramę ambasady

chronionej przez CRS. Demonstracje na Placu Inwalidów przeciągnęły się na kolejne dni grudnia, by potem przejść w cykliczne protesty każdego 13 dnia miesiąca.

Idea Krzyża na placu, będącego symbolicznym grobem ofiar stanu wojennego, powstała tuż po informacji o zabitych w "Wujku" górnikach. Krzyż pozostaje na swoim miejscu po dziś dzień, czekając decyzji merostwa Paryża o położeniu w tym miejscu pamiątkowej



tablicy z napisem: "W tym miejscu, począwszy od 13.XII.1981 r. Polacy i Francuzi protestowali masowo i solidarnie przeciwko wprowadzeniu stanu wojennego i prześladowaniom w Polsce, świadcząc swe poparcie dla SOLIDARNOŚCI, dla WOLNOŚCI i NIEPODLEGŁOŚCI Polski. Pamiętajmy o tych dniach".

Podobne manifestacje miały miejsce także w innych miastach Francji. W Lyonie demonstranci przełamali kordon policji i 21 grudnia dostali się do Konsulatu, który zdemolowali. Personel został ewakuowany przez siły porządkowe. W tym samym mieście, ma też miejsce symboliczna okupacja reżimowego biura podróży "Polonia". Budynek "LOT"-u zostaje pomalowany na czerwono. Na manifestacjach pod budynkami organizacji rządowych widać wszystkie kolory polityczne Francji. Od czarnych flag anarchistów po polityków prawicy, którzy jak F. Leotard biorą np. udział w wyświetlaniu na gmachu budynku paryskiej ambasady olbrzymiego portretu Lecha Wałęsy. Późniejszy francuski minister obrony, wówczas szef Partii Republikańskiej, osobiście obsługuje umieszczony na samochodzie rzutnik wyświetlający przeźrocza z wizerunkiem przywódcy "Solidarności".

To, co dzieje się od grudnia w

środkowisku polskim we Francji, ma charakter wielodziałaniowy. Od samego początku zaczęło się organizowanie pomocy humanitarnej dla kraju. Ruszyły pierwsze transporty z darami. Z drugiej strony zaistniała potrzeba objęcia opieką tych Polaków, których stan wojenny zastał nad Sekwaną praktycznie bez środków do życia. Francuskie władze uprawnili wówczas wszystkich Polaków do zapisania się do ANPE, a merostwa wydawały jednorazową pomoc finansową. Opublikowana tuż po 13 grudnia lista organizacji udzielających pomocy naszym

rodakom zawiera ponad 30 nazw różnych komitetów. Tylko na adres Polskiej Misji Katolickiej przysły 64 tys. listów od Francuzów z wyrazami sympatii i solidarności. Niejako ukoronowaniem pomocy socjalnej dla Polaków pozostających we Francji jest powstanie Domu św. Antoniego na rue Daubenton.

Poza działalnością charytatywną rozkwitły także inicjatywy polityczne. Działacze studenci i związkowi, dzięki pomocy organizacji francuskich, utworzyli własne komitety koordynujące pomoc dla kraju. Od 18 grudnia działało w Paryżu radio "Solidarność FM". Wyszło też dużo tytułów prasowych i biuletynów, które uzupełniły prasę emigracyjną. W Paryżu powstały ważne ośrodki wydawnicze. Spory rozgłos uzyskały akcje protestacyjne podejmowane przez miejscowe środowiska. W czasie mistrzostw Europy w łyżwiarstwie figurowym, na lodowisko dostała się grupa młodzieży, która rozłożyła transparenty "S". Zdarzenie relacjonowała TV. Do inicjatyw powstałych w Paryżu należało też podobne udokumentowanie obecności "S" na mistrzostwach świata piłki nożnej w Barcelonie, co spowodowało oficjalne protesty komunistów, ale obraz telewizyjny przedostał się wówczas do kraju. Z innych akcji warto odnotować np. wy-

dokończenie na str.12

dokończenie ze str.11

puszczenie 10 tys. balonów z ulotkami z duńskiego Bornholmu, pojawienie się transparentu "S" na wieży Eiffel'a, zamianę nazwy stacji metra "Stalingrad" na "Gdańsk", przykucie się kajdankami do pociągu odjeżdżającego do Moskwy, który nie tylko się spóźnił, ale w dodatku odjechał oplakatowany antykomunistycznymi ulotkami, czy też masową wysyłkę zakazanych w kraju książek. Te ostatnie były przemycane zarówno w proszkach do prania, co przyprawiało często właścicieli firm wysyłkowych o zawal serca, jak i w oryginalnie zapakowanych puszkach "cassoulet". Bywało więc, że zasiadająca do "zachodniej" kolacji rodzina w kraju, zamiast porcją fasolki otrzymanej z darów, musiała się zadowolić lekturą.

Nielatwe życie miały także zespoły, które nie podjęły artystycznego bojkotu w stanie wojennym. Występujące we Francji "Mazowsze" zostało "zadymione" w czasie koncertu. Podobny los spotkał również balet Kirowa. Tego typu spektakularnych akcji podejmowano znacznie więcej i czekają one, podobnie jak inne rodzaje aktywności emigracyjnej tamtych czasów, na swoje odrębne opracowanie.

Bardzo długa jest też lista francuskich przyjaciół, którzy włączali się w różnego typu akcje, a którzy nie zawsze doczekali się słów podziękowania. Francuską ofiarą pomocy Polsce był np. występ 43-letniego kaskadera Franka Valverde, który w czerwcu 1982 r., w ramach zbiórki pieniędzy dla Polski, zginął w Marsylii podczas próby przeskoczenia

swoim "Ferrari" nad 22 metrową przeszkodą.

Późniejsza "normalizacja" dotknęła także Polaków nad Sekwaną. Przełom "okrągłego stołu" nie wzbudził już entuzjazmu należnego uzyskanej podobno niepodległości. W niewielkim tylko stopniu zostało wykorzystane doświadczenie emigracji.

Zasady "domicylu" czy skandaliczne wyłączenie obywateli polskich mieszkających za granicą z II tury wyborów mogą być odbierane wręcz jako akt zemsty rządzącego obecnie układu.

Wyniki wyborów z I tury świadczą jednak, że emigracja pozostała być może wierniejsza ideałom początku lat 80-tych niż zmęczone transformacją i ciągłym relatywizmem społeczeństwo w kraju.

Bohdan USOWICZ

Solidarnosc...

Un aperçu historique sur un mouvement qui a marqué de son empreinte la fin du XX^e siècle



Christophe JUSSAC,
Secrétaire confédéral de
la CFTC.

La Conférence de Yalta décida que l'Europe centrale et orientale vécut dorénavant à l'aune de la référence marxiste. Les régimes politiques chargés de la mettre en pratique furent imposés par la force et, dans l'exercice du pouvoir, ont prétendu garantir le bonheur des peuples, l'équité et la justice, mettant en place des États totalitaires et en réduisant les individus à la fonction exclusive de producteurs. Les identités nationales, culturelles et spirituelles ont été niées et combattues. En refusant le Plan Marshal, le pouvoir, dominé par le parti communiste, voulait également arracher la société du système d'économie de marché, couper les liens tissés depuis des siècles avec le reste de l'Europe et ériger cette barrière étanche que fut le "le Rideau de Fer".

Cette mise au pas des sociétés ne s'est pas faite sans mal. Berlin, Poznan, Budapest, Prague, Gdansk rappellent les lieux de la résistance et du refus qui se sont manifestés d'une manière constante.

Pour les Polonais, la résistance fut d'autant plus forte qu'elle perpétuait un long combat pour la souveraineté nationale. Un fort sentiment d'appartenance à l'Europe chrétienne, tant sur le plan spirituel que culturel, ne pouvait que renforcer leur refus de la soviétisation. Il ne faut pas négliger non plus la tradition ancienne d'un mouvement ouvrier fort et déterminé.

Malgré une dure répression, les tentatives de russification, la propagande pro-communiste, omniprésente, porteuse d'un enseignement falsifié de l'histoire et les brimades envers l'Église, les Polonais ne se sont pas découragés et se sont toujours comportés en "enfants terribles" du glacier soviétique.

Décembre 1970 : La grève paralyse le littoral de la Baltique et fait gronder la Silésie. Les victimes de la sanglante répression deviennent les "Hommes de marbre" sur lesquels s'est fissurée la toute puissance du Bureau politique. La nouvelle équipe dirigeante n'aura plus désormais la même arrogance.

Le pays est loin d'être pacifié. Les ouvriers de Radom se révoltent mais il n'est plus question de répondre par une répression aveugle. Le KOR (Comité de Défense des Ouvriers) animé par Jacek Kuron ne le permettra pas. Arrive enfin l'élection de l'archevêque de Cracovie, Karol

Solidarnosc ...

Historischer Abriss einer
Bewegung, die für das
Ende des XX. Jahrhunderts von
Bedeutung ist

Yalta hat ein Mittel- und Osteuropa geschaffen, das vom marxistischen Modell geprägt war. Es wurde den Völkern gewaltsam durch totalitäre Regierungen aufgezwungen, die den einzelnen auf die Rolle eines bloßen Produzenten reduzierten. Die nationalen, kulturellen und spirituellen Identitäten wurden verleugnet und bekämpft. Mit der Ablehnung des Marshallplanes wollte das kommunistische Regime auch das System der freien Marktwirtschaft ablehnen, die bestehenden Verbindungen mit dem übrigen Europa abrechnen und jene undurchlässige Barriere, den "Eisernen Vorhang", errichten.

Die Ereignisse von Berlin, Poznan, Budapest, Prag, Gdansk erinnern an die Ablehnung dieses Tatbestandes. Für die Polen war der Widerstand an den Kampf um die nationale Souveränität gebunden. Das starke Gefühl, zum christlichen Europa zu gehören, verstärkte ihre ablehnende Haltung gegenüber einer Sowjetisierung. Hinzu kam eine starke und entschlossene Arbeiterbewegung mit langer Tradition.

Trotz Repression, Russifizierung, prokommunistischer Propaganda und der Schikanen gegenüber der Kirche haben sich die Polen nie entmutigen lassen.

Dezember 1970: die Opfer jener Repression, die auf den Streik gefolgt ist, werden zu den "steinharten Männern", die das Politbüro ins Wanken bringen. Die neue Regierung zeigt sich weniger arrogant.

Solidarność...

Rys historyczny ruchu
społecznego, który wycisnął
swe piętno na schyłku
XX wieku

Jałta utworzyła środkowo-wschodnią Europę, nakładając na nią marksistowskie jarzmo. Narzucone siłą i przemocą wdrażane w życie reżimy totalitarne redukowały ludzi do zwykłych jednostek produkcyjnych. Tożsamości narodowe, kulturalne i duchowe były negowane i zwalczane. Odrzucając Plan Marshalla władza komunistyczna chciała odrzucić system ekonomii wolnorynkowej, przeciąć więzy, łączące z resztą Europy i zbudować nieprzepuszczalną barierę, którą uosabiała Żelazna Kurtyna.

Wypadki berlińskie, poznańskie, gdańskie przypominają sprzeciw wobec tego stanu rzeczy. Dla Polaków, ruch oporu wpisany był w walkę o narodową suwerenność. Głębokie poczucie przynależności do Europy chrześcijańskiej wzmacniało odmowę sowietyzacji. Dorzucić do tego należy tradycje silnego i zdeterminowanego ruchu robotniczego.

Mimo represji, prób rusyfikacji, propagandy prokommunistycznej i prześladowań Kościoła, Polacy nie zniechęcają się.

Grudzień 1970: ofiary represji po strajkach stają się "Ludźmi z Marmuru", którzy naruszają równowagę Biura Politycznego. Nowi decydenci są mniej aroganccy.

Robotnicy z Radomia buntują się, lecz tym razem represja nie może być równie nieograniczona. KOR (Komitet Obrony Robotników), którego sprężyną był Jacek Kuron, stanowił dostateczny hamulec. Na dodatek następuje wybór Karola Wojtyły na Papieża i Jego podróż do Polski. Obrona

LA POLOGNE EN TRANSFORMATION POLEN IN UMWANDLUNG POLSKA W OKRESIE TRANSFORMACJI

Wojtyła, au siège pontifical et le premier voyage de Jean Paul II sur sa terre natale. Tout concourt à ce que le régime s'effondre. Les ouvriers se courbent plus l'échine, l'intelligentsia prend leur défense, l'identité nationale et l'appartenance européenne sont confirmées, le soutien de l'Église n'est pas compté, l'économie planifiée est à bout de souffle et les communistes eux-mêmes ont cessé de croire à leur mission. Ne reste que l'appareil du parti qui se cramponne à ses privilèges.

Genèse d'une révolution

La grève au chantier naval de Gdansk sonne le glas du pouvoir du parti. Les Accords de Gdansk du 31 août 1980 légalisent un premier syndicat indépendant autogéré : SOLIDARNOSC. Dès ce moment, Lech Wałęsa se révèle le leader charismatique d'une organisation sociale libre, pour la première fois dans l'histoire du bloc communiste, de l'emprise du pouvoir.

Ce n'est pas l'Internationale mais les cantiques qui rythment la révolution ouvrière polonaise. Avec plus de 10 millions d'adhérents, SOLIDARNOSC est devenue davantage qu'une organisation syndicale classique : c'est l'expression de toutes les couches de la société polonaise.

Dans un sursaut désespéré pour garder le pouvoir, le parti communiste - qui se prétendait ouvrier - a dû encore recourir à la force. L'état de guerre, décrété par le général Jaruzelski le 13 décembre 1981, espérait arrêter net l'élan d'espoir incarné par SOLIDARNOSC. Il fut trop tard. Des célébrités et des anonymes, ouvriers, intellectuels ou artistes, s'unirent pour refuser la confiscation de leur liberté.

Les parvis des églises ont remplacé les préaux des écoles, la presse clandestine, innombrable, se chargeait de rappeler à chaque instant au pouvoir que sa fin approchait.

Le nom de SOLIDARNOSC est désormais connu dans le monde entier. Les comités de soutien se multiplient. Le mouvement syndical mon-

Solidarnosc mobilisa les énergies bien au-delà des frontières polonaises : L. WALESA et V. HAVEL, assis à une même table, illustrent un combat qui transcende les luttes nationales.



Die Arbeiter von Radom lehnen auf, man kann man nicht mehr ohne weiteres repressive Maßnahmen ergreifen. Das KOR (Das Komitee zur Verteidigung der Arbeiter) unter der Führung von Jacek Kuron sorgt dafür. Schließlich kommt es zu der Pontificalwahl von Karol Wojtyla und seiner Reise nach Polen. Die Verteidigung der Arbeiterinteressen, die nationale Identität sowie die europäische Zugehörigkeit bestätigen ebenso wie die Unterstützung der Kirche die Tatsache, daß die Kommunisten an Macht verlieren.

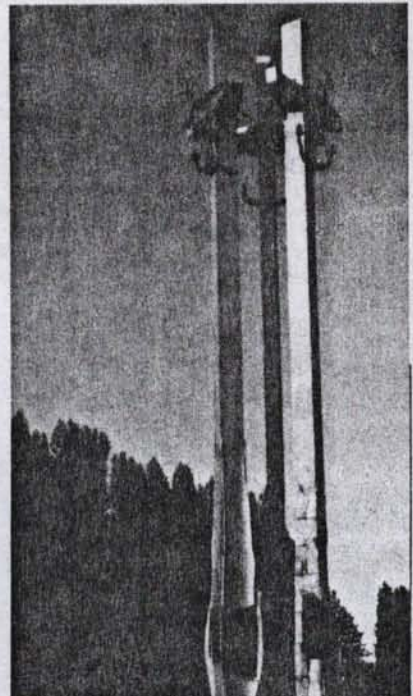
Entstehung einer Revolution

Der Streik von Gdansk läutet die Todesglocken der Machthaber. Die Danziger Verträge vom 31. August 1980 machen "Solidarnosc" zu einer legalen Bewegung. Lech Wałęsa setzt sich als Führer der ersten unabhängigen sozialen Organisation des kommunistischen Blocks durch.

Mit ihren 10 Millionen Mitgliedern wird Solidarnosc zur Vertreterin aller gesellschaftlichen Schichten der polnischen Gesellschaft.

Das Kriegerrecht, das am 13. Dezember 1981 vom General Jaruzelski ausgerufen wurde, sollte diesen Elan brechen. Doch blieb der Versuch vergebens: Arbeiter, Intellektuelle und Künstler verbanden sich miteinander, um ihre Freiheit zu verteidigen.

Seitdem ist Solidarnosc in der ganzen Welt bekannt. Unterstützungskomitees und die internationale Gewerkschaftsbewegung bringen der Untergrundbewegung ihre moralische und materielle Hilfe. Die französischen Gewerkschaften außer der CGT gründen zusammen mit den in Frankreich lebenden Solidarnosc-Vertretern ein Koordinationskomitee. Die beiden internationalen Gewerkschaften CMT und CISL nehmen Solidarnosc als Mitglied auf, und



Gdansk : monument érigé à la mémoire des victimes de 1970. Achevé en 1982, en plein état de siège, il était inscrit dans les clauses des accords de 1980.

robotników, tożsamość narodowa i przynależność do Europy są niezaprzeczalnym faktem, podobnie jak poparcie Kościoła – nawet komuniści pozostają bez złudzeń.

Geneza rewolucji

Strajk w Gdańsku jest podzwonnym dla władzy. Porozumienia gdańskie z 31 sierpnia 1980 roku legalizują "Solidarność". Od tej chwili Lech Wałęsa staje się liderem pierwszej niezależnej organizacji społecznej w bloku komunistycznym.

"Solidarność", licząca 10 milionów członków stała się rzecznikiem wszystkich warstw społeczeństwa polskiego.

Stan wojenny wprowadzony 13 grudnia 1981 roku przez generała Jaruzelskiego miał zahamować ten rozmach. Było to jednak jałowe przedsięwzięcie: robotnicy, inteligencja i artyści zjednoczyli się by bronić wolności.

Tymczasem Solidarność staje się znana na całym świecie. Komitety pomocy i związki zawodowe popierają moralnie i materialnie podziemie. Francuskie związki, z wyjątkiem CGT, tworzą Komitet Koordynacji wspólnie z reprezentantami Solidarności, przebywającymi we Francji. Obie międzynarodówki: SKP i MKWZZ afiliują Solidarność, a Lech

dial s'est mobilisé pour apporter un appui matériel et moral aux clandestins emprisonnés et pourchassés. En France, toutes les centrales syndicales, hormis la CGT., ont fondé le Comité de Coordination avec les responsables de SOLIDARNOSC surpris sur le sol français par le 13 décembre. Les deux internationales syndicales CMT et CISL ont décidé d'affilier SOLIDARNOSC et Lech Walesa reçoit le prix Nobel de la Paix.

L'Histoire s'emballa : La Table Ronde, la victoire de SOLIDARNOSC aux élections législatives quasiment libres, la formation du gouvernement de Tadeusz Mazowiecki, le premier gouvernement démocratique en Europe de l'Est, le parti communiste (POUP) s'auto-dissout. Le succès à Prague de la révolution de velours, l'effondrement du Mur de Berlin, l'indépendance des Pays baltes et l'éclatement de l'URSS suivent de près. Tout ceci s'inscrit dans le prolongement logique de la création de SOLIDARNOSC.

Mais la démocratie seule n'est pas encore un gage d'équité et de prospérité. C'est une étape indispensable mais non suffisante.

Continuer à porter le flambeau malgré les désillusions de l'après-socialisme

L'héritage légué par l'ancien régime est désastreux. Le coût social de la transition dépasse les plus sombres prévisions. " Nous ne voulons pas être volé des fruits de notre travail " déclaraient les délégués au premier congrès de SOLIDARNOSC en 1981. La transition a eu comme effet non seulement de les priver du fruit de leur travail mais aussi de l'emploi qui se raréfia. Le chômage, notion inconnue jusqu'à présent, a pris des proportions considérables. Parallèlement, les exemples se multiplient d'anciens apparatchiks transformés en hérauts du capitalisme le plus sauvage, avec la complicité des néo-libéraux étrangers. Contraints à abandonner le pouvoir, les ex-communistes s'approprient la richesse nationale. La spéculation a outrageusement enrichi une minorité tandis que le niveau de vie de la majorité des citoyens a fortement baissé et que l'inflation galopante fait des ravages. De plus, l'ancien syndicat officiel, OPZZ, n'a toujours pas restitué les biens de SOLIDARNOSC dont il s'est emparé à la suite du coup militaire de 1981.

Dans ce contexte il était presque impossible à SOLIDARNOSC d'assurer à la fois la continuité de l'État, mener à bien la transition économique, initier les réformes et assurer le mieux-être de tous. Les déceptions se sont exprimées par la voie électorale.

S'ouvre maintenant une nouvelle étape. Il faut consolider les acquis, préparer l'adhésion à l'Union Européenne et à l'OTAN. Les actions doivent évoluer à la mesure des changements économiques et sociaux. Il importe que le nouveau projet européen qui sortira de la Conférence Intergouvernementale de Turin prenne mieux en compte le volet social de l'Union Européenne. L'expérience de SOLIDARNOSC, sa présence à la Confédération Européenne des Syndicats dont elle est devenue membre à part entière, lui assurent un rôle de choix et garantissent aux citoyens de l'Europe entière que dans cette Europe future les fractures sociales pourront se réduire et que les individus conserveront la primauté sur le profit.

Lech Walesa erhält den Friedenspreis.

Auf die Gewerkschaftsgründung folgt der Runde Tisch, der Triumph von Solidarnosc bei den ersten fast freien Wahlen, die erste demokratische Regierung in Osteuropa unter Tadeusz Mazowiecki, die Selbstauflösung des POUP. Der Prager Erfolg der "Samtrevolution", der Fall der Berliner Mauer, die Unabhängigkeit der baltischen Staaten und das Auseinanderbrechen der UdSSR sind die nächsten Etappen.

Weiter die Flamme tragen trotz aller Enttäuschungen der Zeit nach dem Sozialismus

Doch ist das Erbe katastrophal, und der soziale Preis des Übergangs übertrifft die schwärzesten Voraussagen. Die bisher unbekannte Arbeitslosigkeit hat ein unvorhergesehenes Ausmaß angenommen. Zahlreiche frühere Apparatschiks haben sich in Anpreiser eines ungezügelt Kapitalismus verwandelt. Eine Minderheit hat sich enorm bereichert, während die überwiegende Mehrheit ihr Lebensniveau bei zunehmender Inflation sinken sah.

Unter diesen schwierigen Verhältnissen wurden die in Solidarnosc gesetzten Hoffnungen enttäuscht, was sich auf die Wahlen ausgewirkt hat.

Das Land muß nun seine Errungenschaften konsolidieren, seinen Beitritt zur Europäischen Union und zur NATO vorbereiten. Es ist wichtig, daß die internationale Konferenz von Turin den sozialen Fragen der EG mehr als bisher Rechnung trägt. Die Erfahrung von Solidarnosc, ihre Teilnahme an dem Europäischen Gewerkschaftsbund sind eine Garantie für die Bürger in ganz Europa dafür, daß im künftigen Europa der soziale Bruch reduziert werden kann.

Wałęsa otrzymuje pokojową Nagrodę Nobla.

Odrodzenie związku przebiega etapami: od Okrągłego Stołu, poprzez zwycięstwo Solidarności w pierwszych prawie wolnych wyborach i pierwszy w Europie Wschodniej demokratyczny rząd Tadeusza Mazowieckiego, do samorozwiązania się PZPR. Potem lawiną: sukces praskiej "Aksamitnej Rewolucji", obalenie berlińskiego Muru, niepodległość krajów bałtyckich i rozpad ZSRR.

Pozostać liderem mimo utraty iluzji okresu post-socjalistycznego

Jednakże spuścizną po komunistach jest katastrofalna sytuacja i koszt społeczny okresu przejściowego przekracza najbardziej pesymistyczne wyobrażenia. Wielu dawnych aparatchyków przedzierzgnęło się w Stachanowców najdzikszego kapitalizmu. Nieliczna grupa obywateli wzbogaciła się nadmiernie podczas gdy szalała inflacja, a poziom życia większości społeczeństwa tragicznie się obniżył.

W tym trudnym kontekście, dla wielu ludzi nadzieje włożone w Solidarność zostały zawiedzione i odbiło się to na wynikach wyborów.

Obecnie kraj stoi przed koniecznością skonsolidowania swych dotychczasowych zdobyczy, przygotowania do przystąpienia do Unii Europejskiej i NATO. Jest też niezwykle ważne, by w czasie Konferencji Międzyrządowej w Turynie został - bardziej niż dotychczas - wzięty pod uwagę całokształt problemów społecznych Unii Europejskiej. Doświadczenie Solidarności, jej przynależność do Europejskiej Konfederacji Związków Zawodowych gwarantuje wszystkim obywatelom przyszłej zjednoczonej Europy stopniowe niwelowanie nierówności społecznych.

LA PAGE DES FRANCOPHONES

de Richard Zienkiewicz

13 DÉCEMBRE DE TRISTE MÉMOIRE

Le 13 décembre 1981 est une date qu'il sera sans aucun doute difficile d'oublier. Elle est entrée dans la mémoire collective comme le jour où un régime totalitaire, la Pologne du «socialisme réel», sans base sociale, satellite d'une puissance étrangère, a ouvertement déclaré la guerre à sa société civile, à la nation polonaise, en instaurant la loi martiale dans le pays. Avec le recul du temps, on peut dire que l'état de guerre décrété par le général Jaruzelski, dans la nuit du 12 au 13 décembre 1981, a été le point d'orgue de la répression menée par ce régime contre la population au cours de la période de l'après-guerre, avec des dates qui s'égrènent au fil des années et qui sont de plus en plus rapprochées: 1956, 1968, 1970, 1976, 1981, dates au cours desquelles les Polonais expriment leur mécontentement et leur révolte, au cours desquelles la société, au travers de la contestation, demande de la liberté et du pain, demande que le pouvoir soit exercé par elle, comme dans toute vraie démocratie, et non par une procuration qu'elle n'a pas donnée, demande que le mot «populaire» soit retiré du mot «démocratie» car il est redondant et ne sert qu'à en galvauder le sens.

Le 13 décembre 1981, un dimanche comme aujourd'hui, il faisait sombre à Paris. Il faisait froid et il a même neigé. Triste météo pour une triste nouvelle annonçant la fin brutale de seize mois d'espoir porté par Solidarność, tout autant syndicat ouvrier que mouvement social profond dans lequel chaque Polonais pouvait enfin sans honte se reconnaître et se faire reconnaître hors des frontières du pays: le pape Jean-Paul II et Solidarność incarnée par Lech Wałęsa, deux signes forts et positifs de reconnaissance qui balayaient tous les «lendemains qui chantent» dont l'avènement était toujours reporté à une date ultérieure. Triste Noël 1981 au cours duquel on était en pensée avec ses proches, parents et amis restés au pays, qu'il n'était plus possible d'aller voir, avec qui on ne pouvait plus communiquer, avec qui il était impossible de partager des vœux joyeux et chaleureux. Si pour les Français le mot «solidarité» avait déjà un sens, c'est bien à ce moment-là qu'il a pris sa pleine signification. «Solidarité avec Solidarność», c'était le mot d'ordre que l'on a entendu pendant très longtemps, partout, dans toutes les couches de la société, dans toutes les organisations et mouvements pour lesquels le mot «liberté» n'était pas un vain mot. L'élan de solidarité de la population française avec les Polonais a été immense - peut-on oser avancer qu'il n'avait jamais été égalé jusque-là pour une cause de cette nature?

Combien de groupes, d'associations ou de comités, laïcs ou confessionnels, se sont-ils créés pour venir en aide aux Polonais? On ne pourra sans doute jamais en connaître le nombre exact, mais tous ceux qui manifestaient sur la place des Invalides durant l'hiver 1981-1982 n'oublieront certainement pas tous ces Français, anonymes, simples automobilistes, chauffeurs de taxi, qui nous proféraient des mots d'amitié et d'encouragement en donnant sans compter des billets de cent ou de deux cents francs. Qu'ils soient ici tous remerciés pour ces gestes et pour l'aide qu'ils ont apportée. Qu'ils sachent que ce soutien financier a servi à collecter des vivres et à organiser des transports humanitaires pour apporter de l'aide aux familles dans le besoin dont un ou plusieurs membres étaient en détention. On n'oubliera pas bien entendu les paroisses qui se sont mobilisées et l'aide organisée dans le cadre de la Mission catholique polonaise par les émigrés polonais et les Français d'origine polonaise. Comment exprimer sa reconnaissance à ces familles ou à ces groupes de familles qui avaient décidé de prendre une famille polonaise en charge à distance, en gardant un contact permanent autant que la situation le permettait? Ce fut un formidable élan populaire de solidarité, la mise en pratique concrète de l'amitié qui lie la France et la Pologne. Face à cela, il est assez difficile de comprendre l'attitude paradoxale du gouvernement de l'époque et de son ministre des Relations extérieures, Claude Chevesson, qui avait déclaré que «bien entendu» la France ne ferait rien pour venir en aide à la Pologne. Était-ce du cynisme doublé d'un refus délibéré d'intervenir? Était-ce un aveu d'impuissance? Laissons à l'histoire le soin de juger sans oublier toutefois que, quelques années plus tard, François Mitterrand a reçu le général Jaruzelski avec les honneurs dus à un chef d'État. L'état de guerre a fait des victimes. Si l'on connaît avec assez de précision le nombre des victimes directes, les hommes et les femmes tués délibérément par les forces de répression, sait-on combien y a-t-il eu de victimes indirectes, c'est-à-dire des enfants, des personnes âgées, des malades qui n'ont pas pu recevoir les soins qu'ils attendaient parce que les services d'urgence médicale ne pouvaient pas circuler normalement, parce que les personnes dans le besoin ne pouvaient pas utiliser le téléphone pour appeler au secours? Jusqu'à présent, seuls quelques sous-fifres ont été jugés et condamnés, mais les principaux responsables courent toujours en liberté...

voir extrait
du livre
EUX D'ENFER
MOMI D'EST
NON.
FR NEIGE
JUR VARSOVA

Il neige sur Varsovie

18 décembre 1981

Pendant que le pauvre peuple polonais joue son destin à quitte ou double, les maîtres de l'Occident et quelques observateurs « sérieux » raisonnent. Du haut de leur infinie sagesse et de leur incomparable expérience. Ecoutez-les, ces champions toutes catégories de la « prudence », ces magnats du « sang-froid ». Ecoutez-les nous faire part de leur « tranquille détermination » ; de leur « sérénité active » ; de leur « réserve vigilante ». Ecoutez-les ressasser leurs chansons mornes, leurs petits appels prudes à la « raison » et à la « lucidité ». Voyez comme ils sont « préoccupés par les événements » et avec quel soin ils « suivent les développements de la situation ». Prêtez bien l'oreille à leur mélopée frileuse venue d'un autre monde et demandez-vous, simplement, si elle est digne de nous.

Bien sûr, il eût été à la fois hypocrite et inutile de proclamer, comme Foster Dulles dans les années 1950 : « A tous les peuples captifs qui souffrent de l'esclavage communiste, aux nations opprimées de la Terre, nous disons : vous pouvez compter sur l'Occident. » Les Polonais, d'ailleurs, ne l'auraient pas cru.

Mais de là à sombrer dans l'excès inverse, à donner l'impression qu'on légitime précipitamment le musellement de Solidarité (comme l'a fait M. Cheysson, dimanche

Votre
 13 décembre
 de l'histoire
 Mémorial
 1981

dernier, en déclarant que la France resterait totalement passive), il y a un pas qu'il ne fallait point franchir. L'honneur du monde libre, cette denrée périssable, méritait mieux. Il méritait, en tout cas, la vérité. Or ce sont des balivernes que l'on nous sert.

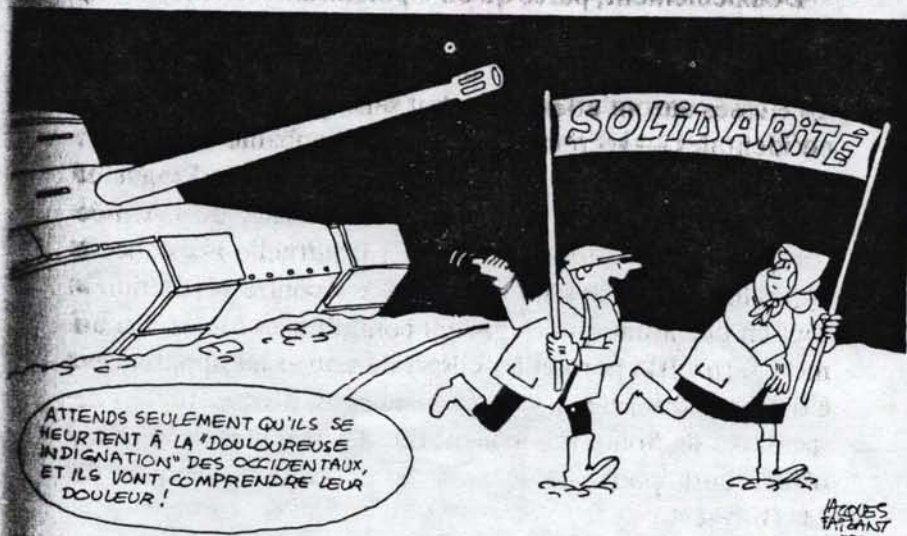
Certains veulent nous faire croire — mais plus le temps passe, plus cette thèse est difficile à soutenir — que le général Jaruzelski est une sorte de « sauveur » ; et qu'en soumettant la Pologne à sa loi d'airain, il la préserve, en réalité, d'une invasion soviétique. Bref, on veut nous persuader que le nouveau César de Varsovie n'avait pas le choix ; qu'entre deux maux, il a choisi le moindre ; et qu'il a eu raison, somme toute, d'immoler les libertés civiles et politiques sur l'autel de l'indépendance nationale. Je m'étonne que des esprits apparemment équilibrés puissent tenir un tel langage et insultent ainsi, d'un même souffle, la morale et la logique.

Il n'est jamais très sain, en effet, d'argumenter aux dépens des peuples asservis ; jamais très sain de trouver de solides justifications aux briseurs de libertés quels qu'ils soient. Mais inversons le schéma, et imaginons qu'un beau matin le général-président d'une petite république pro-américaine des Caraïbes décide de mettre un terme à l'agitation sociale qui déstabilise son pays.

Imaginons aussi qu'il ordonne à l'armée de sortir des casernes ; qu'il fasse disposer ses chars devant les bâtiments publics ; qu'il impose la loi martiale d'un bout à l'autre du territoire ; qu'il coupe les communications avec l'étranger ; et qu'il jette arbitrairement en prison les syndicalistes et les intellectuels rebelles à son régime. Irait-on, alors, jusqu'à affirmer que le général-président a pris la seule mesure susceptible de prémunir son Etat contre un débarquement des Marines ? Le féliciterait-on d'avoir ainsi foulé aux pieds les aspirations réformistes de son peuple ? Certainement pas. On le traiterait, au contraire, de tyranneau, de disciple

de Pinochet, de bradeur des droits de l'homme. Et l'on s'empresserait de le clouer au pilori de l'Histoire.

Pourquoi, dans ces conditions, n'applique-t-on point la même logique à l'affaire polonaise ? Pourquoi crédite-t-on Jaruzelski d'un « réalisme » politique qu'il ne mérite aucunement ? Pourquoi de belles âmes prétendent-elles qu'il a relevé un défi alors qu'il a déclenché un processus fatal qui mène la Pologne à l'abîme ? Pourquoi est-on systématiquement plus indulgent avec les prétoriens communistes qu'avec leurs collègues du camp capitaliste ? Peut-être est-ce l'effet pernicieux de la désinformation à laquelle nous soumettent les pays de l'Est. Peut-être est-ce la traduction d'un complexe à l'égard de nos propres valeurs, qui nous pousse ainsi à absoudre ceux qui veulent notre perte. Je ne sais. Mais ce que je sais, en revanche, c'est qu'une telle attitude, veule et munichoise, ne nous renvoie pas une image très respectable de nous-mêmes.



Le fait de trouver des « excuses » aux putschistes constitue également un signe affligeant de myopie politique. Car il est absurde de croire que l'ordre militaire instauré en Pologne éloigne définitivement les risques d'une intervention de l'Armée Rouge. Et cela, pour au moins deux raisons.

Premièrement, parce que Jaruzelski a, de toute évidence, agi avec la bénédiction, la caution et les encouragements enthousiastes du Kremlin. Il suffit, pour s'en convaincre, de relire les dernières dépêches de l'agence Tass : presque toutes invitent les autorités polonaises à prendre, dans les plus brefs délais, « les mesures appropriées pour défendre les fondements constitutionnels de l'Etat ». Peut-on être plus net ? Je rappelle, de surcroît, que l'armée polonaise appartient au Pacte de Varsovie (l'équivalent communiste de l'Alliance Atlantique) ; que tous ses officiers supérieurs sont formés en URSS, où se décide leur carrière ; et que, par conséquent, l'hypothèse d'un coup d'Etat réalisé à l'insu des hiérarques moscovites relève de la divagation intellectuelle la plus débridée.

Deuxièmement, parce qu'en « polonisant » (fictivement) la répression, Jaruzelski permet aux Soviétiques de gagner dans tous les cas de figure. S'il parvient à briser Solidarité, les Russes auront atteint leur but sans que les chancelleries occidentales — secrètement ravies de l'aubaine — puissent leur reprocher d'avoir réalisé un « remake » de Prague et de Budapest. Et s'il échoue, les maréchaux de l'Armée Rouge pourront alors étendre leur fraternelle assistance à ce malheureux pays menacé par la « contre-révolution » tout en déclarant qu'ils agissent contraints et forcés. En un mot, Jaruzelski permet à l'URSS de sauver les apparences. Ce qui n'eût évidemment pas été le cas si les dix millions de membres de Solidarité avaient dû, dès le début de la crise, offrir leurs poitrines nues à la mitraille des chars de M. Brejnev.

Je lis, dans la presse (et notamment dans *l'Humanité*, dont on connaît l'intérêt pour toutes les variétés de douleurs humaines), que Jaruzelski a déclaré : « J'agis avec amertume et le cœur brisé. » Imagine-t-on l'immense éclat de rire indigné qui secouerait la classe politique occidentale si les Pinochet, les Stroessner et les Duvalier osaient prononcer de telles paroles avant d'embastiller leurs opposants ? Mais pour la Pologne, noyée dans l'ombre épaisse de Yalta, il n'en va apparemment pas de même. Nos diplomates se taisent ou se livrent à des chatteries peu compromettantes. Et des heures précieuses s'enfuient.

Jamais, pourtant, le courage ne fut plus nécessaire qu'aujourd'hui. Rongé par le pacifisme, dupé par la Détente, l'Occident *uni* devrait parler. Et au lieu de se camoufler derrière de misérables arguties juridiques, au lieu de « réprover » et de « s'émouvoir », il devrait tout simplement faire savoir aux Soviétiques qu'il les tient pour *les seuls véritables responsables* du malheur des Polonais.

Instauration d'un embargo général sur les céréales et la technologie destinées à l'URSS ; interruption immédiate des relations économiques et commerciales avec Moscou ; suspension indéterminée de toutes les négociations Est-Ouest sur la limitation des armements nucléaires ; rupture des relations diplomatiques avec le Kremlin ; développement d'une assistance militaire massive aux résistants afghans ; blocus de Cuba : les moyens de pression sur les Russes ne manquent guère. Encore faut-il vouloir y recourir. Ou, à tout le moins, menacer d'y recourir.

Si j'en juge par les juteux contrats que notre ministre du Commerce extérieur vient de signer à Moscou, ce n'est pas tout à fait la voie que nous nous apprêtons à emprunter.

Il neige sur Varsovie. Dans quelques heures, Leonid

Brejnev fêtera joyeusement ses soixante-quinze ans. Lech Walesa et ses amis ne passeront probablement pas Noël en famille. Le général Jaruzelski a évité le « pire ». Tout va bien.

Extrait du Livre;

" Eux c'est eux

Nous c'est nous "

*par Jacques Fauriant
et Pierre Wejman -*

Ed. BRASSERIE 1985

Chantal



Artykuł pani Józefy Hannelowej „Ona miała imię i pięcioro dzieci” w ostatnim numerze „Tygodnika Powszechnego” sprawił, że poczułam się zobligowana do napisania kilku słów o Chantal Godinot, Francuzce zastrzelonej w Sarajewie, do którego pojechała z transportem humanitarnym Equilibre.

Słusznie został przez panią Hannelową podniesiony zarzut, że w naszych massmediach niewiele można było przeczytać o Chantal. W dodatku w tych skąpych informacjach znalazło się wiele nieścisłości. Znałam Chantal i miałam okazję widzieć jej pracę w organizacji humanitarnej Equilibre w Lyonie, a co najważniejsze, jako członek zespołu prowadzącego jedną z krakowskich aptek leków z darów, miałam na co dzień do czynienia z efektami jej pracy, gdyż nasza apteka od samego początku korzystała z lekarstw Equilibre. Wiadomość o śmierci Chantal nadeszła w dniu, w którym rozpakowywaliśmy ostatni przygotowany przez nią transport.

Pani Józefa Hannelowa odniosła gorzkie wrażenie, że śmierć Chantal Godinot nie obeszła prawie nikogo. Ale tak, na szczęście, nie było. W tydzień po jej śmierci krakowskie dzienniki: „Gazeta Wyborcza”, „Czas”, „Dziennik Polski” i „Gazeta Krakowska” zamieściły bezpłatnie podpisane przez nasz zespół nekrologi wraz z informacją o Mszy świętej w Jej intencji. Radio Kraków również bezpłatnie kilkakrotnie tę informację podawało na swojej antenie. W mieście rozklejonych zostało kilkadziesiąt nekrologów, w których między innymi napisaliśmy, że wielu krakowian Jej zawdzięcza zdrowie i życie. I krakowianie przybyli tak licznie, że trzeba było przenieść mszę z kaplicy Matki Boskiej Ostrobramskiej do nawy głównej. Obecni byli również konsul francuski i wiceprezydent miasta. Pamięć Chantal uczcił ks. dr Czesław Skowron. W homilii, którą wygłosił znalazł się również apel o przebaczenie dla zabójcy. Wielki dar słowa i gorąca wiara księdza Skowrona sprawiły, że wszyscy czuliśmy obecność Zmarłej wśród nas.

Fotografia Chantal Godinot — jedyna reprodukowana we wszystkich francuskich gazetach — jest bardzo zła i to nie tylko z powodów technicznych. Wszyscy, którzy Chantal znali, zapamiętali na zawsze uśmiechniętą, radosną i jednocześnie

nie pełną skupienia twarz. Chantal przemieniowała radością i wewnętrznym spokojem. W Equilibre, z którym związała się w 1989 roku, wykonywała pracę niesłychanie żmudną, której w dodatku efektyw sama nie oglądała. W ogromnej fabrycznej hali, w której Equilibre zainstalował magazyn leków, przygotowywała lekarstwa do transportów do Rumunii, Armenii, Polski, Chorwacji, dla Kurdów, Tuaregów, dla tych wszystkich, dla których przyjazd francuskiej ciężarówki oznaczał nadzieję na powrót do zdrowia, czy wręcz nadzieję na pozostanie przy życiu. Sortowanie leków pochodzących ze zbiorów — a z takimi Chantal miała do czynienia — to praca bardzo nużąca. Trzeba sprawdzić każde opakowanie; odczytać datę ważności, często bardzo niewyraźną, sprawdzić zawartość, włożyć do właściwego pudła. I pamiętać, o jakie lekarstwa szczególnie przoszone w tym kraju lub mieście, do którego jechał najbliższy transport. Chantal kierowała pracą piętnastu takich wolontariuszy, którzy swój wolny czas poświęcali dla setek tysięcy bezimiennych chorych, cierpiących ludzi. Niektórzy przychodzili na parę godzin dziennie, niektórzy raz lub dwa razy w tygodniu — ona była tam codziennie przez osiem godzin. Latem panował tam upał i zaduch, zimą pracowało się w kożuchach i rękawiczkach, od betonowej podłogi ciągnęło przenikliwe zimno — stało się więc przy stołach na kilku warstwach tektury...

Żeby taką pracę wykonywać latami, trzeba mieć w sobie ogromnie dużo miłości. Chantal nigdy nie mówiła o miłości bliźniego, nigdy nie używała wielkich słów. W ostatniej kartce, którą napisała do naszej apteki, życzyła nam, żeby Polsce udało się szybko wyjść z gospodarczego kryzysu, podzieliła się też z nami swoją radością z powodu nowego pomieszczenia do sortowania leków, w którym wreszcie nie będzie zimno. Napisała też, że ma nadzieję na rychłe spotkanie z nami. Kartkę Chantal przypięliśmy w aptece na widocznym miejscu, a w dwa tygodnie później obok kartki musieliśmy umieścić Jej nekrolog.

Pamiętajmy, że była ogniwem w wielkim łańcuchu ludzkiej bezinteresowności, w imię której poświęciła życie.

BOGDANA PILICHOWSKA

"T.P." 4. IV 1993

1980 - 1989 -



Polska - Francja - świat

Niedawno obchodziliśmy 20. rocznicę powstania „Solidarności”. We Francji uczcily ją przede wszystkim środowiska polskie, przypominając - i słusznie - że polski związek zawodowy, który przekształcił się w wielki ruch społeczny, zapoczątkował przemiany na wschodzie Europy. Zachód często o tym zapomina, datę przelomu sytuując w listopadzie 1989 roku, kiedy w euforii zjednoczenia Niemiec, rozebrany został mur berliński. Tymczasem przełom rozpoczął się dziewięć lat wcześniej, w sierpniu 1980 roku, w Gdańsku. I tę datę należy zagranicą często przypominać. Dlatego dobrze się stało, że Instytut Polski w Paryżu zdecydował się zorganizować, w parę miesięcy po głównych obchodach, dwie wystawy poświęcone „Solidarności”. Pierwszą, złożoną z fotograficznych dokumentów pamiętnych dni 1980 roku, przywiózł z Warszawy ośrodek Karta - niezależna, pozarządowa organizacja zajmująca się zbieraniem i propagowaniem dokumentów z dwudziesto-wiecznej historii Polski i całej Europy środkowo-wschodniej. Wystawa druga jest wycinkiem wielkiej kolekcji plakatów, kartek i znaczków pocztowych, zgromadzonych przez krytyka sztuki, kierownika galerii „Pokaz” w Warszawie, Jerzego Brukwickiego.

W latach 1980-81 i 1982-89 Jerzy Brukwicki był wydawcą kartek pocztowych i organizatorem wielu wystaw, które przeszły do historii polskiej grafiki. Plakat „Do Piety polskiej” Romana Kalarusa, znajdujący się dzisiaj w każdym znaczącym podręczniku plakatu, powstał na jedną z jego wystaw. Brukwicki był człowiekiem gotowym wszystko porzucić i z Warszawy ze swymi kolekcjami pojechać daleko w Polskę, by pokazywać ludziom to, co powstawało w kręgu niezależnej kultury. Postawa polskich artystów była wtedy czymś zupełnie unikalnym, fenomenem wybitnie polskim, który nigdy później się nie powtórzył. W okresie stanu wojennego zdecydowana większość malarzy, rzeźbiarzy i grafików postanowiła bojkotować oficjalne życie artystyczne i, narażając siebie, swe rodziny i kariery, przejść do podziemia, to znaczy pokazywać to, co przeżywał i czuł naród polski w obiegu niezależnym - w kruchtach kościelnych, w kaplicach, w pracowniach zainstalowanych w piwnicach. Sztuka powstawała wszędzie - nawet w obozach dla internowanych. Efemerycznymi dziełami sztuki były małe samolociki z papieru, szelatujące nad drutami obozów. Były nimi kartki i znaczki pocztowe. Znaczków pojawiło się wtedy kilkaset. Dawno temu wyszły już oczywiście z użycia i nie wszyscy wiedzą, że największą ich kolekcję po-

siada w tej chwili królowa angielska Elżbieta II, która w latach 80. zlecała swym dyplomatom zbieranie, kupowanie i kompletowanie archiwów. Pocztówki ze znakiem „Solidarności” pojawiły się po raz pierwszy przed Świętami Bożego Narodzenia 1981 roku - ich funkcją było dodawanie otuchy, przynoszenie chwil radości i uśmiechu w najcięższych chwilach stanu wojennego. W okresie oficjalnej „Solidarności” w Polsce powstało około 120 plakatów. W stanie wojennym o wiele mniej, bo trudniej było z dnia na dzień plakat wydrukować i rozwiesić w kilku punktach miasta. Jak przypomina wystawa w Instytucie Polskim, symbolicznym centrum tych plakatów był często znak krzyża. Ten symbol męczeństwa znalazł się na plakacie związku rolników indywidualnych, gdzie jedno z ramion krzyża przekształcone zostało w kłos, i na plakacie Jacka Cwikły, wydanego na 25. rocznicę wypadków poznańskich: tu lewe ramię krzyża zmieniło się w młotek - symbol robotników. W symbolikę religijną obfitowały także ilustracje w wydawanych wtedy w drugim obiegu książkach i tomikach poetyckich. Artyści, którzy z potrzeby serca i na znak łączności z innymi podejmowali się ryzyka świadczenia swą sztuką o niezgodzie na zło, dziś należą do czołówki polskiej grafiki użytkowej. Obie wystawy w Instytucie Polskim w Paryżu czynne są do 6 marca.

ANNA RZECZYCKA-DYNDAL

du 24/12/2000

38

Amitié Dauphiné-Pologne : Françoise Le-Gouic décorée



Françoise Le-Gouic recevant la croix du Mérite Polonais.

Le 13 septembre, le consul de Pologne à Lyon, Roman Jankowiak, est venu décorer la présidente de l'association, Françoise Le-Gouic, de la Croix du Mérite polonais. Dans son mot de remerciement, M^{me} Le-Gouic, a tenu à nommer tous ceux qui ont une part de ce Mérite. D'abord Anna Fiszer qui, durant les années terribles de la répression en Pologne, s'est entièrement investie pour venir en aide aux Polonais dans le désarroi. Elle créa en 1990 l'Association Amitié Dauphiné-Pologne dont elle assura la présidence jusqu'à sa mort en 1996. Il fallut poursuivre son œuvre dont l'action principale était la fourniture de médicaments, matériel hospitalier à la Pologne et maintenant en Ukraine, Lituanie, Biélorussie. Ceci est un travail important qui n'est réalisable qu'avec les fidèles trieuses de médicaments, expertes, et infatigables, "notre" pharmacien efficace et indispensable, les courageux porteurs, tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre ont donné de leur temps, de leur énergie pour charger les camions, assurer les tâches de secrétariat, soutenir l'association A.D.P. Ils ont tous

droit à une grosse part de cette croix du Mérite polonais.

"Il nous faut associer à cette reconnaissance : Stowarzyszenie Pomocy Obywatelskiej im. Anny Fiszerowej de Krakow car nous savons que tout ce que nous leur envoyons est très judicieusement et équitablement réparti auprès des plus déshérités. Le changement de régime politique a accentué les disparités et nombreux sont ceux qui n'ont pas les moyens de se soigner en attendant la mise en place de structures sociales. Sans le sérieux de très nombreux bénévoles de l'association Anna Fiszerowej de Krakow, nous n'aurions pu poursuivre son œuvre", devait-elle encore préciser.

Pour clore cette petite fête, tous les membres de l'association A.D.P., les nombreux Polonais de l'amicale polonaise, les sympathisants et la famille de la présidente ont bu à la santé de nos amis de Pologne.

Pour tous renseignements : Amitié Dauphiné-Pologne - 56, rue Docteur Hermite 38000 Grenoble. Tél : 04 76 48 95 54.



Polacy na Zachodzie

A.D.P. - GRENOBLE

Nous vous présentons brièvement les différentes étapes de l'Association Amitié Dauphiné Pologne de Grenoble qui mérite d'être connue. Après les événements de Pologne en 1980-81 un grand mouvement d'aide est né vis à vis de ce pays qui paya cher une fois de plus « pour notre liberté et la votre ». Sur le plan grenoblois, Nathalie Kuhn et Carine Michelin prirent l'initiative de créer l'Association « Amitié Pologne ». Elles collaborent avec l'association lyonnaise qui deviendra par la suite « Equilibre ». Elles accueillent les médicaments auprès des distributeurs pharmaceutiques, des hôpitaux, des cliniques, des pharmaciens et des particuliers. En 1989 ne pouvant plus assurer cette charge pour diverses raisons ces deux personnes proposent à la communauté polonaise de Grenoble de poursuivre cette action. Mme Anna Kiszner, qui collaborait déjà avec l'association, prend la suite et en 1990 donne une nouvelle raison sociale qui s'appellera désormais A.D.P. : « Amitié Dauphiné Pologne ». Malheureusement elle décède en 1996. Parmi les volontaires permanents de l'Association Mme Françoise Le Gouic, collaboratrice directe de Mme Kiszner, donnait des preuves d'initiative et d'organisation depuis bien longtemps. C'est donc elle qui prend la présidence d'A.D.P. Mme Le Gouic donne une nouvelle impulsion à l'association. Inlassablement présente, elle se donne littéralement à A.D.P. en poursuivant l'oeuvre de ses prédécesseurs. Avec un certain retard nous vous informons que le 13 septembre 2000 le consul général de Pologne de Lyon, M. Roman Jankowiak, a décoré Mme Le Gouic de la Croix du Mérite Polonais (Krzyż Zasługi).



Il n'est pas possible ici de citer la liste complète des oeuvres ou organisations qui ont bénéficié en Pologne de l'aide suivant les différentes étapes d'A.D.P. Il faut mentionner la collaboration qui s'est créée entre A.D.P. et la pharmacie de dons de Cracovie sous le nom de Stowarzyszenie Pomocy Obywatelskiej im. Anny Fisznerowej. Cette collaboration donna des preuves irréfutables d'ef-

ficacité qui ne peuvent être contestées. L'aide fut tache d'huile puisqu'elle a permis aux polonais le partage avec des pays limitrophes comme la Biélorussie, Lituanie et l'Ukraine.

Les nombreuses lettres de remerciements témoignent de la nécessité de cette aide. Il n'est pas possible de donner tous les détails mais comme exemple nous signalons que de novembre 1993 à mai 2000 ce sont 13 transports soit environ 850 m³ de médicaments et de matériel hospitalier qui furent expédiés en Pologne. Puisque nous parlons collaboration nous ne voudrions pas oublier de citer sur le plan grenoblois :

- l'Amicale Polonaise du Dauphiné (sis 56, rue Dr. Hermitte) dans le bâtiment duquel est installé le dépôt et bureau d'A.D.P. ;

- les différents membres d'A.D.P., bénévoles qui viennent régulièrement trier les médicaments ;

- la collaboration avec les associations telles que : les Chevaliers de Malte, Terre d'Amitié, Pharmaciens sans Frontière durant plusieurs années ;

- la municipalité de Grenoble grâce à laquelle l'Amicale Polonaise du Dauphiné et Amitié Dauphiné Pologne peuvent exercer leur activité.

Il est inutile de préciser que toute aide matérielle sera toujours la bienvenue.

JOSEPH DWERNICKI

OFIARY NA TYDZIEŃ MIŁOSIĘRDZIA

Ks. Rajmund Ankiński - Harnes	7050 Frs
w tym:	
składka kościelna	4900 Frs
Tradycja i Przyszłość	700 Frs
Bractwo Różańca	200 Frs
Koło Polek	200 Frs
Mężowie Katolicy	100 Frs
Opieka Rodzin	150 Frs
Pani M. P.	300 Frs
Państwo H.	500 Frs
O. Zygmunt Zajac OMI	1000 Frs

OFIARODAWCOM SKŁADAMY SERDECZNE „BÓG ZAPŁAĆ”

Dalsze ofiary prosimy przysłać na adres: Mission Catholique Polonaise,

263 bis, rue St-Honoré, 75001 Paris, wpłacając na:

CCP 1268-75 N PARIS lub czekiem, zaznaczając: „Na Tydzień Miłosierdzia”.

PRZYJACIELE „GŁOSU KATOLICKIEGO”

Mme Janina Balabuszyńska	500 Frs
Mr Bronisław Bartosik	500 Frs
Mme Bronisława Bednarz	550 Frs
Mr Adam Chmaruk	430 Frs
Mme Geneviève Czajkowski	450 Frs
Mr Jan Domański	500 Frs
Mr Joseph Drzewoski	500 Frs
Mme Władysława Figaniak	500 Frs
Mr Mieczysław Krasowski	500 Frs
Mme Janina Krycyszyn	430 Frs
Mme Théodore Kurowiak	430 Frs
Mme Lucyna Maluty	450 Frs

Wszystkim, którzy wspierają Głos Katolicki „prenumeratą przyjaćiół” składamy serdeczne podziękowania. Redakcja

W ŁĄCZNOŚCI Z OJCEM ŚWIĘTYM NA TRZECIE TYSIĄCLECIE

Początek nowego wieku i kolejnego tysiąclecia chrześcijaństwa stawia przed nami różne wezwania. Jako chrześcijanie łączymy się w wielkiej wspólnotce modlitwy. Jej najpełniejszą formą jest Ofiara Eucharystyczna. Zachęcamy zatem do zamawiania Mszy Świętych w określonych intencjach.

NN - 200 Frs

W imieniu Polskiej Misji Katolickiej i Redakcji „Głosu Katolickiego” składamy serdeczne Bóg zapłać osobom, które odpowiedziały na apel modlitwowej jedności.

MSZA ŚWIĘTA W INTENCJI:

SKŁADAM OFIARĘ.....FRS

Polska Misja Katolicka we Francji - 263 bis, rue Saint-Honoré, 75001 Paris; tel. 01 55 35 32 32.

Konto: CCP Nr 126875 N Paris.

Informacje o terminie zamówionej Mszy Świętej przekazywane będą listownie, a nazwiska ofiarodawców zostaną opublikowane w Głosie Katolickim.

NAGRODY IM. KSIĘDZ

Bogda

WOJCIECH BONOWICZ

**NAGRODA MIESIĘCZNIKA I WYDAWNICTWA ZNAK
IM. KS. JÓZEFA TISCHNERA
ufundowana przez Ergo Hestię**

Jury nagrody miesięcznika i wydawnictwa Znak im. ks. Józefa Tischnera, ufundowanej przez Ergo Hestię, w składzie: ks. Adam Boniecki (przewodniczący), Jarosław Gowin, Leszek Kołakowski, Krzysztof Michalski, Łukasz Tischner, Henryk Woźniakowski, abp Józef Życiński, podczas posiedzenia w dniu 26 kwietnia 2002 r. w Krakowie wyłoniło następujących laureatów:

1. W kategorii „pisarstwa religijnego i filozoficznego, stanowiącego kontynuację Tischnerowskiego »myślenia według wartości«" nagrodzono **prof. BRONISŁAWA BACZKĘ** za książkę „Hiob mój przyjaciel. Obietnice szczęścia i nieuchronność zła”.
2. W kategorii „publicystyki lub eseistyki na tematy społeczne, która uczy Polaków przyjmować »nieszczęśny dar wolności«" nagrodzono **RYSZARDA KAPUŚCINSKIEGO** za całokształt twórczości.
3. W kategorii „inicjatyw duszpasterskich i społecznych współtworzących »polski kształt dialogu« Kościoła i świata” nagrodzono **BOGDANĘ PILICHOWSKĄ-RAGNO**.

Uroczyste wręczenie nagród nastąpiło podczas Dni Tischnerowskich. 11 maja, podczas uroczystości w ogrodach Znak, każdy z laureatów otrzymał statuetkę nagrody zaprojektowaną przez Mariana Gromadę oraz czek w wysokości 15000 złotych.

Pierwsze wspomnienie jest takie: pod blok pani Bogdy na krakowskim osiedlu Widok biegało się oglądać ubeków. Była połowa lat 80., ubecy wcale się nie kryli: przechadzali się pod oknami w dzień i w nocy, zaglądali do wnętrza zaparkowanych samochodów (zwłaszcza tych, które miały zachodnie rejestracje), stawiali na trawniku pod balkonem i zadzierali głowy. Mieli poważne, obojętne twarze – prawdziwi „smutni panowie”. Nigdy jednak nie wchodzili do środka.

A gdyby weszli, co by zobaczyli? Któregoś dnia proboszcz poprosił mnie, żebym zaniósł pani Bogdzie list. Drzwi otworzył mąż, nieśmiało uśmiechnięty pan Jan. Buchnęła mieszanina zapachów: lekarstw, papierosów i kotów. Rzut oka wystarczył, żeby się zorientować, że to mieszkanie nie należy już do gospodarzy. We wszystkich pomieszczeniach stały sterty paczek: leki, ubrania, żywność. Paczki z konkretnym adresem i takie, które dopiero miały znaleźć adresata. Na pozostałej wolnej przestrzeni rządziły koty. Było ich wówczas kilkanaście.

OŚWIETLONE OKNO

Dary na adres Bogdany Pilichowskiej zaczęły przychodzić już w lutym 1982. Zna-

ła języki, miała przyjaciół we Francji i we Włoszech, więc po wybuchu stanu wojennego jej mieszkanie stało się naturalnym punktem kontaktowym: magazynem, urzędem pocztowym i hotelem; wszystko na 48 metrach. Nocowali w niej ci, którzy przywozili dary, i ci, którzy akurat nie mieli się gdzie podziać. Między paczkami leżała „bibuła”: informacja była równie pożądana jak leki czy ubrania. Bogdana chodziła na wszystkie „solidarnościowe” Msze, brała udział w manifestacjach. Kiedy ks. proboszcz Jan Franczak zapraszał na występy aktorów – wielkim wydarzeniem był zwłaszcza przyjazd Haliny Mikołajskiej – wieczór kończył się przyjęciem u niej lub któregoś z sąsiadów.

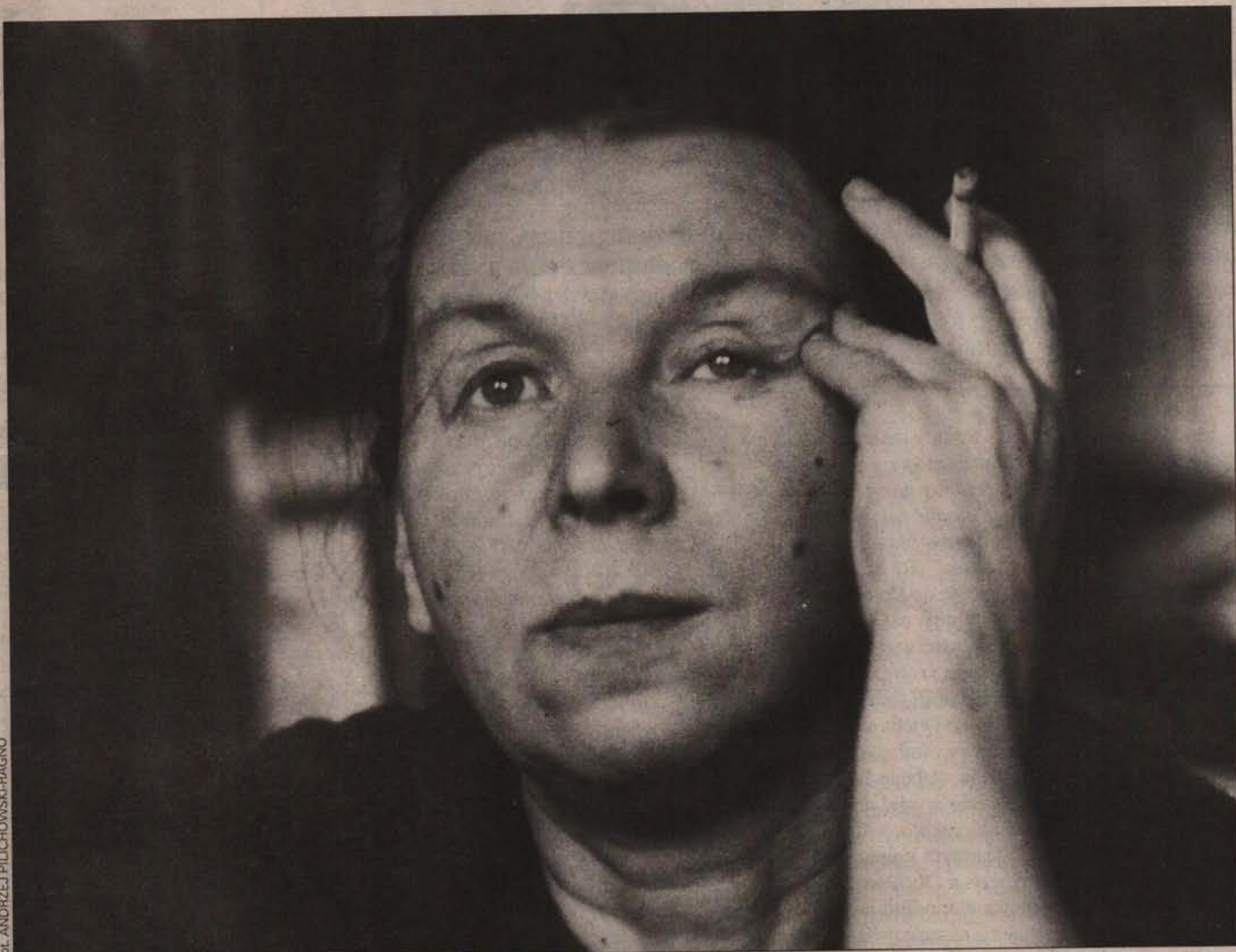
Sąsiedzi – w większości z tytułami naukowymi, bo to blok „profesorski” – zostali zaangażowani w pomoc bardzo szybko. „Nas poznał stan wojenny – wspomina mieszkająca piętro wyżej Barbara Mękar-ska, filolog-orientalista. – 13 grudnia wyszliśmy zdezorientowani na korytarz i zaczęliśmy rozmawiać. I tak to już poszło... Bogdana nie miała telefonu, podawała mój numer, zresztą nie tylko mój, także kilku innych sąsiadów. Mieliśmy umówiony sygnał: kiedy ktoś dzwonił do Janka, waliłam tłuczkiem z móżdżerka w podłogę dwa razy, kiedy do

Bogdy – trzy”. Telefony dzwoniły o różnych porach, bo życie u pani Bogdy zaczynało się po 23.00, a kończyło nad ranem. Samochody z darami często przyjeżdżały w nocy. Kierowcy przekazywali sobie wiadomość: „Pierwsze oświetlone okno, które zobaczysz wjeżdżając do Krakowa, to będzie okno Bogdany”.

W 1984 roku skontaktował się z nią Alain Michel z Lyonu. „Krażyła o nim romantyczna opowieść – wspomina zaprzyjaźniona z Bogdaną Janina Ochojska – że kiedy stał przygnieciony smutkiem na pogrzebie swojego ojca, podszedł do niego ksiądz i zapytał, czy Alain nie pojechałby do Polski jako kierowca ciężarówki z darami. I Alain się zgodził. A kiedy był już w Polsce, zobaczył nasze szpitale i uświadomił sobie, że za równowartość jednego papierosa można tu kupić dwa wienflony, zaczął działać”. Michel nawiązał kontakt z ks. Kazimierzem Janczarem z Mistrzejowic, założył organizację „Amitié Pologne”, która zbierała dary dla Polaków, przywoził je ciężarówkami do Krakowa (a potem do Krakowa i Torunia) kilkanaście razy w roku. „Ja byłam od logistyki – opowiada Bogdana Pilichowska. – Francuzi informowali, co mają, a moim zadaniem było znalezienie wiarygodnych odbiorców. Byłam pełna podziwu dla ludzi – reprezentujących różne stany i profesje – którzy wyruszali na poniewierkę do zupełnie nieznanego kraju, znosili upokarzające, kilkudziesięciogodzinne postoje na granicy, byle tylko przyjść nam z pomocą”.

Musiała się nauczyć nowego „zawodu” i nowego rytmu życia. Z wykształcenia etnograf, nigdy nie pracowała na etacie: przez lata prowadziła badania wraz z mężem Janem Bujakiem, również etnografem, wykładowcą na UJ, pisywała artykuły o przeszłości Krakowa i historii obyczajów. Wieczory i noce spędzała chętnie w Piwnicy pod Baranami (na czterdziestolecie kabaretu wygłosi referat podczas sesji naukowej). Kraków nie miał dla niej tajemnic. Mieszkanie – jeszcze zanim pojawiły się w nim paczki – zdążyło się zapełnić książkami, teczkami pełnymi wycinków, pamiątkami. Teraz praca naukowa i zainteresowania musiały zejść na drugi, a nawet trzeci plan. „Logistyką” to był full-time job, prawdziwa harówka. Trzeba było nie tylko umieć pozyskiwać współpracowników (z tym akurat nigdy nie miała kłopotów), ale też na przykład odbyć przyspieszony kurs farmacji, żeby tłumaczyć ulotki dołączane do lekarstw. „W cza-

ZA JÓZEFA TISCHNERA



Bogdana Pilichowska

...sie jednego z wieczorów u Bogdany założyliśmy »Stowarzyszenie Męczennic Alaina Michela« i złożyliśmy podpisy członków-założycieli na... ścianie – śmieje się Janina Ochojska. – W tej pracy nieraz trzeba było podierać się nosem”.

KOTY I LUDZIE

Dzisiaj wstydzimy się mówić, że ktoś ma dobre serce; wolimy powiedzieć np., że ma „instynkt pomocowy”. „Instynkt” pani Bogdany objawia się w tym, że z równą skwapliwością co o ludzi, troszczy się o zwierzęta i rośliny. „To niesamowite – mówi inna jej przyjaciółka, Barbara Tischnerowa – skąd ona wie o wszystkich kotach i psach porzuconych na osiedlu! Zbiera je, dokarmia... Kiedy ktoś wyrzuci na śmietnik doniczkę z uschniętym kwiatkiem, Bogda zabiera go do domu, chucha na niego i kwiatek zaczyna żyć. Pamiętam, jak raz zawołała mnie, żeby mi pokazać kwitnacy w do-

cji, zobaczyli, jak żyje się w Polsce. Transportom darów zaczęły więc towarzyszyć autobusy „świadców”. „Na początku ustaliliśmy, że ci ludzie nie będą przez nas lokowani na żadnych zbiorowych noclegach, np. w klasztorach, tylko że pójść do rodzin i zobaczyć normalne życie. Dostawałam listę osób wraz z informacjami o wieku, płci, profesji i zainteresowaniach i zaczynała się wielka łamigłówka, jak to podzielić, żeby np. lekarze trafili do lekarzy. To był wspaniały pomysł. Wielu z tych ludzi – pod wpływem tego, co zobaczyli – już na zawsze zostało w »Amitié« lub założyło w swoich miejscowościach podobne misje”.

Drzwi w mieszkaniu pani Bogdany prawie się nie zamykały. Spotykali się tu działacze podziemnej „Solidarności” i zachodni dziennikarze, polscy i francuscy przyjaciele, wolontariusze i ciekawscy. Coraz mniej było czasu na sen. „Od rana do nocy ludzie przychodzili, przepraszali, zostawiali recepte, ja wysyłałam zamówienie najbliż-

chy”, osobno „moczopłciowe”, osobno „gęba/zęby” itd. „Komitet Obywatelski nie miał osobowości prawnej, myśmy się nigdy nie zarejestrowali. Ilekroć więc przychodziły transporty, musiał je nam ktoś odbierać. Było mnóstwo organizacji, które chętnie to robiły. W krakowskiej Caritas była siostra Felicjta, maleńka serafitka, która zawsze jechała z nami na cło. Kiedy brakowało jakichś papierów, niebieskie oczęta siostrzyczki mówiły: »Niemożliwe! Gdybym wiedziała, to bym nie dopuściła, żeby brakowało, ale mam nadzieję, że pan kierownik mnie przepuści«. Albo przychodziła do urzędu celnego z jakąś gardłową sprawą i mówiła do dyrektora: »Och, żeby pan dyrektor wiedział, jak ja się za panem stęskniłam!«. I jakoś szło”.

Nie można było jednak działać w ten sposób w nieskończoność: ludzie z osiedla założyli Stowarzyszenie Pomocy Obywatelskiej im. Anny Fiszerowej, które przejęło opiekę nad apteką (patronką została polska

tek zaczyna żyć. Pamiętam, jak raz wolała mnie, żeby mi pokazać kwitnący w doniczkę... mlecz. Była nim zachwycona, chciała koniecznie, żeby Tomek [syn, artysta-fotografik – przyp. red.] sfotografował go, nim przekwitnie”.

Paczek było coraz więcej; zajmowały już nie tylko mieszkania Bogdany i najbliższych sąsiadów, ale i wspólną suszarnię. Nie było w Krakowie szpitala, który by w tym czasie nie korzystał z darów „Amitié Pologne”. Ale zgłaszali się też indywidualni odbiorcy. „Kiedy rozniosło się, że mam kontakty z Francuzami – wspomina Bogdana Pilichowska – szybko zaczęły napływać prywatne prośby o leki. Zwracały się do mnie np. matki dzieci, które miały problemy z celiakią i musiały być na diecie bezglutenowej. Wtedy jedzenia bezglutenowego nie było, a dziecko, które chorowało na celiakię i dostawało normalne jedzenie, źle się rozwijało. »Amitié Pologne« odpowiedziało bardzo szybko i w każdym transporcie była ogromna partia odżywek bezglutenowych. Podobnie z dziećmi chorymi na mukowiscydozę. To choroba genetyczna, śmiertelna, przy której ważna jest zarówno bezglutenowa dieta, jak i specyficzne leki, które nie tyle leczą, co osłabiają tempo rozwoju choroby i dają dziecku większy komfort krótkiego życia. To był jeden z najcięższych kontaktów: dzieci z mukowiscydożą rzadko dożywają 18 lat. Strasznie długo trwało, zanim się z tym uporałam”.

Alainowi bardzo zależało, żeby ludzie, którzy wspierali „Amitié Pologne” we Fran-

ludzie przychodzili, przepaszali, zostawiali receptę, ja wysyłałam zamówienie najbliższym transportem, leki przyjeżdżały, trzeba było pisać listy, żeby umówić się z odbiorcami”. Spiętrzenie pracy pani Bogdana rozpoczęło się w 1987 roku zawałem. Okres przymusowego odpoczynku trwał jednak zaledwie kilka miesięcy. „W 1988 pojechałam do Francji, żeby zobaczyć, jak to jest zorganizowane od tamtej strony. Przez trzy tygodnie robiłam to, co oni – uczyłam się zbierania, sortowania i pakowania leków – żeby móc ludziom powiedzieć, jakiej to pracy wymaga. Że to nie spadło z nieba”.

„KRZESNA MATKA”

Rok 1989 to przełom pod każdym względem – także przestrzeni. Mieszkanie wreszcie pustoszeje; to znaczy znikają paczki, bo pielgrzymki ludzi – szukających pomocy i pomagających – nie ustają. Wraz z Alainem Michelem, Janiną Ochojską i prof. Zbigniewem Chłapem pani Bogdana rejestruje polską Fundację EquiLibre, żeby robić to samo, ale już oficjalnie i na większą skalę. Nie potrafi jednak – jak sama mówi – „wyjść szerzej”, woli pozostać na własnym podwórku. Rok później pod auspicjami osiedlowego Komitetu Obywatelskiego „Solidarność” tworzy aptekę darów. Przychodnia oddaje do dyspozycji apteki swoje piwnice. Profesorowie i docenci zbierają reęaty, wolontariuszki z Komitetu rozkładają na nich lekarstwa: osobno „brzu-

skiej im. Anny Fiszerowej, które przejęła opiekę nad apteką (patronką została polska emigrantka, żołnierz AK, która wspierała działalność „Amitié Pologne” w Grenoble). Dziś stowarzyszenie nie tylko kontynuuje akcje zaczęte w latach 80., ale wysyła pomoc (leki, wózki, sprzęt medyczny) na Ukrainę. Żeby wesprzeć tę działalność, ks. Józef Tischner, który zawsze mówił do pani Bogdany z szacunkiem: „Krzesa matko”, przeznaczył dla Stowarzyszenia cały dochód ze swej ostatniej książeczki – „Pomoc w rachunku sumienia”.

Charakter apteki darów nie zmienił się przez dwadzieścia lat. Dary nadal płyną z Francji, od osób, które przed laty przeżyły „polską przygodę”. Kilkugodzinny dyżur, podczas którego realizuje się nawet do 500 recept, poprzedza żmudne sortowanie i opisywanie leków. Wszyscy – także zawodowi farmaceuci – pracują społecznie. „Bogda wymogła na nas, żeby nie było nikogo na etacie – opowiada Barbara Męcarska. – Myślę, że m.in. dzięki temu to istnieje”.

„Mamy dość stały zestaw klientów – opowiada pani Bogdana zapalając kolejnego papierosa. – To są najczęściej renciści albo emeryci. Dla nich właściwie nigdy nie było dobrego czasu. Najpierw apteki państwowe świeciły pustkami. Teraz leki się pokazały, ale są bardzo drogie. Myśmy robili kalkulacje kosztów leczenia osoby, która jest poważnie chora i musi zażywać regularnie trzy specyfiki. Wychodziło, że na życie zostawałoby jej coś naprawdę śmiesznego. Nie wszystkim możemy pomóc, bywa, że ktoś desperowany czeka na jakiś lek, a ten lek nie nadchodzi. Ale często zdarza się nam słyszeć: »Żyję tylko dzięki wam«”.

„Bogda jest ciepła i stanowcza, delikatna i uparta” – mówią jej przyjaciele. „Potrafi się pięknie wkurzyć” – dodają inni. „Ma w sobie coś takiego, że kiedy prosi, nie sposób odmówić”. Podczas tegorocznego „jajeczka” w aptece, jeden z kolegów, przedstawiając „szefową” biskupowi Kazimierzowi Nyczowi, nazwał ją „ojcem naszego stowarzyszenia”. Wszyscy się roześmieli, ale potem przyznali, że nie minął się z prawdą...

„Nie wystarczy chcieć pomóc, nie wystarczy wiedzieć jak, trzeba jeszcze nie bać się pomagać – pisała w 1994 roku na łamach „TP”. – Bywa przecież, iż rezygnujemy z pomocy w obawie, że nasz gest może dotknąć, że zostaniemy potraktowani jak nątręci, albo że zaofiarowanie pomocy uwikła nas w trudną sytuację, pozbawi psychicznego komfortu, który daje życie w nieświadomości rozgrywających się obok tragedii. Każdy z nas jest stawiany przed takimi decyzjami wielokrotnie, nawet nie zdając sobie z tego sprawy, a nierzadko już po fakcie nie może sobie wybaczyć, że nie zareagował. Pomoc drugiemu to umiejętność, której uczymy się całe życie”.

Bestsellerowe poradniki

Windy Dryden

już w Polsce



Ujarzmić gniew
Kiedy gniew pomaga a kiedy szkodzi
s. 176
ISBN 83-7224-295-X
cena 17 zł

Pokonać zazdrość
s. 140
ISBN 83-7224-375-1
cena 17 zł

Ujarzmić lęk
s. 192
ISBN 83-7224-279-8
cena 17 zł

JEDNOŚĆ
Jana Pawła II nr 4, 25-013 KIELCE
tel. (041) 344 98 63, www.jednosc.com.pl

BEZPŁATNA INFOLINIA 0 800 137 072

OSADZONE W CHRZEŚCIJAŃSTWIE

Specjalnie dla G.K. wypowiada się ks. prof. Józef Tischner.
Rozmawia P. Osikowski

P.O.: Księżo Profesorze, czy masowy ruch Solidarności, rozumiany jako filozofia, etyka, miał szansę zaistnieć bez naturalnego oparcia w chrześcijaństwie, czy istniała alternatywa?

Ks.prof.J.Tischner: Odpowiedź jest oczywista. Chrześcijaństwo było warunkiem koniecznym ruchu Solidarności, ale nie było warunkiem wystarczającym, bo samo powstanie i rozwój Solidarności odbywały się na specjalnych zasadach. Chodziło o to, żeby do tego ruchu dołączyli niewierzący, komuniści, socjaliści, liberalowie, a więc był to ruch, jakby z zamierzenia niekonfesyjny, który nie miał na początku, ani potem, etykiety chrześcijańskiej. Idea solidarności była obecna także w marksizmie, w socjalizmie. Na samym początku chrześcijanom, katolikom, mnie osobiście także, bardzo zależało na tym, żeby pokazać solidarność jako wartość nie tylko chrześcijańską, ale jako wartość podstawową, do której muszą się odnieść wszyscy ludzie zdrowo myślący.

P.O.: Jeżeli mowa, o wartości podstawowej, to rozumianej jako, wtórna do chrześcijaństwa, czy bardziej pierwotna?

Ks.J.T.: Jako taka, o której chrześcijaństwo daje świadectwo, nie konieczne ją wymyślając. To znaczy, są w historii takie wartości, które są odkrywane przez rozmaite filozofie albo ruchy i są takie wartości, którym te ruchy dają świadectwo, aczkolwiek są one już odkryte. Solidarność należy do tych, które są już odkryte, a chrześcijaństwo, potwierdzając je, daje tym wartościom szczególne znaczenie. I to było bardzo ważne, bo jeżeli mieliśmy włączyć w ruch Solidarności wszystkich ludzi, to z zasady trzeba było powiedzieć, że to ruch, w jakiś sposób związany i z chrześcijaństwem, i z niechrześcijaństwem. Słowo solidarność pojawiało się także w propagandzie ideologicznej komunizmu. Tylko, że tam było ograniczone do solidarności klasowej. Natomiast tutaj, w ruchu Solidarności uzyskało o wiele szersze znaczenie, ale na to szersze znaczenie godzili się wszyscy. Jeszcze

trzeba jedno podkreślić na wstępie, ruch Solidarności, w swym początkowym okresie, nie był ruchem zdecydowanie antysocjalistycznym, ... z rozmaitych względów.

P.O.: Taktycznych?

Ks.J.T.: Tak i z taktycznych względów mówiono, że w gruncie rzeczy chodzi tutaj o powrót do podstawowych ideałów socjalizmu. I trzeba powiedzieć, że ten



Ks. prof. Józef Tischner

ideal w socjalizmie także pojawiał się. Ale jeżeli mamy szukać piękna chrześcijańskiego w tym ruchu, to nie tyle w samej solidarności, co w idei wyrzeczenia się przemocy. Ja myślę, że to głębokie przekonanie, że trzeba wyrzec się przemocy, nie byłoby możliwe bez chrześcijaństwa, bez Prymasa Wyszyńskiego, a jeszcze bardziej bez Papieża. To było bardzo mocno osadzone w koncepcji chrześcijańskiej.

P.O.: Ruch Solidarności opierał się o ludzi i wspierał się, nazwijmy to, o proletariat.

Ks.J.T.: Tak.

P.O.: Proletariat w Polsce pochodzi ze wsi i jest głęboko wrośnięty w chrześcijaństwo, w jego moralność i tradycje.

Czy to właśnie wyznaczało, zmuszało cały ruch solidarnościowy, jego teoretyków do zaakceptowania i wzięcia pod uwagę tego dziedzictwa?

Ks.J.T.: Oczywiście, tylko, że to znowu miało jakby, warstwę szczególną. Po pierwsze ruch Solidarności był reakcją na coś, co każdego bolało, mianowicie krzywdę w dziedzinie pracy. Ludzie doświadczyli czegoś, co można by nazwać absurdem systemu pracy, na rozmaitych poziomach. Jedni przez to, że zarabiali mało, inni przez to, że czuli bezpośrednio bezsens systemu. Solidarność wyrastała jako reakcja chorego organizmu, który rozpoznał, wyczuł chorobę. Ale teraz trzeba powiedzieć, że ta reakcja była artykułowana w sytuacji bardzo niebezpiecznej: no po prostu wydawało się, że będą strzelać, że będą bombardować stocznice i w tej sytuacji reakcja wymagała aktu heroicznego. Pozostanie w strajku, pójście na manifestację, to był akt narażania życia.

P.O.: Odwagi?

Ks.J.T.: Odwagi. I w tym momencie, to narażenie życia, ta świadomość, że może się nie wrócić do domu, była świadomością związaną z religią. To było trochę tak, jak w dawnych czasach. Ludzie szli do bitwy, to chcieli mieć ten krzyż przy sobie dlatego, że czuli, że będzie, albo - albo. I stąd była także spowiedź, stąd często, rozgrzeszenia zbiorowe na wypadek śmierci. Tak, że tutaj religia, od razu przyjęła formę aktu heroicznego. Ona inspirowała heroizm i z drugiej strony, przez heroizm była interpretowana. Bóg jest z nami - była to także świadomość tego, że z nami jest sprawiedliwość. I myślę, ...oczywiście można to wyjaśnić rodowodem wiejskim robotników, ale moim zdaniem, był to pierwiastek tak świadomej religijności, tak pogłębionej, że tak powiem, nietradycyjnej, niekonformistycznej religijności, że była to już nowa jakość wiary w Polsce, wytworzona przez działalność duszpasterską wielkich duszpasterzy narodu.

P.O.: Zapytajmy jeszcze raz, jaką rolę odegrała wiara chrześcijańska w ewoluowaniu myśli solidarnościowej, we wzajemnym oddziaływaniu, zróżnicowanych elit i rzesz członkowskich przywiązanych do katolicyzmu?

Ks.J.T.: Użyłbym tutaj takiej metafory: nagle ludzie odkryli, że jest w narodzie jakaś choroba, mówiło się najczęściej, choroba pracy - i odkryli jednocześnie, że lekarzem tego narodu nie mogą być już komuniści. To znaczy ci, którzy do choroby doprowadzili. Oczywiście w tym momencie oczy zwróciły się w stronę chrześcijaństwa, w stronę Kościoła, w stronę Papieża.

P.O.: Czy to było według przysłowia - jak trwoga to do Boga-?

Ks.J.T.: To było: jak choroba, to szukać lekarstwa. ...Najzabawniejsze w tym wszystkim było to, że Solidarność zaczęła się rodzić wtedy, kiedy ludzie naprawdę przestali się bać. Owszem była świadomość ogromnej powagi sytuacji, ale zarazem świadomość niesłuchanej wolności, ludzie podejmowali wolne decyzje; w wolny sposób. To już nie było oczekiwanie... cudu, tylko szukanie rozwiązań, to było czytanie wypowiedzi Papieża, to było odkrywanie encykliki *Laborem exercens*. Szukanie jednak, to pierwsza sprawa, a znalezienie, to druga sprawa. To znaczy szukano, ale nie zawsze znajdowano. I stąd ogromny podział Solidarności. Solidarność zaczęła się już wtedy przeobrażać. Okazało się, że potrzebne są związki zawodowe, jako odrębna organizacja i partie polityczne, jako odrębne organizacje. I Solidarność już nie mogła być tym wielkim ruchem społecznym, jakim była wcześniej, no bo po prostu, trzeba było specjalistów, do naprawiania tej zepsutej maszyny.

P.O.: Jaką rolę kreatywną i autorytatywną, w procesie krystalizowania się idei Solidarności, jako filozofii i jako praktyki społecznej, odegrały kolejne wystąpienia Papieża Jana-Pawła II ?

Ks.J.T.: Fundamentalną sprawą było to, że Papież uznał, iż protest jest słuszny; w nadało całemu ruchowi zupełnie inną wartość. Nie można już było odsądzać - od czci i wiary - tego ruchu. Nie można było mówić o kontrrewolucji.

P.O.: Ale cofnijmy się jeszcze trochę w przeszłość, kiedy Solidarność, jako powszechnego ruchu, jako związku, w sensie masowym nie było, natomiast były wystąpienia i wypowiedzi Papieża, była pierwsza pielgrzymka Ojca Świętego do Polski.

Ks.J.T.: Tak, oczywiście, Solidarność w rzeczywistości zaistniała wcześniej, zanim pojawiły się strajki na Wybrzeżu...

P.O.: Zanim pojawiła się nazwa.

Ks.J.T.: I nazwa. Rzeczywista Solidarność ujawniła się, jako już realnie istniejąca wartość, w chwili wyboru Papieża, żeby potem dojrzywać coraz bardziej, aby wybuchnąć w czasie wizyty Papieża. Wybuchnąć z ogromnym poczuciem godności i odpowiedzialności. To bardzo charakterystyczna rzecz, właśnie poczuciem godności. To doświadczenie wiązało się ze sprawami niesłuchanie prostymi. Papież, który ląduje na lotnisku w Krakowie i całuje polską ziemię. Ten moment był ogromnym wstrząsem dla wszystkich Polaków. We wszystkich, także we mnie, wzbudził najgłębszą refleksję nad szacunkiem dla tego kraju, dla tej ziemi, dla tego narodu.

P.O.: Pozwolił uświadomić sobie, społeczeństwu, wspólnotę interesów, wspólnotę myślenia?

Ks.J.T.: Myślę, że przede wszystkim wspólnotę etyczną, że jesteśmy razem i potrafimy się zorganizować. Papież ma ogromny dar - mówiąc do tłumów, mówi do każdego z osobna. Mówił o rzeczach oczywistych, które budziły ducha a przede wszystkim, raz jeszcze powtarzam, poczucie godności. Pękały wtedy te bariery, które z tak wielkim wysiłkiem budowała partia komunistyczna, pomiędzy bogatymi i biednymi, partyjnymi i niepartyjnymi, wszyscy nagle odnajdywali się, w tym świecie słów Papieża, w świecie wielkiej historii, i w świecie wielkich wartości.

P.O.: W świecie wielkiej radości?

Ks.J.T.: Powagi, radości tak, także jakiegoś szczęścia, tak szczęścia. I wtedy Solidarność, jeszcze raz chciałbym to podkreślić, stawała się, w najgłębszym tego słowa znaczeniu, także narodową. To słowo dzisiaj brzmi trochę inaczej,

złe, ale zastąpmy je słowem ojczyźnianą. Nagle zobaczyliśmy Ojczyznę! *Ojczyzna, ten zbiorowy obowiązek.*

P.O.: Podczas ostatniej wizyty biskupów polskich w Watykanie, Papież wypowiedział dobitne słowa o wyjątkowej roli Matki Boskiej, w dziejach narodu polskiego, w tym kontekście była też mowa o Solidarności.

Ks.J.T.: Nabożeństwo do Matki Boskiej nadaje polskiej religijności ton domowego ciepła, można powiedzieć więcej, wyznacza tę wspaniałą zasadę wyrzeczenia się przemocy. Matka Boska, która jest pod krzyżem, która towarzyszy Synowi we wszystkim co on przeżywa, jest symbolem skutecznego uczestnictwa. Jednocześnie jest Ona patronką wszystkich przebaczeń, wszystkich wyrzeczeń się przemocy tych, które i wtedy się dokonywały. Chciałbym dzisiaj na to zwrócić szczególną uwagę, bo o tym się zapomina: w kopalni Wujek była taka chwila, że górnicy schwytali tych, którzy do nich strzelali i omal nie doszło do samosądu - tymczasem jeden z nich, potem reszta to podjęła, zawołał: *Nie! Wczoraj była Msza święta w kopalni, myśmy się modlili, nie! My przebaczymy.* - Wyrzeczenie się przemocy. Potem świadectwo księdza Popiełuszki. Niezwykle interesujące także, świadectwo Adama Michnika, który sam wyszedł przeciw z ideologii rewolucyjnej i on, w więzieniu pisze znakomite teksty mówiące o konieczności wyzbycia się postawy odwetu. I myślę, że to był jeszcze jeden rys, który wtedy Solidarność miała, który był jej niesłuchaną siłą, bo on pokazywał jakby nowy moralny świat.

P.O.: Wytrącał wrogowi broń z ręki?

Ks.J.T.: Tak. Jak Maksymilian Kolbe w Oświęcimiu, gdzie Jego czyn, jakby wprowadził w obóz nowego ducha: że jest, że istnieje nowy świat, że ten świat jest we wnętrzu nas i to było ważne. Myślę, że Matka Boska, nabożeństwo do Matki Boskiej, było szczególnie w tym miejscu obecne, ono inspirowało, tego rodzaju heroiczną identyfikację z krzyżem Chrystusa.

Rozmawiał Paweł OSIKOWSKI



LA PAGE DES FRANCOPHONES
de Richard Zienkiewicz (riczienk@francenet.fr)

SOLIDARNOŚĆ A VINGT ANS

Le 31 août, nous célébrons le 20^e anniversaire de la signature des accords de Gdańsk qui ont abouti à la naissance de Solidarność, le premier syndicat libre de toute l'histoire des régimes communistes, et qui ont ouvert la brèche qui a fait tomber le rideau de fer et instaurer la démocratie en Europe centrale et orientale.

Cela avait commencé comme d'habitude, par une hausse brutale du prix de la viande décrétée pour le 1^{er} juillet par le gouvernement qui comptait sur la période estivale pour faire passer la mesure. Pourtant, en réponse, les premières grèves éclatent. D'abord à Ursus puis, à la mi-juillet, c'est la grève générale à Lublin. En août, les grèves atteignent le littoral. Les ouvriers des chantiers Lénine à Gdańsk arrêtent le travail le 14. Un comité de grève interentreprises est élu. Il élabore des revendications en vingt et un points qui serviront de base aux négociations avec les représentants du gouvernement. Ceux-ci arrivent à Gdańsk le 21 août et la grève se généralise dans tout le pays pour appuyer les revendications. Après dix jours de pourparlers, c'est la signature des accords historiques qui prévoient la reconnaissance du droit de grève, la formation de syndicats indépendants officiellement reconnus et la libération des prisonniers politiques. Ils prévoient aussi le respect de la liberté d'expression ainsi que des améliorations dans les conditions de travail et de rémunération. C'était bien la première fois qu'une grève, au lieu de se terminer par la répression comme les précédentes, se terminait par un accord entre le pouvoir et les grévistes. Maintenant on sait que la répression viendra seize mois plus tard et que ce sera le dernier soubresaut d'un système agonisant. Mais à l'époque, ces accords sont un signe porteur d'espoir d'une évolution en douceur d'un régime qui ne peut sortir de ses contradictions. A tel point qu'il essaie de reprendre d'une main ce qu'il a donné de l'autre. Le 17 septembre, le syndicat indépendant et autogéré NSZZ « Solidarność » est créé sous la présidence de Lech Wałęsa. Le tribunal de Varsovie procède à l'enregistrement le 24 octobre en modifiant de son propre chef les statuts pour faire reconnaître le rôle dirigeant du parti. Après deux semaines de menaces de grève et des négociations, le syndicat est finalement enregistré le 10 novembre par la Cour suprême. Mais les conflits avec le pouvoir n'en finissent pas pour autant. Celui-ci tente de provoquer et de déconsidérer le syndicat indépendant. En vain, car avec dix millions de membres, c'est un vrai mouvement populaire, une vraie lame de fond qui s'engouffre dans

l'espace de liberté ainsi créé. Le 16 décembre, le monument aux victimes de décembre 1970 est inauguré à Gdańsk avec la participation des dirigeants du pays, de Solidarność et de l'Église. Toute l'année 1981 sera marquée par des conflits et un durcissement du régime qui organise la pénurie et accuse Solidarność d'en être à l'origine. Et le 13 décembre, c'est le coup d'état militaire, la fin brutale de ces cinquante jours qui ont ébranlé le système communiste. Il faudra encore attendre huit ans pour qu'il s'effondre complètement, mais ceci est déjà une autre page de l'histoire contemporaine.

Vingt ans après, que reste-t-il de Solidarność et de son héritage ? Dans l'esprit des jeunes, c'est une période qui appartient déjà à l'histoire. Solidarność existe toujours, mais c'est devenu un syndicat et un parti politique comme les autres. Les héritiers, c'est-à-dire les hommes qui ont fait Solidarność et ceux qui sont dépositaires de son héritage, après avoir lutté ensemble au coude à coude, se sont séparés et se retrouvent maintenant dans toutes les formations qui composent l'échiquier politique polonais, des groupuscules populistes de droite jusqu'au SLD, en passant par l'AWS, qui ambitionne de cultiver la tradition, l'UW et l'UP qui revendiquent chacun également une partie de l'héritage avec des visions de la société diamétralement opposées. Tout cela est logique, car en démocratie chacun se détermine selon ses affinités. Pourtant, l'esprit qui était le fondement même de Solidarność, la solidarité, n'existe plus. On le voit bien dans le jeu des partis politiques, avec la majorité actuelle déchirée et les alliés qui se séparent. L'héritage de Solidarność n'est plus un ciment capable d'unifier les hommes pour la construction d'une société meilleure. Alors, la population qui avait mis tant d'espoir dans ce mouvement, se désintéresse de la vie publique et chacun se renferme sur soi. Mais pour autant, on ne peut pas dire qu'il ne reste rien. L'indépendance, la démocratie, la liberté, tout cela existe bel et bien à Varsovie, Prague, Sofia ou Budapest. Tout cela parce qu'un jour un petit électricien à Gdańsk a eu l'audace de sauter le mur des chantiers navals, qu'il a été suivi par des milliers d'hommes et de femmes anonymes et qu'ils ont demandé du pain et de la liberté. En regardant les vieilles photos d'il y a vingt ans sur lesquelles on voit des ouvriers prier, parler, rire, se reposer, on se demande à quoi ils pouvaient bien penser derrière leurs regards graves. Ont-ils un seul instant imaginé d'en arriver là où nous en sommes aujourd'hui ?

XX rocznica powstania SOLIDARNOSCI

WYJĄTEK. 2
"LIST Z KONSULATU"
WRZEŚNIEN 2000

W lipcu 1980 Polskę ogarnęła fala strajków. Od 8 lipca strajkowała Fabryka w Świdniku. Właśnie tam po raz pierwszy strajkujący nie wyszli poza mury fabryki. W stoczni im. Lenina w Gdańsku strajk rozpoczął się 14 sierpnia, zgodnie z planem Bogdana Borusewicza, członka Komitetu Obrony Robotników (KOR) i działacza nielegalnych Wolnych Związków Zawodowych Wybrzeża. Wydrukowano dziesięć tysięcy ulotek w obronie zwolnionej 7 sierpnia z pracy w Stoczni Gdańskiej na pięć lat przed emeryturą Anny Walentynowicz, wielokrotnie represjonowanej za działalność opozycyjną. Pierwsze postulaty strajkowe zostały wypisane na kilku plakatach przez członków opozycyjnego Ruchu Młodej Polski. Obok przywrócenia do pracy Anny Walentynowicz, żądano podwyżki płac oraz upamiętnienia ofiar Grudnia '70. Borowczyk, Felski i Prądyński, którzy wraz z Wałęsą jako jedyni byli wtajemniczeni w plan Borusewicza, pociągnęli za sobą ludzi z różnych wydziałów stoczni. Uformował się pochód. „Już mieliśmy te ponad 1000 ludzi, to rosło tak, że już nie widzieliśmy końca pochodu. Co kawałek włożyłem gdzieś na ślup, żeby zobaczyć gdzie koniec. Wtedy już byliśmy pewni, że się uda” – wspomina Jerzy Borowczak.

Stoczniovcy podeszli pod bramę, gdzie uczcili ciszą poległych w grudniu 1970 roku. Klemens Gniech, dyrektor stoczni usiłował namawiać robotników do powrotu do pracy. Wtedy nieoczekiwanie pojawił się Lech Wałęsa pytając: „Poznaję mnie pan? Dziesięć lat pracowałem na stoczni i czuję się nadal stoczniovcem, ponieważ mam mandat zaufania załogi”. Następnie ogłosił „Zakładamy strajk okupacyjny” stając na jego czele.

W nocy z 16 na 17 sierpnia Komitet Strajkowy sformułował 21 postulatów do rządu. Pracująca w stoczniovej przychodni pielęgniarka Alina Pieńkowska zatelefonowała do Jacka Kuronia z informacją o strajku, którą Kuroń przekazał na zachód. Rozmowy Komitetu z dyrekcją stoczni rozpoczęły się w gmachu dyrekcji, a następnie zostały przeniesione do sali BHP, skąd były transmitowane przez radiowęzeł na teren stoczni. Liczba postulatów wzrastała, pojawiło się hasło „wolnych związków zawodowych”. Strajkujący zażądali przyjazdu przedstawiciela władz państwowych. Strajk rozszerzył się na inne stocznie, porty i komunikację miejską Trójmiasta. 64 intelektualistów wystosowało do rządu apel, by uznał Międzyzakładowy Komitet Strajkowy i rozpoczął z nim konstruktywny dialog. Do Stoczni Gdańskiej przybyli Bronisław Geremek i Tadeusz Mazowiecki prezentując stoczniovcom apel poparcia 64 intelektualistów. Wspólnie uzgodniono powołanie komisji ekspertów, która miałaby wspomóc robotników w czasie negocjacji. Akcję strajkową na Wybrzeżu poparł Dolny Śląsk, następnie inne ośrodki przysyłając do Gdańska swoje delegacje. Cały kraj ponownie objęła fala strajków. 23 sierpnia przybyła do Stoczni Gdańskiej Komisja Rządowa z wiceministrem Jagielskim na czele. 24 sierpnia powstała Komisja Ekspertów. Dyskutowano nad najważniejszym postulatem – utworzenia Wolnych Związków Zawodowych. Od 30 sierpnia w Stoczni Gdańskiej grupy robocze pracowały nad uzgodnieniem tekstu porozumienia.

Gdański strajk, który poparły inne wielkie polskie zakłady, trwał 18 dni. Zakończył się 31 sierpnia podpisaniem o godz. 16.30 protokołu Porozumienia Gdańskiego.

„Porozumienia Sierpniowe uruchomiły reakcję domina. To jak jeden kamyczek, który powoduje падanie lawiny. Najpierw Polska, potem tak zwany Obóz Demokracji Ludowej, potem Związek Sowiecki (...). Stocznia Gdańska to kolebka wolności nie tylko dla Polaków. Strajkując mieliśmy głębokie poczucie, że poznane w szkole hasło „Za wolność waszą i naszą” nabiera dodatkowych, głębokich sensów. Musimy pamiętać, że rok 1989 narodził się w roku 1980”. *Lech Wałęsa we wstępie do albumu Zbigniewa Trybki „Oni tworzyli Solidarność”, Gdańsk, 2000.*

XX rocznica powstania SOLIDARNOSCI

W lipcu 1980 Polskę ogarnęła fala strajków. Od 8 lipca strajkowała Fabryka w Świdniku. Właśnie tam po raz pierwszy strajkujący nie wyszli poza mury fabryki. W stoczni im. Lenina w Gdańsku strajk rozpoczął się 14 sierpnia, zgodnie z planem Bogdana Borusewicza, członka Komitetu Obrony Robotników (KOR) i działacza nielegalnych Wolnych Związków Zawodowych Wybrzeża. Wydrukowano dziesięć tysięcy ulotek w obronie zwolnionej 7 sierpnia z pracy w Stoczni Gdańskiej na pięć lat przed emeryturą Anny Walentynowicz, wielokrotnie represjonowanej za działalność opozycyjną. Pierwsze postulaty strajkowe zostały wypisane na kilku plakatach przez członków opozycyjnego Ruchu Młodej Polski. Obok przywrócenia do pracy Anny Walentynowicz, żądano podwyżki płac oraz upamiętnienia ofiar Grudnia '70. Borowczyk, Felski i Prądyński, którzy wraz z Wałęsą jako jedyni byli wtajemniczeni w plan Borusewicza, pociągnęli za sobą ludzi z różnych wydziałów stoczni. Uformował się pochód. „Już mieliśmy te ponad 1000 ludzi, to rosło tak, że już nie widzieliśmy końca pochodu. Co kawałek włożyłem gdzieś na ślup, żeby zobaczyć gdzie koniec. Wtedy już byliśmy pewni, że się uda” – wspomina Jerzy Borowczak.

Stoczniowcy podeszli pod bramę, gdzie uczcili ciszą poległych w grudniu 1970 roku. Klemens Gniech, dyrektor stoczni usiłował namawiać robotników do powrotu do pracy. Wtedy nieoczekiwanie pojawił się Lech Wałęsa pytając: „Poznaje mnie pan? Dziesięć lat pracowałem na stoczni i czuję się nadal stoczniowcem, ponieważ mam mandat zaufania załogi”. Następnie ogłosił „Zakładamy strajk okupacyjny” stając na jego czele.

W nocy z 16 na 17 sierpnia Komitet Strajkowy sformułował 21 postulatów do rządu. Pracująca w stoczniowej przychodni pielęgniarka Alina Pieńkowska zatelefonowała do Jacka Kuronia z informacją o strajku, którą Kuroń przekazał na zachód. Rozmowy Komitetu z dyrekcją stoczni rozpoczęły się w gmachu dyrekcji, a następnie zostały przeniesione do sali BHP, skąd były transmitowane przez radiowęzeł na teren stoczni. Liczba postulatów wzrastała, pojawiło się hasło „wolnych związków zawodowych”. Strajkujący zażądali przyjazdu przedstawiciela władz państwowych. Strajk rozszerzył się na inne stocznie, porty i komunikację miejską Trójmiasta. 64 intelektualistów wystosowało do rządu apel, by uznał Międzyzakładowy Komitet Strajkowy i rozpoczął z nim konstruktywny dialog. Do Stoczni Gdańskiej przybyli Bronisław Geremek i Tadeusz Mazowiecki prezentując stoczniowcom apel poparcia 64 intelektualistów. Wspólnie uzgodniono powołanie komisji ekspertów, która miałaby wspomóc robotników w czasie negocjacji. Akcję strajkową na Wybrzeżu poparł Dolny Śląsk, następnie inne ośrodki przysyłając do Gdańska swoje delegacje. Cały kraj ponownie objęła fala strajków. 23 sierpnia przybyła do Stoczni Gdańskiej Komisja Rządowa z wiceministrem Jagielskim na czele. 24 sierpnia powstała Komisja Ekspertów. Dyskutowano nad najważniejszym postulatem – utworzenia Wolnych Związków Zawodowych. Od 30 sierpnia w Stoczni Gdańskiej grupy robocze pracowały nad uzgodnieniem tekstu porozumienia.

Gdański strajk, który poparły inne wielkie polskie zakłady, trwał 18 dni. Zakończył się 31 sierpnia podpisaniem o godz. 16.30 protokołu Porozumienia Gdańskiego.

„Porozumienia Sierpniowe uruchomiły reakcję domina. To jak jeden kamyczek, który powoduje падanie lawiny. Najpierw Polska, potem tak zwany Obóz Demokracji Ludowej, potem Związek Sowiecki (...). Stocznia Gdańska to kolebka wolności nie tylko dla Polaków. Strajkując mieliśmy głębokie poczucie, że poznane w szkole hasło „Za wolność waszą i naszą” nabiera dodatkowych, głębokich sensów. Musimy pamiętać, że rok 1989 narodził się w roku 1980”. *Lech Wałęsa we wstępie do albumu Zbigniewa Trybki „Oni tworzyli Solidarność”. Gdańsk, 2000.*

WYJĄTEK. Z "LIST Z KONSULATU" WRZEŚNIEN 2000

LE COIN DES POLONAIS

Amicale polonaise du Dauphiné fête ses 40 ans.

Le 19 octobre l'amicale fête solennellement son 40^e anniversaire. Mais sa véritable histoire s'écrit sur une durée d'un demi-siècle.

Son origine, c'est la Seconde guerre mondiale et la participation des Polonais aux combats d'une part, et une forte présence polonaise en Isère d'autre part.

Une fois la guerre terminée, de nombreux combattants et leurs familles s'établirent à Grenoble. Les réunions des "anciens du front" ont eu tout d'abord un caractère informel. Progressivement, elles attirèrent de plus en plus d'autres groupes de Polonais, résidant en la région : le besoin de structurer la communauté polonaise de l'Isère est alors devenu incontournable.

Ainsi est née en 1956 l'amicale polonaise du Dauphiné. Parmi ses pères fondateurs on trouve Madej, Rybowicz, Gorski... L'objectif de l'association était la solidarité, l'entraide et la diffusion d'informations sur la Pologne (elle organisa entre autre la première conférence régionale sur Katyn). Avec le temps, l'association a diversifié ses activités et vu croître le nombre d'adhérents. Grâce à la compréhension de M. Dubedout et l'énergie de M. Majeranowski, elle obtient dans les années 80 son premier local à la Maison des associations. C'est là-bas que fonctionne l'unique bibliothèque polonaise de la région. Gérée par M^{me} Golcynski, elle attire non seulement les Polonais isérois, mais aussi les Polonais de passage qui cherchaient des informations occultées en Pologne.

La création de la Solidarnosc et la déclaration de "l'état de guerre" en Pologne en 1982 libèrent des énergies supplémentaires chez des membres de l'amicale : ils se joignent aux actions d'aide aux Polonais menées par l'administration de la ville de

Grenoble et des associations humanitaires françaises. Ainsi l'association est à l'origine de l'envoi de plusieurs tonnes de vivres et d'aide logistique à la Solidarnosc clandestine.

En reconnaissant le rôle et la place tenus par l'amicale dans la communauté polonaise iséroise la ville de Grenoble met en 1987 à sa disposition l'ancien bâtiment d'une tannerie. C'est avec enthousiasme que les membres de l'association retroussent leurs manches : progressivement l'usine se transforme en un centre culturel "Maison de Pologne" ouvert à tous, qui constitue un dispositif essentiel pour le développement et la diffusion de la culture polonaise en Isère. L'association regroupe plus de cent familles et accueille annuellement des centaines de personnes pour des spectacles, conférences ou des soirées conviviales. Elle propose des cours de polonais, des traductions des conseils etc. Sa bibliothèque riche de 3 000 volumes est à la disposition de toute la communauté polonaise. Ses activités sont complétées par des actions humanitaires, conduite par l'Amitié Dauphiné-Pologne qui siège, elle aussi, à la Maison de Pologne. Face aux changements survenus tant dans le pays de référence qu'en France l'amicale, tout en gardant en mémoire ses origines, joue le rôle de médiateur de cette communauté. Sa vocation, c'est de définir de nouveaux modes identitaires intégrés aux deux sociétés, d'accompagner les transitions vers la nouvelle Europe et les nouvelles mentalités, de faire de la spécificité polonaise une des richesses de la vie locale, de fédérer les énergies orientées vers l'amitié franco-polonaise. Samedi 19 octobre à 16 heures, Maison de Pologne, 56, rue Docteur-Hermite à Grenoble. Renseignements au 76 70 40 11 ou 76 88 01 98.

Le DAUPHINÉ du 29 187936

Les 40 ans de l' "Amicale Polonaise"

55

Créée en 1956, l' "Amicale Polonaise du Dauphiné/Maison de Pologne" aide à la diffusion de la culture polonaise en Isère. Elle vient de fêter son 40^e anniversaire.



On n'a pas tous les jours 40 ans. L'événement était donc d'importance. La réception, au local de l'association, rue Docteur Hermitte, a ainsi attiré plus d'une centaine de personnes. M.Podgorski, consul de Pologne à Lyon et M.Dulac, pour la municipalité, étaient présents.

Cette rencontre fut l'occasion, pour les différents intervenants, de revenir sur quatre décennies riches en souvenirs. La communauté polonaise de la région est en effet très active et soucieuse de faire connaître sa culture. Elle jouit pour cela d'un fort capital de sympathie. L'Isère est en effet traditionnellement une terre d'accueil pour les Polonais. Les premières familles sont arrivées dans les années 1920

Les ballets Karolinka ont animé la soirée.

dans la région de La Mure. Beaucoup d'autres se sont aussi installées après le second conflit mondial. Ce sont notamment des personnes issues de cette seconde vague, dont beaucoup d'anciens combattants, qui sont à l'origine de la fondation de l' "Amicale", en 1956. Depuis, l'association s'est développée et diversifiée. Les événements de Pologne, en 1982, après le coup d'Etat de Jaruzelski, lui ont par exemple donné un nouveau souffle. Des tonnes de vivres et une aide logistique furent alors fournies au mouvement clandestin de Lech Walesa, "Solidarité".

Depuis 1987, l' "Amicale" est logée par la municipalité de Grenoble dans un nouveau bâtiment. Elle accueille notamment une bibliothèque polonaise, la seule de la région. Elle propose également des cours de polonais, des traductions, des conseils... Elle organise enfin des spectacles, des conférences ou tout simplement des soirées conviviales.

Le récent changement de statut, en mai dernier, a permis une plus

grande ouverture vers l'extérieur. La présidente, M^{me} Jaholkowska-Garcia, émet le souhait que la Maison de Pologne devienne un "centre culturel polonais ouvert à tous".

La réussite de cette soirée d'anniversaire est dans ce sens encourageante. Il existe une culture "polonophile" en Isère. Le succès rencontré par le "Ballet Karolinka", chargé de conclure la soirée... en musique, l'a encore démontré.

G.V. ■

INCO S
SERVICES

D. 26.10.1996

ISÈRE

POINTS DE VUE ■ Les Polonais de Grenoble observent de très près, la « mutation » de leur gouvernement

TOUS POUR... UN

Qu'ils n'aient jamais vécu sous le régime de leur pays, ou qu'ils l'aient quitté depuis de nombreuses années, pour vivre en France, les Polonais, toutes classes et âges confondus, conservent un œil vigilant sur la politique intérieure de la Pologne.

En général, la nomination du Premier ministre Tadeusz Mazowiecki, ami personnel de Jean-Paul II, est perçue par les Polonais comme un formidable enjeu social.

Sous l'effet de la surprise, et du soulagement, ils ont livré à Grenoble, leurs premières impressions.

D'emblée ils ont tous placé leurs nouveaux espoirs sur l'homme de Solidarité, même si l'on perçoit parfois certaines réserves sur le bouleversement prochain de la situation en Pologne.

B. P.

Edouard Krynkowski : « Je suis optimiste modéré »

Président de l'Amicale polonaise et président des anciens combattants polonais, Edouard Krynkowski, déclare être plutôt un optimiste sur sa réserve...

« Les Polonais de Grenoble qui ont le droit de voter, ont cru à l'enjeu des dernières élections, et se sont mobilisés. 150 sont allés voter au consulat à Lyon.



Aujourd'hui, la nomination de Mazowiecki n'efface pas certaines questions : les communistes vont-ils coopérer loyalement ou pas ? Quelle sorte d'attitude aura la bureaucratie mise en place aujourd'hui ? Enfin, quelle sera l'aide de l'Occident ?

Disons que je suis optimiste à long terme. Il faut prendre en compte la catastrophe économique terrifiante.

La petite Pologne a investi plus dans l'acier que le Japon ! Une partie de la dette extérieure que la Pologne a, avec l'Occident, vient de cet investissement.

Savez-vous, ce que l'on prétend

avec ironie ? Que si les communistes prenaient le pouvoir au Sahara, ils rapporteraient au bout de 5 ans du... sable !

Il faut considérer que sur le plan potentiel, la nature a été plutôt généreuse pour la Pologne. Il y a de l'eau, une terre excellente, de la matière première et des techniciens valables. Les possibilités existent.

Mais voilà, toute l'économie est menée selon des principes idéologiques.

Aujourd'hui avec la victoire de Solidarnosc, le parti communiste doit affronter une crise, une baisse de popularité. Savez-vous ce que l'on dit à ce propos ?

Que le comité central, soucieux de renforcer à tout prix les effectifs du parti, aurait pris trois décisions :

Un membre du Parti qui amène trois nouveaux membres, obtient le droit de ne pas participer aux réunions de sa cellule pendant un an. S'il amène 5 nouveaux membres, il a le droit de quitter le Parti. Et s'il amène dix nouveaux membres au Parti, non seulement il obtient le droit de quitter le Parti, mais il obtient, en plus, un certificat disant qu'il n'a jamais appartenu au Parti !!

Vous savez, l'idée de liberté est difficile à tuer. Et toutes les libertés sont indispensables pour un déve-

loppement de la société. Ce n'est pas un hasard, si les pays les plus riches au monde, sont démocratiques.

En Pologne, sur 90 % des entreprises, il n'y a que des gens du Parti à leurs têtes. 800 000 cadres supérieurs sont issus du Parti, on note un faible pourcentage de compétents.

On peut considérer que le rôle de l'Eglise est médiateur. L'Eglise c'est la sagesse. Mais l'Eglise est riche, et elle aurait quelque chose à perdre en cas d'un soulèvement populaire. Ce qui explique le rôle modéré de l'Eglise, qui est un « pont » entre le régime communiste et Solidarnosc.

Aujourd'hui, autour de Walesa, se sont créés deux courants. L'un très près de l'action de Walesa, l'autre qui sous le nom de « Solidarité Combattante » est plus à droite de Walesa, à qui il reproche parfois, un manque de « combativité ».

Ceux-là, n'ont aucune confiance aux communistes, même après « l'ouverture » qu'ils viennent de réaliser.

Eva de Gorsky : « C'est une grande victoire »

« C'est un formidable acquis, cette nomination de Mazowiecki, mais maintenant, un gros travail

nous attend.

Sur le plan économique, la situation du pays est désastreuse. Mazowiecki, on le soutiendra. Il a nos idées à nous, et non, les idées de nos voisins de l'Est. La patience est la plus grande des sagesse. J'espère qu'il pourra former un bon gouvernement, et que les jeunes le suivront.

Mazowiecki devrait être l'homme de la situation. Un homme de trente ans aurait peut-être eu un fort dynamisme, mais il n'aurait jamais eu l'expérience d'un homme de 60. Gouverner, c'est organiser.

Cette nomination n'est pas tombée du ciel. Il faut profiter de ce nouvel atout.

« Aller encore plus loin »

« Tadeusz Mazowiecki au gouvernement, c'est bien, mais il ne faut surtout pas s'arrêter là, et surtout ne pas relâcher sa vigilance, face aux communistes.

Quels seront les réels pouvoirs du nouveau Premier ministre ? Jaruzelski affirme que cette nomination répond « aux besoins et aux aspirations de la société », mais Mazowiecki aura-t-il réellement les moyens de renverser la situation.

Solidarnosc ne doit pas se contenter de cette seule victoire ».

« Une force en présence »

« Un grand pas est fait. Mais l'impatience des Polonais de voir la vie changer, résistera-t-elle à l'analyse du changement ?

Les réformes iront-elles assez vite compte tenu de l'impatience des Polonais ? L'inflation est galopante. Il y a deux économies parallèles, celle du Parti, et celle du Marché Libre, qui correspond ici au « marché noir ».

L'économie nationale est pure idéologie, elle n'a pas été menée au nom du principe de l'offre et de la demande.

Mazowiecki est pour nous, une force en présence, qui pourra orienter notre destin dans les mois à venir ».

Hanka Majeranowski :

« Trop beau pour être vrai »

Hanka habite Grenoble depuis 1962, mais elle a encore beaucoup de famille en Pologne. Au regard des événements récents, elle déclare : « Nous sommes émus et très contents, car la vérité va enfin sortir un jour. Mais d'enchaîner : « Cela est trop beau pour être vrai et nous craignons que cela ne dure pas. Il faut savoir que la confiance ne règne pas et que les gens sont tellement abattus par les énormes difficultés financières... ».

MAŁE KALENDARIUM NSZZ „SOLIDARNOŚĆ”

1980

Sierpień, 30—31. Podpisanie porozumień w Gdańsku i Szczecinie. Akceptacja niezależnych od partii i pracodawców, wolnych związków zawodowych.

Wrzesień, 17. W Gdańsku, na spotkaniu przedstawiciele ponad 30 ośrodków z całego kraju, podjęto decyzję o utworzeniu NSZZ „Solidarność”.

24. W Sądzie Wojewódzkim w Warszawie złożony został wniosek o rejestrację „S”.

Październik, 3. Odbył się proklamowany przez Krajową Komisję Porozumiewawczą jednogodzinny ogólnopolski strajk ostrzegawczy w proteście przeciwko opieszałości władz we wcielaniu w życie porozumień gdańskich.

Biuletyn Informacyjny KSS „KOR” pisał: „Obok wielkich zakładów przemysłowych strajkują urzędnicy, aktorzy, nauczyciele. W Zielonej Górze do strajku wyznaczono Teatr Ludowy z wyłączeniem przedstawień dla dzieci. W Bytomiu stała Spółdzielnia Inwalidów — niewidomych. W Legnicy kolejarze, nie chcąc zatrzymywać ruchu pociągów, założyli symboliczne biało-czerwone opaski...”

24. Po 5-godzinnej sesji sędzia Kościelniak ogłasza decyzję o rejestracji NSZZ „S”, z dokonaniem zmian w statucie związku.

Listopad, 10. Sąd Najwyższy uchyla orzeczenie Sądu Wojewódzkiego w Warszawie i zatwierdza statut z załącznikami.

Z wywiadu Lecha Wałęsy dla „Polityki” (nr 44): „Nie kwestionujemy socjalizmu, ani naszych sojuszy, respektujemy realia, to jest nieuniknione. Na pewno nie wrócimy do kapitalizmu, ani nie skopiujemy żadnego wzoru zachodniego, bo tu jest Polska i chcemy mieć rozwiązania polskie. Socjalizm to system niezły, ale kontrolowany. Współdziałal związków powinien być pełniejszy(...) Nie będziemy wysuwać programów politycznych, a w żadnym wypadku ich realizować”.

Z rozmowy Karola Modzelewskiego z Jackiem Maziarzskim w tygodniku „Kultura”(nr 48): „Działacze «S» mają wręcz obsesję podkreślania apolityczności Związku (...) «Solidarność», i to nie ze względów taktycznych, lecz zupełnie zasadniczych, uchyla się od pełnienia roli właściwej partii politycznej”.

Grudzień, 10. Odświeżenie Pomnika Poległych Stoczniovców w Gdańsku. Ocenzurowana i spóźniona relacja w telewizji.

1981

Styczeń. Strajki i negocjacje z rządem w sprawie wolnych sobót, których wprowadzenie gwarantował 21 punkt porozumień gdańskich.

Luty 9. Apel nowego premiera, gen. Jaruzelskiego, o 90 „spokojnych dni”.

17. Powstaje „Sieć” — ponadregionalna struktura „S” wielkich zakładów przemysłowych. Odegra wielką rolę w walce o samorządy pracownicze.

Marzec, 19. Brutalne pobicie przez milicję grupy działaczy „S” z Janem Rulewskim na czele, zaproszonych na sesję Wojewódzkiej Rady Narodowej w Bydgoszczy. Początek kryzysu, który zakończył się podpisaniem, 30 marca, porozumienia (zwanego „warszawskim”) „S” z rządem.

Skład solidarnościowej grupy negocjacyjnej (zmieniał się w różnych fazach rozmów): L. Wałęsa, A. Gwiazda, M. Jurczyk, A. Słowik; eksperci: A. Celiński, T. Mazowiecki, W. Siła-Nowicki, R. Kukołowicz, B. Geremek, W. Chrzanowski. Przewodniczący stronie rządowej M. Rakowski groził stanem wojennym w razie przystąpienia przez „S” do strajku generalnego.

Andrzej Gwiazda złożył dymisję z funkcji wiceprzewodniczącego Związku (nie przyjęta), a Karol Modzelewski z funkcji rzecznika prasowego.

Kwiecień, 4. Ukazał się, pod redakcją Tadeusza Mazowieckiego, pierwszy numer „Tygodnika Solidarność”.

Maj, czerwiec. Negocjacje z rządem w sprawie ustaw o związkach zawodowych i cenzurze oraz poprawy zaopatrzenia utykają w martwym punkcie.

Lipiec, 28. W wielu miastach „marsze głodowe” w proteście przeciwko fatalnemu zaopatrzeniu.

Wrzesień, 5. W Gdańsku, w hali „Olivia”, rozpoczyna się I Krajowy Zjazd Delegatów NSZZ „S”. Z przemówienia inauguracyjnego Lecha Wałęsy: „Zwycięstwo jest tylko i wyłącznie w solidarności. Jeśli nie będziemy razem, mimo różnic zdań, różnic poglądów, wtedy nie wygramy”.

Po pierwszej turze Zjazdu Lech Wałęsa powiedział: „Pamiętajmy, że co najmniej 80% ludzi nie będzie ani posłami, ani radnymi i nie będzie ich to interesowało, kto tam jest, czy Wałęsa, czy Kuroń, czy Geremek. Oni chcą mieć chleb i nie chcą za bardzo się narażać”.

66
Październik, 1. W czasie drugiej tury Zjazdu odbyły się wybory przewodniczącego NSZZ „S”. Został nim Lech Wałęsa (55% głosów). Jego konkurentami byli: Marian Jurczyk (24%), Andrzej Gwiazda (9%) i Jan Rulewski (6%).

Zjazd uchwalił program, w którym m. in. stwierdzono: „*Stanowimy organizację, która łączy w sobie cechy związku zawodowego i wielkiego ruchu społecznego. NSZZ „S” łączy ludzi o różnych światopoglądach, różnych przekonaniach politycznych i religijnych, niezależnie od narodowości. Chcemy rzeczywistego uspołecznienia systemu zarządzania. Dlatego dążymy do Polski samorządnej*”. W sferze gospodarczej domagano się „*nowego ładu społeczno-gospodarczego, który skojarzy plan, samorząd i rynek*”.

Zjazd wybrał naczelne władze Związku. Spośród 18 członków prezydium Komisji Krajowej czynnych publicznie jest dziś 8 osób: Lech Wałęsa, prezydent RP; Zbigniew Bujak, działacz ROAD; Władysław Frasyniuk, szef ROAD; Jacek Merkel, minister stanu w Kancelarii Prezydenta; Janusz Onyszkiewicz, wiceminister obrony narodowej; Grzegorz Palka, prezydent Łodzi; Andrzej Słowik — i dziś, i wtedy szef Regionu Łódzkiego; Antoni Tokarczuk, senator RP, działacz Porozumienia Centrum.

Grudzień, 11 — 12. W Gdańsku zbiera się Komisja Krajowa. Pod koniec obrad, tuż przed wprowadzeniem stanu wojennego, G. Palka odczytuje proponowany skład Społecznej Rady Gospodarki Narodowej: L. Balcerowicz, W. Bartoszewski, G. Białkowski, J. Beksiak, W. Chrzanowski, W. Gajewski, C. Józefiak, S. Kurowski, A. Legatowicz, R. Manteuffel, A. Micewski, S. Nowak, M. Radońska, A. Stelmachowski, K. Szaniawski, J.J. Szczepański, W. Szubert, A. Święcicki, W. Trzeciakowski, A. Tymowski, A. Wielowieyski, S. Wilkanowicz, J. Ziółkowski, J. Olszewski.

13. Stan wojenny.

Strajki okupacyjne i pacyfikacje na terenie całej Polski.

30. Andrzej Słowik skazany na 4,5 roku więzienia.

1982

Styczeń, 13. Powstaje Ogólnopolski Komitet Oporu (OKO), który apeluje do członków „S” o organizowanie konspiracyjnych struktur Związku.

Luty, 3. Ewa Kubasiewicz otrzymuje wyrok 10 lat więzienia za strajk w Szkole Morskiej w Gdyni.

Kwiecień, 22. Powstaje Tymczasowa Komisja Koordynacyjna NSZZ „S”, która przypomina o moralnym i statutowym obowiązku członków „S” walki o prawo do istnienia i działania Związku.

Sierpień, 31. W rocznicę porozumień gdańskich fala gwałtownych demonstracji w całym kraju. Ofiary śmiertelne wśród manifestantów w Lubinie.

Październik, 8. Sejm PRL uchwala nową ustawę o związkach zawodowych, na mocy której rozwiązano wszystkie związki działające przed 13 grudnia. Paryska „Kultura” ogłosi później „listę hańby” z nazwiskami posłów głoszących za faktyczną delegalizacją „Solidarności”.

Listopad, 12. Zwolnienie Lecha Wałęsy z internowania w Arłamowie.

25. Władysław Frasyniuk skazany na 6 lat więzienia.

grudzień, 12. Oficjalne dane MSW o likwidacji w roku 1982 „360 punktów druku nielegalnej literatury, 1186 różnych urządzeń powielających, 486 maszyn do pisania, 730 000 ulotek, 4 000 plakatów, 11 radiostacji Radia „S”. Internowano 10 131 osób, aresztowano za działalność polityczną 3 616”.

19. Zapowiedź zawieszenia stanu wojennego z dniem 31 grudnia.

1983

Styczeń, 22. Z oświadczenia TKK: „*Celem naszej walki pozostaje realizacja programu I zjazdu NSZZ „S”(…) Wymaga to stworzenia sytuacji, w której władza zmuszona będzie do szukania kompromisu ze społeczeństwem*”.

Luty, 17. Zbigniew Romaszewski, współorganizator Radia „S”, skazany na 4,5 roku więzienia.

Maj, 1,3. Potężne demonstracje w wielu miastach. Starcia z milicją.

Czerwiec, 16—23. II pielgrzymka Jana Pawła II. W Dolinie Chochołowskiej papież spotyka się z Lechem Wałęsą i jego rodziną.

Październik, 8. Pokojowa Nagroda Nobla dla Lecha Wałęsy. Oficjalny protest rządu PRL przeciwko decyzji Komitetu Nagrody Nobla.

1984

Lipiec, 13. Po jednym dniu odroczone proces działaczy KOR-u. Proces nie został wznowiony.

21. Sejm PRL uchwala amnestię.

Październik, 19. Uprowadzenie ks. Jerzego Popiełuszki, duszpasterza „Solidarności”.

Listopad, 24. W Bytomiu powstaje OPZZ.

MAŁE KALENDARIUM...

1985

Maj, 1—3. Fala demonstracji prosolidarnościowych w wielu miastach; aresztowano 476 osób.

24. Wyroki w procesie Adama Michnika (3 lata), Władysława Frasyniuka (3, 5) i Bogdana Lisa (2, 5).

Październik, 18. Wybory do Sejmu PRL. „S” wezwała do ich zbojkotowania.

1986

Styczeń, 9. Aresztowanie Bogdana Borusewicza.

Maj, 31. Aresztowanie Zbigniewa Bujaka.

Lipiec, 17. Kolejna amnestia.

Wrzesień, Następna amnestia.

29. Lech Wałęsa powołuje Tymczasową Radę NSZZ „S” w składzie: B. Borusewicz, Z. Bujak, W. Frasyniuk, T. Jedynak, B. Lis, J. Pałubicki, J. Piniór.

Listopad. Powstają Komitety założycielskie „S”. Wnioski o ich rejestrację są konsekwentnie odrzucane.

1987

Czerwiec, 8—14. Jan Paweł II przybywa z trzecią pielgrzymką do Polski. Podczas Mszy św. na gdańskiej Zaspie Papież powiedział: „Umowy gdańskie pozostają (...) wciąż zadaniem do spełnienia”. Spotkanie Ojca św. w rezydencji biskupa gdańskiego z Lechem Wałęsą.

Grudzień, 3. We Wrocławiu powstaje jawna Regionalna Komisja Wykonawcza „S”, z W. Frasyniukiem na czele.

1988

Kwiecień, 20. Rozpoczyna się strajk w Hucie Lenina.

28. Strajk w Hucie „Stalowa Wola”.

Maj, 2. Strajk w Stoczni Gdańskiej.

5. Atak ZOMO przerywa strajk w Hucie Lenina.

10. Przerwanie strajku w Stoczni. Przemarsz uczestników strajku, z Lechem Wałęsą i Tadeuszem Mazowieckim na czele, do kościoła św. Brygidy.

Lipiec, 15. Wybuchają strajki w kopalniach Śląska. Jednym z postulatów jest rejestracja NSZZ „S”.

17. Strajk w Porcie Szczecińskim.

22. Strajk w Stoczni Gdańskiej i Hucie „Stalowa Wola”.

Sierpień, 31. Spotkanie Lecha Wałęsy z gen. Kiszczakiem. Pojawia się koncepcja „okrągłego stołu”.

Listopad, 30. Debata telewizyjna Wałęsa — Miodowicz.

Grudzień, 10. Zawiazanie Komitetu Obywatelskiego przy Przewodniczącym NSZZ „S”.

18. Grupa Robocza „S” apeluje o zwołanie Komisji Krajowej NSZZ „S” w składzie sprzed 13 XII 1981.

1989

Luty, 6. W Pałacu Namiestnikowskim w Warszawie rozpoczynają się obrady „okrągłego stołu”. Solidarnościowemu zespołowi do spraw pluralizmu związkowego przewodniczy T. Mazowiecki.

Kwiecień, 5. Podpisanie porozumień „okrągłego stołu”. Władze zgodziły się na legalizację „S” w zamian za udział „S” w wyborach do Sejmu PRL.

17. Rejestracja NSZZ „S” w Sądzie wojewódzkim w Warszawie.

W całej Polsce powstają regionalne komitety obywatelskie „S”, które wraz z KO przy Lechu Wałęsie zajęły się wyłonieniem kandydatów „S” do parlamentu i kampanią wyborczą.

Czerwiec, 4. W I turze wyborów do Sejmu i Senatu PRL, „S” odnosi wielkie i niespodziewane w skali zwycięstwo. Powstaje Obywatelski Klub Parlamentarny z B. Geremkiem jako przewodniczącym.

17. KKW „S” podejmuje decyzję o rozwiązaniu regionalnych komitetów obywatelskich.

Sierpień, 19. T. Mazowiecki dysygnowany na premiera PRL. Lech Wałęsa: „Na pewno T. Mazowiecki zrobi więcej aniżeli ktokolwiek inny na jego miejscu. Ja w to głęboko wierzę”. KKW „S” wyraża w oświadczeniu pełne poparcie i zaufanie dla desygnowanego premiera.

Wrzesień, 12. T. Mazowiecki formuje rząd. Z wypowiedzi B. Borusewicza: „Podstawą działania rządu musi być to, że będzie obdarzony zaufaniem „Solidarności””.

Listopad. Wielki sukces Lecha Wałęsy w USA

Historia Albanii sięga XII wieku. To małe państwo, zagubione pośród gór, przeżywało zmienne koleje losu. Jego mieszkańcy wytrwale starali się zachować swą niezależność. W XV wieku zdominowani zostali przez Turcję. Ale właśnie ten czas to okres, w którym na czele Albańczyków stanął książę Skanderbeg, ich bohater narodowy, który dzielnie stawiał czoło Turkom, jednak po śmierci księcia jego państwo zostało opanowane przez Imperium Osmańskie.

Tak było do 1913 r., kiedy to Albania odzyskała niepodległość. W 1939 r. kraj został zajęty przez Włochy. Wcześniej, w okresie I wojny światowej, zajmowany był przez Serbów, Austriaków i Włochów. W 1943 r. po kapitulacji Włoch, Albanii okupowali Niemcy. Pod koniec wojny terytorium państwa wyzwolone zostało przez komunistyczną partyzantkę.

KOMUNISCI U WŁADZY...

Od tamtego czasu do dziś krajem rządziła niepodzielnie Albańska Partia Pracy. Udało się w Albanii stworzyć system absolutnej dyktatury komunistycznej w czysto stalinowskim stylu i... zachować ją aż do lat osiemdziesiątych. Takim osiągnięciem może pochwalić się jedynie władca Korei Północnej — Kim Ir Sen.

Enver Hodża rządził przez lat czterdzieści w sposób absolutnie despotyczny, stopniowo izolując kraj od całego świata. Albania, która znalazła się początkowo i w RWPG, i w Układzie Warszawskim, zrezygnowała z udziału w tych organizacjach (w 1968 r. formalnie wystąpiła z Układu). O żadnych bliższych kontaktach z Zachodem nie było mowy. Przez długie lata jedynym właściwym przyjacielem pozostały Chiny, ale i z nimi stosunki gospodarcze i polityczne pogorszyły się w latach 70.

Chory sposób myślenia podpowiadał Hodży coraz nowe pomysły. W 1967 r. wprowadzono zakaz kultu i wyznawania religii, tworząc państwo ściśle ateistyczne. Odstępstwa od tego zakazu były surowo karane przez prawo. Albańczycy są w znacznej większości muzułmanami, ale część z nich wyznaje chrześcijaństwo. Doktryna nie pozwalała m.in. zaciągać kredytów zagranicznych i posiadać... prywatnych samochodów.

Miałem ostatnio okazję zapoznać się z systemem oświatowym naszych sąsiadów: Niemców i Szwedów. W Szwecji byłem wraz z delegacją NSZZ „Solidarność” krakowskiej Wyższej Szkoły Pedagogicznej, a gościli nas tam głównie nauczyciele Szkoły Podstawowej Parkhem w Sztokholmie. W Niemczech przedstawiciele WSP (nie tylko związkowców z „Solidarności”) przyjeżdżały władze oświatowe Okręgu Szkolnego w Hannoverze (Dolna Saksonia).

Sądzę, że warto podzielić się kilkoma spostrzeżeniami wyniesionymi z tych podróży, zwłaszcza, że podejmowane obecnie w Polsce próby przekształcenia rzeczywistości gospodarczej i społecznej będą musiały również objąć sferę oświaty. I może niekoniecznie musi od razu chodzić o kolejną wielką reformę, przewracającą szkolnictwo do góry nogami (w komuniz-

Atmosferę przemijającego właśnie czasu oddaje cytat z kodeksu pracy uchwalonego przez Zgromadzenie Narodowe w początkach lat 80.: „Konieczne jest zapewnienie dyscypliny proletariackiej niezbednej w warunkach okrążenia imperialistyczno-rewizjonistycznego”.

Enver Hodża zmarł w 1985 r. Schedę po nim objął wierny, jak się wydawało, uczeń Ramiz Alia. Zdając sobie sprawę z niemożności utrzymywania w nieskończoność takiej struktury władzy i takiego systemu, Alia, rozpoczął bardzo powolne zmiany. To jednak tylko przyspieszyło procesy społeczne. Trzeba zresztą powiedzieć, że poważne zapowiedzi i próby reform pojawiły się dopiero 19 kwietnia 1990 r. i były, jak się wydaje, wynikiem styczniowych niepokoїв w Szkodrze.

GORĄCE LATO I GORĄCA ZIMA

Lato 1990 było dla tego bałkańskiego kraju rzeczywiście gorące. Z jednej strony, przynajmniej teoretycznie, uzyskali Albańczycy prawo do posiadania paszportów, z drugiej strony — 5 tysięcy Albańczyków staralo się poprzez okupację ambasad w Tiranie uzyskać zgodę na wyjazd. Dla wielu z nich pierwszym miejscem, do którego docierali po opuszczeniu kraju, był włoski port Brindisi. Opuszczający pokład uchodźcy mówili: „Czy to może być prawda? Jestem wolny, wolny, wolny”.

To oni dostarczyli informacji mówiąc o rewolucji w tym małym zakątku Europy, ale jednocześnie z lekkim wspomnianiem o tajnej służbie Sigurimi, kontrolującej życie wszystkich obywateli.

9 grudnia dochodzi do nowej fali protestów. Rozpoczynają ją studenci uniwersytetu w Tiranie. Początkowe powody, związane z katastrofalnymi warunkami ich codziennego życia, szybko zostają zastąpione zdecydowanymi żądaniem swobód obywatelskich i wolności. Dochodzi do zajść w wielu miastach, między innymi w Szkodrze, gdzie miały one miejsce w styczniu 1990. Manifestacje są brutalnie pacyfikowane, są zabici i ranni, jest wielu aresztowanych. Szybko zapadają wyroki i uczestnikom wymierzono drażniące kary.

11 grudnia nadzwyczajne plenum KC APP dopuszcza możliwość tworzenia nie-

przez szkołę wymagań, uświadamia sobie ich użyteczność — i to wydatnie współkształtuje pozytywny do niej stosunek.

Zupełnie egzotyczną dla nas sprawą jest wprowadzenie formalnych ocen dopiero w klasie ósmej. Przez pierwszych siedem lat edukacji nauczyciel formułuje ocenę w postaci ogólnej opinii zarówno o uzdolnieniach i zainteresowaniach ucznia, jak i trudnościach, na jakie napotyka. Na tym etapie nauczyciel ma obowiązek utrzymywania stałego kontaktu z rodzicami dziecka i wymiany opinii na jego temat.

Oczywiście, można pod adresem szkoły szwedzkiej zgłosić również pewne zastrzeżenia. Wątpliwości, które nb. zgłaszają sami Szwedzi, budzi nb. zbyt późne, bo w zasadzie dopiero w szkole średniej, wykorzystywanie i rozwijanie talentów dzieci wybitnie uzdolnionych, szczególnie w takich dyscyplinach jak nauki ścisłe czy humanistyczne. Nie nawołuję wszakże do

✓ **Kwiecień, 19.** Rozpoczyna się II Zjazd NSZZ „S”. 451 delegatów stojącą owacją powitało Lecha Wałęsę i Tadeusza Mazowieckiego. „Solidarność żyje i Polska żyje — wolna i niepodległa. Jestem i pozostanę jednym z was i tak rozumiem swoją rolę” — powiedział premier.

W trzecim dniu zjazdu wybór przewodniczącego. Lech Wałęsa otrzymał 362 głosy (77,5 %).

Zjazd zaakceptował możliwość wystawienia kandydatów NSZZ „S” do parlamentu i nie wykluczał ewentualności powołania partii politycznej reprezentującej interesy „S”.

Zjazd uchwalił, że nazwa i znak graficzny „S” jest wyłączną własnością Związku. Zjazd podjął uchwałę w obronie życia poczętego.

Maj, 4. Lech Wałęsa: „Nie chciałem być przewodniczącym, nie chcę być ani prezydentem, ani premierem, ale gdy będzie 500 partii i anarchia, zrobię to dla Polski”.

13. Lech Wałęsa: „Obecny układ — popieranie rządu, wmawianie, że lepiej być nie może, że nie ma o co walczyć, najwyżej można popierać — nie jest dobry dla rządu, ani bezpieczny dla społeczeństwa”.

14. Podpisanie deklaracji Porozumienia Centrum; PC wysunęło kandydaturę Lecha Wałęsy na prezydenta RP.

20. Wybucha kryzys słupski — strajk kolejarzy pomorskich.

27. Wybory do samorządu terytorialnego. Zdecydowane zwycięstwo odnoszą kandydaci komitetów obywatelskich „S”.

Czerwiec, 1. Lech Wałęsa do ówczesnego sekretarza KO przy Przewodniczącym NSZZ „S”: „Czuj się odwołany”.

14. Protest rolników w Mławie.

15. Górnicza „S” sprzeciwiła się wolnym cenom węgla.

20. Lech Wałęsa w wywiadzie dla „Gazety Wyborczej”: „Chcę zabrać «S» «GW», żeby ją zachować. To był sztandar walki z komuną, a wy chcecie go ubrudzić. Schowajmy go dla następnych pokoleń, a my idźmy do pracy pod innymi sztandarami”.

Czerwiec, 21. Oświadczenie gdańskiej „S”: „Nie została wykorzystana wielka szansa polityczna, jaką uzyskano w momencie samorozwiązania się PZPR i zniknięcia partnera porozumień Okrągłego Stołu”.

Lipiec, 8 Spotkanie działaczy „S” z posłami i senatorami OKP w Stoczni Gdańskiej.

L. Wałęsa: „Nasz problem polega na tym, że nigdy nie rozmawialiśmy o tym, jak działać po obaleniu komunizmu(...) Choćbyście nie wiem jak pracowali, to jeden podmuch górników i rolników wyrzuci wasze pisemka, ustawy do kosza”.

Sierpień, 9. Wyniki sondażu CBOS, kto rządzi Polską: „S” — 34%, rząd — 21%, Wałęsa — 14%, Mazowiecki — 11%, nikt — 10%.

30. Spotkanie T. Mazowieckiego z działaczami „S” na Wybrzeżu Gdańskim. Rządowi zarzucono, że przechodzi na ścieżkę wojenną z „S”, zamiast z OPZZ. T. Mazowiecki: „Polska przeprawia się przez wzburzoną rzekę i nie może z tej drogi zawrócić(...) Wszyscy jesteśmy z tej samej Polski, wywodzimy się z tego samego Sierpnia”.

31. Obchody rocznicy porozumień gdańskich. L. Wałęsa: „«S» współczesna to system wartości, tkwiący w nas — bez rasizmu, nacjonalizmu, antysemityzmu, nawet szczątkowego(...) Nie twórzmy jedności, jeśli chcemy być normalni, musimy być różni”.

T. Mazowiecki: „Możemy być przeciwnikami, ale nigdy wrogami”.

Wrzesień, 5. KK NSZZ „S” odbiera znak „S” Gazecie Wyborczej”. Rzecznik prasowy Związku, Barbara Malak, podaje się do dymisji: „Uważam, że dzisiejsza decyzja KK uczyniła narzędziem cenzury znak «S»”.

10. W. Frasyniuk zapowiada rezygnację z funkcji przewodniczącego dolnośląskiej „S”: „Wielu działaczy naszego ruchu stanęło przed wyborem: albo działalność związkowa, albo zaangażowanie polityczne(...) Z ROAD będę bronił wartości, które przez 10 lat złożyły się na etos «S»”.

Październik, 3. KK NSZZ „S” uchwała poparcie dla prezydenckiej kandydatury L. Wałęsy. J. Rulewski: „KK musi powstrzymać działania harcówników politycznych, którzy chcą wykorzystać niezadowolone społeczne dla zdobycia foteli. Myślę także o Tobie, Lechu”.

Z uchwały KK: „Zwycięstwo wyborcze L. Wałęsy byłoby uwieńczeniem dziesięcioletniej walki naszego Związku i naszego przewodniczącego”.

4. T. Mazowiecki zgłasza swoją kandydaturę na urząd prezydenta.

Listopad. Strajki komunikacji miejskiej, m. in. w Gdańsku i Krakowie.

25. Do drugiej tury wyborów prezydenckich przechodzą Lech Wałęsa i Stanisław Tymiński.

Lech Wałęsa: „Jestem przerażony, jak społeczeństwo jest niezadowolone z nas i z tego, co się tu dzieje”.

B. Borusewicz: „Wybory unaocznily, że «S» jest jedyną siłą, wokół której można coś w Polsce budować”.

26. T. Mazowiecki składa dymisję swego rządu.

Grudzień, 2. Powstaje Unia Demokratyczna z T. Mazowieckim na czele. Pokonany w wyborach premier wzywa do głosowania w II turze na Lecha Wałęsę: „trzeba wnieść się ponad różnice”.

9. W II turze wyborów prezydenckich wygrywa L. Wałęsa.

12. L. Wałęsa rezygnuje z funkcji przewodniczącego NSZZ „S”.

Opracowali: MARTA I ADAM
SZOSTKIEWICZOWIE



Tłumaczenie:



Warszawa

Partnerzy:

Karta



Prezentujemy Państwu
obszere kalendarium stanu
wojennego, przygotowane
przez Ośrodek KARTA.

Kalendarium stanu
wojennego w Polsce

Nasza wiedza o

zagranicznych reakcjach na stan wojenny w Polsce jest fragmentaryczna. Dlatego zwracamy się do Państwa z prośbą o uzupełnianie naszego kalendarium wiadomościami o wszelkich formach pomocy w innych krajach, akcjach solidarnościowych czy informacyjnych w mediach.

Prosimy o nadsyłanie informacji i krótkich świadectw na temat, jak na stan wojenny reagowano na Zachodzie i Wschodzie. W ten sposób mamy szansę zdokumentować także tę historię.

Jednocześnie ogłaszamy konkurs na większe prace o charakterze wspomnieniowym dotyczące pomocy zagranicznej dla polskiego społeczeństwa stanu wojennego. Mogą to być wspomnienia, dzienniki, relacje, wywiady, zbiory dokumentów i fotografii. Konkurs trwać będzie do 13 marca 2003.

Regulamin

Przykłady prac konkursowych: Pomoc z Niemiec,
Japońska Solidarność

Fragmety przemówień Wojciecha Jaruzelskiego z dnia 13 grudnia 1981 r.

Wprowadzenie stanu wojennego. <i>"Wielka jest ciężar odpowiedzialności ... chodzi o przyszłość Polski"</i>	766 kB 6 min 32 sek.
Wprowadzenie stanu wojennego. <i>"Jeszcze Polska nie zginęła..."</i>	52 kB 26 sek.
Powołanie WRON. <i>"... ukonstytuowała się Wojskowa Rada Ocalenia Narodowego..."</i>	38 kB 19 sek.

Dzięki uprzejmości portalu www.polskaludowa.com



| [Dzisiejsze wydanie](#) | [Z ostatniej chwili](#) | [Archiwa](#) | [Serwis Prawny](#) | [Serwis Ekonomiczny](#) | [Regiony](#) | [Ogłoszenia](#)
 | [Księgarnia](#) | [Galeria](#) | [Ścieżki](#) | [Instytucje, urzędy](#) | [Początek](#) | [Rzeczpospolita](#) | [Zespół](#) | [Poczta](#) | [Prenumerata](#) |

Opracowanie Centrum Nowych Technologii, (C) Copyright by Presspublica Sp. z o.o.

Ogłaszamy konkurs na większe prace o charakterze wspomnieniowym dotyczące pomocy zagranicznej dla polskiego społeczeństwa stanu wojennego. Mogą to być wspomnienia, dzienniki, relacje, wywiady, zbiory dokumentów i fotografii. Konkurs trwać będzie do 13 marca 2003.

Nadesłane prace zostaną ocenione przez Jury, które wybierze trzy najlepsze prace. W składzie Jury znajdują się przedstawiciele „Rzeczpospolitej” oraz Ośrodka KARTA.

Regulamin

Ogłaszamy konkurs na większe prace o charakterze wspomnieniowym dotyczące pomocy zagranicznej dla polskiego społeczeństwa stanu wojennego. Mogą to być wspomnienia, dzienniki, relacje, wywiady, zbiory dokumentów i fotografii. Konkurs trwać będzie do 13 marca 2003.

Nadesłane prace zostaną ocenione przez Jury, które wybierze trzy najlepsze prace. W składzie Jury znajdują się przedstawiciele „Rzeczpospolitej” oraz Ośrodka KARTA.

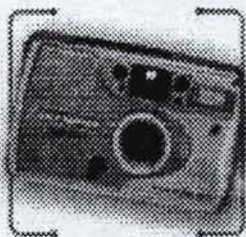


Nagrodami są 3 aparaty fotograficzne marki Olympus.

Prace należy przysyłać do 13 marca 2003 na adres e-mail: dziekujemy@rp.pl lub na adres redakcji „Rzeczpospolitej” pl. Starynkiewicza 7/9 02-015 Warszawa z dopiskiem „Dziękujemy - praca konkursowa”

Lista autorów najciekawszych prac zostanie opublikowana w dniu 4 kwietnia 2003 w „Rzeczpospolitej” oraz na stronach „Rzeczpospolitej On-Line”, gdzie umieszczone będą także fragmenty tekstów; wybrane prace wydrukuje kwartalnik historyczny „Karta”.

Prawo do ostatecznej interpretacji niniejszych zasad oraz rozstrzygnięcia wszelkich kwestii spornych związanych z konkursem zastrzega sobie Jury.

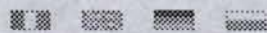
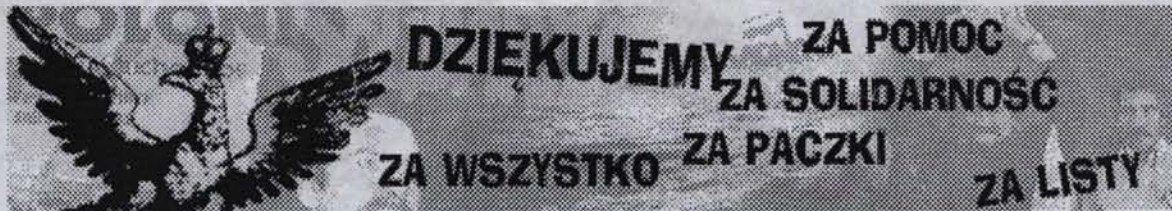


Nagrodami są 3 aparaty fotograficzne marki Olympus.

Prace należy przysłać do 13 marca 2003 na adres e-mail: dziekujemy@rp.pl lub na adres redakcji "Rzeczpospolitej" pl. Starynkiewicza 7/9 02-015 Warszawa z dopiskiem „Dziekujemy - praca konkursowa”

Lista autorów najciekawszych prac zostanie opublikowana w dniu 4 kwietnia 2003 w „Rzeczpospolitej” oraz na stronach „Rzeczpospolitej On-Line”, gdzie umieszczone będą także fragmenty tekstów; wybrane prace wydrukuje kwartalnik historyczny „Karta”.

Prawo do ostatecznej interpretacji niniejszych zasad oraz rozstrzygnięcia wszelkich kwestii spornych związanych z konkursem zastrzega sobie Jury.



Tłumaczenie:



Warszawa

Partnerzy:

Karta

W kolejną rocznicę wprowadzenia stanu wojennego przypominamy tamte dni. Szczegółowe kalendarium wydarzeń dostępne poprzez odsyłacz STAN WOJENNY

Wprowadzenie w Polsce stanu wojennego w nocy z 12 na 13 grudnia 1981r. wywołało wielkie poruszenie na całym świecie. Do dziś nie jesteśmy tego w pełni świadomi. Nic dziwnego, żyliśmy wtedy odcięci od świata. Taka była polityka ówczesnych władz.

Tymczasem tysiące ludzi na całym świecie przyszło nam z pomocą. Organizowali manifestacje i konferencje, pisali listy i petycje, wysyłali kartki i paczki, przyjeżdżali do Polski z konwojami żywności i lekarstw, z ukrytymi zakazanymi publikacjami i sprzętem poligraficznym.

Dziś chcemy przypomnieć te wszystkie gesty solidarności. Chcemy odszukać tych, o których czasem zapomnieliśmy. Chcemy podziękować tym wszystkim, którzy z nami wtedy byli. Chcemy przywołać te więzi solidarności, które wówczas powstawały i które, w jednoczącej się Europie, pozostają stale aktualne.

Strone ciągle uaktualniamy. Czekamy na nowe materiały od Was.



| [Bez polskich znaków](#) |

| [Dzisiejsze wydanie](#) | [Z ostatniej chwili](#) | [Archiwa](#) | [Serwis Prawny](#) | [Serwis Ekonomiczny](#) | [Regiony](#) | [Ogłoszenia](#)
 | [Księgarnia](#) | [Galeria](#) | [Ścieżki](#) | [Instytucje, urzędy](#) | [Początek](#) | [Rzeczpospolita](#) | [Zespół](#) | [Poczta](#) | [Prenumerata](#) |

Opracowanie [Centrum Nowych Technologii](#), (C) Copyright by [Presspublica Sp. z o.o.](#)

reakcje wywołał stan wojenny na świecie.

Organizujemy konkurs na relacje, wywiady, reportaże z wydarzeń sprzed 21 lat (regulamin pojawi się 19 grudnia). Materiały można nadsyłać do 13 marca.

B.I.W.



| Bez polskich znaków |

| Dzisiejsze wydanie | Z ostatniej chwili | Archiwa | Serwis Prawny | Serwis Ekonomiczny |
Regiony | Ogłoszenia
| Księgarnia | Galeria | Ścieżki | Instytucje, urzędy | Początek | Rzeczpospolita | Zespół | Poczta |
Prenumerata |

Opracowanie Centrum Nowych Technologii, (C) Copyright by Presspublica Sp. z o.o.



Tłumaczenie:



Warszawa

Partnerzy:



Prezentujemy Państwu obszerne kalendarium stanu wojennego, przygotowane przez Ośrodek KARTA.

Kalendarium stanu wojennego w Polsce

Nasza wiedza o zagranicznych reakcjach na stan wojenny w Polsce jest fragmentaryczna. Dlatego zwracamy się do Państwa z prośbą o uzupełnianie naszego kalendarium wiadomościami o wszelkich formach pomocy w innych

krajach, akcjach solidarnościowych czy informacyjnych w mediach.

Karta

Konkurs roztrzygnięty

W grudniu 2002 r. Rzeczpospolita On Line i Ośrodek KARTA ogłosiły konkurs na większe prace o charakterze wspomnieniowym dotyczące pomocy zagranicznej dla polskiego społeczeństwa stanu wojennego. Mogły to być wspomnienia, dzienniki, relacje, wywiady, zbiory dokumentów i fotografii.

Otrzymaliśmy kilkanaście prac dotyczących pomocy organizowanej we Francji, Niemczech, Szwecji, Nowej Zelandii i Kanadzie - głównie indywidualne relacje.

Trzy prace wyróżniały się bardzo obszerną dokumentacją. Zawierały fotografie, dokumenty, korespondencje, wycinki prasowe, ulotki, apele, spisy ofiarodawców, transportów z darami i in. I właśnie te trzy prace postanowiliśmy nagrodzić.

Opisują one działalność komitetów pomocy:

- Amicale Polonaise du Dauphine (Grenoble, Francja) działający od 1956 r., za opisy akcji pomocy "Aide Pologne 82";
- Union Paroissiale de Crolles (Crolles, Francja) za opisy akcji pomocy dla parafii w Gniewie (miasto bliźniacze);
- The Polish Journalists' Aid Committe (Toronto, Kanada) za akcje pomocy dla uwięzionych lub pozbawionych pracy

*Chas Amis,
jai trawé angomni hni,
le 20 moi, sur
Internet! le 22
Nov. Reciproquité
a public en bouy
leste a wotu sjet.
Je vani moyer
de s'otkenir en
original!
Amidris à tous,
et je surs tris
honnore pour l'Amisak.
vota, Stuski*

dziennikarzy.

Bardzo dziękujemy wszystkim, którzy zechcieli nadesłać nam swoje prace. Fragmenty najbardziej interesujących prac wkrótce opublikujemy.

Ewa Barlik, Krzysztof Gottesman, Marek Kopyt, Katarzyna Madoń-Mitzner

Prosimy o nadsyłanie informacji i krótkich świadectw na temat, jak na stan wojenny reagowano na Zachodzie i Wschodzie. W ten sposób mamy szansę zdokumentować także tę historię.

Fragmenty przemówień Wojciecha Jaruzelskiego z dnia 13 grudnia 1981 r.

Wprowadzenie stanu wojennego. <i>"Wielki jest ciężar odpowiedzialności ... chodzi o przyszłość Polski"</i>	<u>766</u> <u>kB</u> 6 min. 32 sek.
Wprowadzenie stanu wojennego. <i>"Jeszcze Polska nie zginęła..."</i>	<u>52 kB</u> 26 sek.
Powołanie WRON. <i>"...ukonstytuowała się Wojskowa Rada Ocalenia Narodowego..."</i>	<u>38 kB</u> 19 sek.

Dzięki uprzejmości portalu www.polskaludowa.com



| Bez polskich znaków |

| [Dzisiejsze wydanie](#) | [Z ostatniej chwili](#) | [Archiwa](#) | [Serwis Prawny](#) | [Serwis Ekonomiczny](#) | [Regiony](#) | [Ogłoszenia](#)
| [Księgarnia](#) | [Galeria](#) | [Ścieżki](#) | [Instytucje, urzędy](#) | [Początek](#) | [Rzeczpospolita](#) | [Zespół](#) | [Pocztą](#) | [Prenumerata](#) | [Klub](#)

Opracowanie [Centrum Nowych Technologii](#), (C) Copyright by [Presspublica Sp. z o.o.](#)

L'amitié multiséculaire entre la France et la Pologne a pris, depuis 1989, avec la chute du système soviétique et l'avènement de la démocratie en Europe Centrale et Orientale, une dimension nouvelle.

Promouvoir une réelle coopération entre les deux pays dans tous les domaines, encourager le développement de la présence française, aider la Pologne à devenir un véritable État de droit et la soutenir dans sa volonté d'intégrer l'Union européenne: tels sont les objectifs auxquels s'attache notre pays.

La Fondation France-Pologne mène, depuis plus de cinq ans, une action dont les résultats sont unanimement appréciés sur les bords de la Vistule. Grâce à la mise en place de partenariats locaux et régionaux, à la formation de cadres, de gestionnaires et de responsables socio-économiques, à la création de structures « post diplômés » entre établissements d'enseignement, elle participe en première ligne au renouveau polonais.

Une nouvelle aventure historique pour la France et la Pologne, mais aussi pour l'Europe de l'Ouest et l'Europe Centrale et Orientale.

Préface de Bronislaw Geremek.

Postfaces de Jacek Kuron et Jacek Saryusz Wolski.



Jacques de CHALENDAR

Inspecteur général des Finances.

Une longue carrière de haut fonctionnaire dans des domaines aussi variés que le développement économique, l'enseignement supérieur, l'aménagement du temps, la coopération technique financière, tant en France qu'à l'étranger.

Depuis 1989, il est président de la Fondation France-Pologne, et aussi, depuis 1994, président d'Initiatives France-Hongrie.



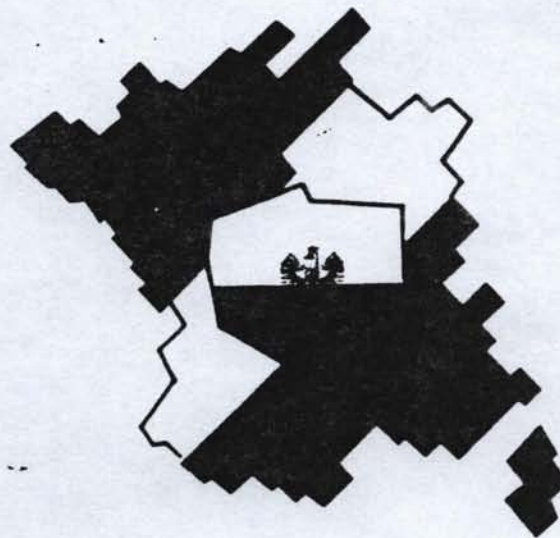
ISBN 2.86335.060.9

95,00 F

FRANCE POLOGNE

une nouvelle aventure

Jacques
de Chalendar



canja

Solidarność 1980

LES 18 JOURS QUI ÉBRANLÈRENT LE MONDE



Nous présentons ci-après le déroulement des événements d'Août 80, soit ce moment où la société polonaise, vivant jusqu'alors sous un régime imposé, accomplit soudain une révolution pacifique qui modifia non seulement le visage de la Pologne, mais aussi celui de l'Europe, et même du monde entier, à l'inclusion des pactes internationaux en vigueur. La solidarité sociale s'avéra être une arme efficace contre l'assujettissement par le pouvoir, et une excellente base de départ pour l'instauration d'une société démocratique.

Exposition du Centre KARTA — sous les auspices
du Ministère de Affaires Etrangères de la Pologne

LES JOURS DE SOLIDARITÉ

Pour bon nombre de Polonais, le mois d'août 1980 fut un renouvellement plus ou moins conscient de la lutte pour la liberté et pour la dignité de l'homme, ainsi que pour l'indépendance et la souveraineté de la Pologne, si tragiquement perdues, pour de longues années, en 1945. Le dévouement et le courage dont fit preuve la société polonaise, son lourd tribut payé en vies humaines, contribuèrent à la victoire des Alliés sur le III^e Reich, mais en février 1945 le traité de Yalta décida négativement du sort de notre nation et de notre Etat. On ne sut alors comprendre l'importance que revêtait une Pologne libre pour l'équilibre et la paix en Europe.

Il en advint tout à fait autrement en 1980. En l'espace de quelques jours, le monde entier eut tout à coup les yeux rivés sur Gdansk, sur les Chantiers Navals, sur les foules revendiquant la liberté! Les observateurs furent frappés par le caractère pacifique des événements, ainsi que par la maturité et le courage de la société polonaise – jusqu'alors atomisée –, venant à peine de retrouver sa force et son sens de la dignité quelques mois auparavant – en juin 1979, lors du premier pèlerinage de Jean-Paul II en Pologne.

La brèche ouverte par "Solidarność" entraîna à sa suite une avalanche d'événements qui, brisant le puissant édifice du communisme, inaugurèrent la voie de changements comptant parmi les plus fondamentaux en Europe et dans le monde entier, tels que la réunification allemande, l'effondrement de l'URSS, l'extension de l'OTAN et le processus d'intégration pacifique du monde contemporain. Nous pouvons être fiers du rôle joué par la Pologne dans les événements qui modifièrent la carte politique de l'Europe. Mais il y a davantage! Comme au temps de la "Victoire de Vienne" (1683) et du "Miracle au bord de la Vistule" (1920), en cette mémorable année 1980, les Polonais eurent une influence significative sur l'évolution du cours de l'histoire européenne. A ce processus d'endigement du totalitarisme dans le monde, la Pologne sut glorieusement ajouter son propre chapitre.

Là est bien la dot singulière que nous apportons à l'intérieur de la famille des pays démocratiques du monde entier. Cela laisse présager d'un avenir favorable – dans la mesure même où nous n'oublierons pas que nos démarches actuelles pour obtenir une place dans l'Europe et dans le monde sont la continuation de cette ancienne lutte pour ces valeurs fondamentales que sont les droits de l'homme et de la société.

Władysław Bartoszewski

Le Ministère des Affaires Etrangères de Pologne

En décembre 1970, les ouvriers des chantiers navals se mirent en grève dans quelques unes des villes polonaises situées au bord de la Baltique. Ce mouvement éclata avant tout pour des raisons économiques. Désespérés, les grévistes, avec lesquels les autorités refusaient de parler, défilèrent finalement dans la rue. Les dirigeants du parti donnèrent alors l'ordre de recourir aux armes. Un massacre s'ensuivit, faisant des morts et des blessés. Le portail d'entrée des Chantiers Navals Lénine de Gdansk, devant lequel sont morts les ouvriers des chantiers, devint ainsi un lieu symbolique, commémorant les victimes du régime.

En juin 1976, la nouvelle équipe au pouvoir – sous la direction du chef du parti, Edward Gierek – essaya de nouveau d'imposer des augmentations de prix et étouffa brutalement les grèves ouvrières subséquentes de Radom et d'Ursus. C'est en réaction à cela que se forma le premier groupe non clandestin de l'opposition démocratique – le Comité de Défense des Ouvriers (KOR) – puis, peu de temps après, d'autres organisations d'opposition. Les Syndicats Libres illégaux furent créés à Gdansk.

C'est en juin 1979, que la société polonaise, lors de la visite du Pape Jean-Paul II, eut l'impression de se reconstituer en une véritable communauté.



Photo: E. Sobinski

INTRODUCTION

La tentative d'augmenter "silencieusement" le prix de la viande et de la charcuterie le 1er juillet 1980 provoqua une vague violente de grèves dans plusieurs villes de Pologne, notamment dans la région de Lublin.

Le succès des grèves de juillet constitua pour l'opposition de Gdansk, encore peu nombreuse, un signal important. Ce fut Bogdan Borusewicz, membre du Comité d'Autodéfense Sociale "KOR" et des Syndicats Libres, qui déclara du commencement de la grève. Renvoyé quelques années auparavant pour faits de dissidence, Lech Wałęsa et trois jeunes ouvriers des chantiers de Gdansk se chargèrent d'organiser la grève.

14-16 août

Dans les Chantiers Navals de Gdansk, la grève est déclenchée au nom de la solidarité avec une ouvrière licenciée — et persécutée à plusieurs reprises pour agissements oppositionnels — Anna Walentynowicz. Dans les chantiers, et à travers toute la ville, on distribue dès l'aube des tracts prenant sa défense.

Un des ouvriers ayant pris part au déclenchement de la grève raconte: «Les gens affluaient de tous côtés pour voir ce qui se passait. Alors, nous leur criions: "Arrêtez les machines et venez avec nous". Un grand nombre d'ouvriers nous ont rejoint.» Lech Wałęsa fait son apparition aux chantiers et proclame une grève d'occupation.

Dès le lendemain, la grève s'étend à d'autres chantiers, aux ports et aux entreprises de transport de trois villes: Gdansk, Gdynia et Sopot. Les autorités coupent les voies de communication entre le littoral et ses arrières.

Dans les chantiers de Gdansk, après plusieurs compromis passés avec la direction, les négociations aboutissent, le 16 août, à une première série d'accords. Proclamant la fin de la grève, Lech Wałęsa suscite alors une protestation violente des délégués des entreprises de moindre taille, qui n'auront aucun poids face aux autorités. Prise au nom des revendications de l'ensemble des entreprises, une décision transforme aussitôt la grève des chantiers en grève de solidarité.



LA GRÈVE AU PROFIT DE TOUS

122

Un millier de personnes, seulement, passent la nuit dans les chantiers. Des bruits courent sur une pacification possible de la grève. Une fois les délégués des autres établissements arrivés, on crée le Comité de Grève Inter-entreprises. Au cours de cette même nuit est également établie la liste des 21 revendications communes à tous les établissements en grève. Parmi les revendications les plus importantes, on compte: la création de syndicats libres et indépendants du parti, la garantie du droit de grève, le respect de la liberté d'expression, l'assurance de réembauche pour les personnes injustement licenciées, la libération des détenus politiques, la suspension de toutes poursuites pour délit d'opinion.

Bogdan Borusewicz: «Le premier point — les syndicats libres —, c'était le maximum de ce que nous pouvions obtenir. Il était important de ne pas donner aux Soviétiques de prétexte à intervenir, comme en 1968 en Tchécoslovaquie».

Nous nous trouvons à un véritable tournant. Ce mouvement revendique pour la société la garantie des droits les plus élémentaires, et il représente en même temps un ultime secours pour le pays en passe de sombrer. [...] Il tâche de sauver le pays, mais il le sauve contre le pouvoir. Ce pouvoir, pourtant, on ne peut le renverser, puisque les chars soviétiques veillent sur lui. Nous devons donc faire l'impossible, nous organiser contre le pouvoir sans le renverser. Nous devons le forcer, pas à pas, à accepter des réformes menant vers la démocratie, sans pour autant en renverser la façade totalitaire et prosoviétique.

Jacek Kuroń (Comité d'Autodéfense Sociale "KOR")

Le mouvement qui finit par dépasser jusqu'aux espoirs les plus audacieux de l'opposition est né dans les Chantiers Navals.

Krzysztof Bobiński (journaliste)

**UNE RÉVOLUTION
PACIFIQUE**



Photo: Zanon Miroda

17-22 août

À la suite des messes en plein air, aux chantiers de Gdansk et de Gdynia, avec la participation de milliers de personnes issues des chantiers mais aussi de partout ailleurs, le sentiment de force et de former une communauté augmente considérablement. Le Comité Inter-entreprises de Grève présente aux autorités la liste de ses revendications et déclare être prêt à entamer des pourparlers. Les autorités feignent toutefois d'ignorer son existence et tentent, en vain, de diviser les grévistes.

Pendant ce temps, de nouvelles entreprises rejoignent chaque jour le Comité de Grève, qui compte 156 entreprises le 18 août et déjà 350 le 21 août. Jamais auparavant la République Populaire de Pologne ne connut de manifestation de cette ampleur ni d'un tel degré de solidarité. Chaque journée apporte son lot de décisions importantes pour la vie de la région et des chantiers, devenus quant à eux, en quelques jours, "un Etat dans l'Etat".

Les autorités essayèrent de bloquer toute information sur les grèves. Le 20 août commencèrent les arrestations des dissidents faisant figure d'"émissaires" des grévistes dans les autres régions de la Pologne.



Photo: Bogdan Wierzbicki

Le soir du 22 août, Tadeusz Mazowiecki et Bronisław Geremek, signataires de "l'Appel des 64 intellectuels" prêtant appui aux ouvriers et exhortant les autorités à engager le dialogue, arrivent à Gdansk.

Lech Wałęsa: «Je leur ai demandé ce qu'ils avaient à nous proposer concrètement, car nous avons vraiment besoin d'aide. Geremek a répondu: "Nous sommes des intellectuels. Nous ne sommes pas faits pour ça. Nous pouvons prendre le rôle de conseillers, d'experts". Ça, c'était une idée.» La participation des intellectuels donna à la grève un caractère de portée nationale. Ils ont été chargés de trouver des méthodes de négociation avec le pouvoir, lequel finit par accepter le dialogue.

UN ÎLOT DE LIBERTÉ

On peut avoir de grands projets, des scénarios tout prêts, mais on demeure tout de même un être humain: quand on est perché sur une pelle mécanique – derrière le dos du directeur des chantiers, dans lesquels on vient de pénétrer comme un voleur –, c'est comme si on sautait, tête première, dans l'immensité de l'inconnu, avec le sentiment qu'on annule, qu'on transgresse toutes les habitudes et toutes les conventions auxquelles on est habitué.

Indépendamment des préparations antérieures, il a ainsi fallu faire des choix, et tout se passait alors en quelques fractions de seconde. On ne pouvait rien répéter, rien recommencer.

Lech Wałęsa

On a trouvé un chariot, sur lequel j'ai grimpé, puis je me suis présenté – j'ai indiqué qui j'étais et ce que j'avais fait jusqu'alors. J'ai commencé à expliquer aux gens la manière dont nous devons organiser cette grève.

Ce qui m'a permis d'obtenir une certaine autorité, c'était la discussion avec le secrétaire du parti, qui voulait pousser les gens au travail. Je l'ai publiquement repoussé à sa place et ridiculisé. Les gens ont alors remarqué que je n'avais aucun respect de ce pouvoir. Ma manière d'agir, rapide et décidée, a ainsi été acceptée par les grévistes.

Andrzej Kołodziej (Gdynia)



Photo: Evans Olski

LES DIRIGEANTS DE LA GRÈVE

LES PREMIÈRES DISCUSSIONS

Le 23 août, dans les chantiers de Gdansk, les ouvriers et les représentants du pouvoir se trouvent face à face.

Pour les autorités, ces négociations sont un choc. Les représentants du Comité de Grève sont précis et critiques, ils disent ce qu'ils pensent d'une voix décidée mais sans agressivité.

Lech Wałęsa: «J'ai l'impression que quelque chose cloche dans le système de commande, de direction, de contrôle. Je suis ouvrier, mais je le vois ainsi».

Mieczysław Jagielski: «Je suis d'accord. Quelque chose ne va pas bien. Mettons-nous d'accord. Faites-moi confiance. Le Comité Central se prononcera sur ce sujet pendant la prochaine session plénière».

Lech Wałęsa: «Nous vous soufflerons. Ce que nous proposons est sans doute une solution: des syndicats libres, forts et énergiques, comme le souhaite le monde du travail».

Le lendemain, **Mieczysław Jagielski** rend compte de la situation à la direction du Parti à Varsovie. «Leur stratégie –

prolonger la grève à tout prix et gagner. [...] Devant le portail des chantiers, une foule puissante, agressive. [...] Les pourparlers sont difficiles, nous sommes constamment humiliés, traînés dans la boue. [...] Pendant combien de temps envisagent-ils de faire la grève? – je ne sais pas. La foule qui manifeste devant le portail grandit».

Le 26 août a lieu le deuxième tour des pourparlers avec la commission gouvernementale. Jagielski propose de réanimer, de renouveler les anciens syndicats. Wałęsa parle de la nécessité de créer de nouveaux syndicats, qui seront crédibles pour les ouvriers.

Après cet entretien, **Jagielski** constate: «L'essentiel de nos négociations se limite à la question, pour eux cruciale, de savoir si nous acceptons la création de syndicats libres et autogérés. Aujourd'hui ils demandent encore, demain ils peuvent ne plus demander. Le temps joue en notre défaveur».

23-26 août



Photo: Zbigniew Trypek



Photo: Zbigniew Trypek



Photo: Stanisław Sikdaczowski



Photo: A4 Photo

LES GENS DE L'AUTRE CÔTÉ DU PORTAIL

Cette foule devant le portail d'entrée était comme un bouclier protecteur. [...] Il ne divisait pas les gens, il les unissait.

Wojciech Adamiecki (journaliste)

Se rendre devant les chantiers était une sorte de devoir civique. Aux alentours de la gare, j'ai été une fois témoin d'une conversation entre deux époux:

– Elle: On va aux chantiers.

– Lui: Moi, je n'y vais pas. Il y a trop de monde, et où veux-tu aller traîner avec le gosse?

– Elle: Nous sommes à Gdansk, nous devons aller aux chantiers.

– Lui: Mais qu'est-ce que ça t'apportera d'aller te mêler à cette foule?


– Elle: Tu es devenu fou ? Après tout, il est de ton devoir d'aller aux chantiers et d'y rester un peu...

Ewa Juńczyk (journaliste)

Suite à l'impasse causée par le refus du pouvoir de créer des syndicats libres, le but des grévistes est de persévérer.

À l'Etat-Major spécial des Affaires Intérieures fut élaboré le plan de "blocus des chantiers de Gdansk par les unités anti-émeutes ZOMO avec un ultimatum, l'appel au petit nombre de personnel (sic) restant de quitter les lieux". Mais la direction du parti rejette cette proposition: «Entrer dans les chantiers n'est pas réaliste, ça ne donnerait pas grand-chose et pourrait aboutir à une effusion de sang».

examinant la situation, le Ministère de la Défense demande la permission de mettre tout de suite trois divisions blindées et une division mécanisée en état de préparation au combat pour le 29 août à 18 heures, afin de former des troupes au cas où l'aide armée s'avérerait nécessaire pour la République Populaire de Pologne». La commission souligne ensuite que, si l'armée polonaise «passe du côté de la contre-révolution», des divisions supplémentaires seront nécessaires.



Le 28 août, la commission gouvernementale se rend de nouveau aux chantiers de Gdansk pour discuter des autres revendications — entre autres de la censure et de la suppression des répressions politiques. Le même jour, le Procureur Général réclame une enquête et demande de procéder à la mise en garde à vue des "principaux organisateurs des menées antisocialistes dans le pays".

Le 28 août, une commission soviétique spéciale pour la Pologne constate: «En

27-30 août

Le 29 août arrive aux chantiers la nouvelle de ces projets de débarquement. La nuit passe tranquillement, mais une crise ne se fait pas attendre — les grèves éclatent pratiquement dans toute la Pologne, y compris les mines en Haute Silésie. Face à la menace d'une grève générale, le pouvoir décide de passer un compromis. Il en informe la partie soviétique. Le 30 août, pendant la 5^e session plénière du Comité Central, est annoncée la décision de signer les accords.



Photo: A4 Photo

Je réfléchissais alors à une forme graphique susceptible de remonter le moral des grévistes. Je voulais créer un symbole, un signe expressif. [...] Ma conception

partait d'une association d'images: à la manière des gens qui, dans une foule compacte, se soutiennent mutuellement, les lettres de ce mot devaient, elles aussi, se soutenir les unes les autres. J'y ai ensuite ajouté le drapeau, car j'avais déjà conscience de ce que ce n'était plus une affaire locale mais nationale.

Je voulais en achever jusqu'aux moindres détails avant l'arrivée de la commission gouvernementale afin qu'ils puissent eux aussi ressentir cela.

Jerzy Janiszewski (auteur de l'emblème de "Solidarność")

L'EMBLÈME DE "SOLIDARNOŚĆ"



Photo: Stanisław Skłodowski

Il convient de rappeler que les dirigeants de la grève des Chantiers Navals se recrutaient parmi des personnes représentant des opinions radicalement divergentes, envisageant de manière différente la lutte contre le communisme. Or, en dépit de ces différences, nous savions nous écouter les uns les autres et discuter ensemble afin d'obtenir un certain consensus. [...] A l'extérieur, nous présentions et défendions alors la ligne définie en commun par les ouvriers, les intellectuels et les militants de l'opposi-

tion — et c'est cela justement la solidarité. C'est cela qui faisait la crédibilité du Comité de Grève. Ce respect mutuel aboutissait à ce que le pouvoir se trouvait dans l'impossibilité de nous manipuler en nous dressant les uns contre les autres. C'est précisément cette attitude-là qui nous a aidés à gagner la grève.

Alina Pieńkowska

(membre du Comité de Grève)

LES NÉGOCIATIONS POLITIQUES AVEC LE POUVOIR

Les grévistes des chantiers de Gdansk luttent jusqu'au bout en faveur des dissidents incarcérés. Leur libération est la condition de la fin de la grève. Cette condition est remplie par le pouvoir.

Lech Wałęsa: «Je voulais remercier encore une fois Monsieur le Premier Ministre, et tous ceux qui n'ont pas consenti à ce que les problèmes soient résolus par la force, de ce que nous nous soyons entendus entre Polonais, sans recours à la force.

[...] Nous avons obtenu tout ce qui était possible dans la situation actuelle. Mais nous obtiendrons aussi le reste, car nous avons obtenu l'essentiel: des syndicats libres et autogérés. C'est notre garantie pour l'avenir. [...] Je proclame la fin de la grève».

Mieczysław Jagielski: «Il n'y a ni vainqueurs ni vaincus. Il n'y a ni perdants ni humiliés. [...] Je dirai que nous avons trouvé le moyen de nous entendre!»

Les Accords de Gdansk sont la première brèche dans le bloc communiste.

Le pouvoir accepte la formation de nouveaux syndicats autogérés qui «respecte-

ront la Constitution de la Pologne Populaire». En plus, fut prise la décision que le gouvernement déposerait à la Diète le projet d'une nouvelle loi sur la censure, contenant le droit de porter plainte contre ses décisions, ce qui signifie en pratique une grande limitation de censure. Le gouvernement garantit le droit des travailleurs à la grève, s'engage à la révision des verdicts prononcés dans les procès politiques et donnera son accord pour le retour au travail des personnes injustement licenciées.

La déclaration de Walesa, rendue publique par la télévision soumise à la censure, donne aux gens en Pologne un sentiment de délivrance. D'un jour à l'autre, le pays change d'aspect.

31 août





Photo: Jan Morski/PAL EXPO

Le Comité de Grève de Gdansk se transforme en Comité fondateur de nouveaux syndicats. Le 10 novembre 1980 NSZZ "Solidarność" est enregistré en tant que syndicat légal. Commence une période de démocratisation dans un régime non démocratique — l'animation des activités sociales est néanmoins freinée par la crise économique qui s'aggrave; les deux parties qui se sont entendus en août deviennent de plus en plus hostiles.



Photo: Archives de MSWIA

Le 13 décembre 1981, le général Jaruzelski, chef du parti au gouvernement, instaure l'état de guerre, interrompant ainsi brutalement le processus de démocratisation. Quasiment toutes les structures sociales

sont suspendues; "Solidarność" est mise hors la loi; des militants de l'opposition choisissent la clandestinité.

Vers la fin des années 80, une nouvelle vague de grèves traverse le pays. La Pologne (et d'ailleurs tout le bloc communiste) est au bord de l'écroulement économique et politique. Le pouvoir se décide à reprendre le dialogue avec l'opposition à laquelle il essaie d'imputer une partie des responsabilités de la catastrophe qui approche. L'opposition accepte le dialogue en y voyant une chance de changements importants.



En février 1989, commencent les discussions de la Table Ronde où se rencontrent le pouvoir, l'opposition et des médiateurs recrutés dans les rangs de l'Eglise. Sont négociés la re-légalisation de "Solidarność" ainsi que l'annonce des élections libres au Sénat, et des 35 % des sièges à la Diète (où le pouvoir garde 65 % des sièges).

Les élections parlementaires de juin 1989 apportent une défaite écrasante des communistes. "Solidarność" emporte presque tous les mandats "démocratiques".



Tadeusz Mazowiecki. Après Août 80, il est coauteur de la forme finale de "Solidarność". Interné pendant l'état de guerre. Il représentait l'opposition dans les contacts avec l'étranger. Il a joué un rôle-clé dans les négociations de la Table Ronde. Le 24 août 1989, en tant que candidat de "Solidarność", il est appelé par la Diète au poste de Premier Ministre – un événement retentissant dans toute l'Europe de l'Est.

Photo: Janusz Mazur / PAP



Lech Wałęsa. Dirigeant des syndicats "Solidarność" qui comptaient plusieurs millions de membres. Interné pendant l'état de guerre. Elargi en novembre 1982, il devient le leader de la "Solidarność" illégale. En 1983, il reçoit le prix Nobel de la paix. Après les grèves de 1988, il engage des négociations avec le gouvernement, ce qui aboutit à la Table Ronde. Le 22 décembre 1990, il devient le premier président de la Pologne démocratique. Il reçut les insignes du pouvoir présidentiel du Président de la Pologne en exil qui avait maintenu la continuité de la légalité depuis 1939.

Photo: Cliff Schaeppa / PAP / RFA



Bronisław Geremek. Conseiller de "Solidarność", coauteur du programme "Pologne – République Autogérée". Pendant l'état de guerre il est interné, puis arrêté. En 1989, il est un des artisans des accords de la Table Ronde puis député de "Solidarność" à la Diète. Depuis 1991, il est un des leaders de du parti l'Union Démocratique et depuis 1997 – de l'Union pour la Liberté. Au mois de mars 1999, en tant que Ministre des Affaires Etrangères (1997-2000), il signe le document de l'entrée de la Pologne à l'OTAN.

Exposition du Centre KARTA – sous les auspices
du Ministère de Affaires Etrangères de la Pologne

Rédaction des textes – Zbigniew Gluza, Katarzyna Madoń-Mitzner
Choix des photos – Tomasz Gleb
Projet graphique – Danuta Błahut-Biegańska
Traduction – Maria Werner-Mickiewicz

Consultation linguistique – Alexandre Escudier, Michał Lisowski
Collaboration – Agnieszka Knyt, Krzysztof Bogusz
Impression sur panneaux – ArtGraph, Studio Ten
Réalisation des supports – Jacek Kizny

Auteurs des photographies:

Jean-Louis Atlan/SYGMA/FREE, Erazm Ciołek, Wojciech M. Druszcz, Witold
Górka, Aleksander Jałosiński, Stanisław Markowski, Janusz Mazur/PAP, Zenon
Mirota, Jan Morek/PAI-EXPO, Grzegorz Nawrocki, Chris Niedenthal/FORUM,
Bogusław Nieznalski, Maciej Osiecki, Cliff Schiappa/PAP/EPA, Stanisław
Składanowski, Mirosław Stępiak, Jerzy Szot, Zbigniew Trybek, Tomasz
Wierzejski/AG, A4 Photo, les Archives de MSWiA

LE CENTRE KARTA

Le Centre KARTA est une organisation indépendante non gouvernementale dont l'objectif est de documenter et de propager – à l'aide de publications, concours, conférences et expositions – l'histoire de la Pologne ainsi que de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est au XX-e siècle. Fondation depuis 1990, KARTA fonctionne (au début comme journal clandestin) depuis le mois de janvier 1982. En novembre 1987, KARTA initia les Archives de l'Est – un centre indépendant de documentation de l'histoire contemporaine falsifiée par les communistes.

En 1991 parut le premier numéro légal de la revue trimestrielle "Karta", qui présente l'histoire contemporaine à travers des témoignages personnels: mémoires, journaux, lettres, relations, enrichis de documents, de commentaires d'historiens et de photos de plus en plus nombreuses.

Le Ministère des Affaires Etrangères
Al. J.Ch.Szucha 23, 00-580 Varsovie, Pologne
www.msz.gov.pl, e-mail: dd.kul@msz.gov.pl
tel. (48-22) 523-90-00

Le Centre KARTA
ul. Narbutta 29, 02-536 Varsovie, Pologne
http://karta.icm.edu.pl, e-mail: ok@karta.org.pl
www.dnisolidarnosci.com.pl
tel. (48-22) 848-07-12

■ Grenoble, Italie, Pologne,
Grande-Bretagne, Canada. —

Mme Danna Majeranowski, son
épouse; Jacques et Nunzia Majera-
nowski et leurs enfants; Antonio et
Mariuccia Falzone; parents et amis,
vous font part du décès de

Monsieur

Jan MAJERANOWSKI

capitaine de réserve

ancien résistant de la Libération

croix de vaillance (polonaise)

croix de guerre 39-40

croix de guerre 40-45

chevalier de l'ordre du Mérite

Le service religieux aura lieu le mer-
credi 24 janvier 1990, à dix heures, au
centre œcuménique Saint-Marc,
avenue Malherbe, suivi d'une inciné-
ration dans l'intimité. Ni fleurs ni cou-
ronnes. Condoléances sur registre.

■ Grenoble. — L'Amicale et les
anciens combattants polonais ont la
tristesse de vous faire part du décès
de

Jean MAJERANOWSKI

leur président d'honneur

capitaine de l'Armée polonaise

lieutenant de l'Armée française

croix de guerre avec Palmes

croix de vaillance

chevalier de

l'Ordre national du Mérite

Les funérailles auront lieu mercredi 24
janvier 1990 à dix heures au Centre
œcuménique Saint-Marc, av. Mal-
herbe à Grenoble.

LE COIN DES POLONAIS

139

NECROLOGIE ■

MARIAN BEDNARSKI

Notre compagnon, Marian Bednarski, nous a quittés pour toujours. Né en 1913 à Varsovie, ancien combattant 39-45, établi en France à Grenoble depuis 1948, un des membres fondateurs de l'Amicale polonaise du Dauphiné, ainsi que de la section des anciens combattants polonais en Isère, notre ami était toujours présent à toutes nos manifestations, réunions, prenait part à toutes nos activités. Il s'est donné tout entier à l'aide à la Pologne, en préparant des milliers de colis, remuant des tonnes de marchandises, chargeant des dizaines de camions. Il n'a jamais ménagé ses efforts, sa peine ni ses efforts pour le comité « Aide-Pologne ».

L'homme était d'une droiture et d'une rigueur morale exemplaires; jusqu'au bout fidèle aux valeurs traditionnelles de la Pologne éternelle. Czesc Jego Pamieci !

La situation en Pologne est très mauvaise. En plus de la dureté de la vie matérielle, on nous signale de nouvelles arrestations. Aussi, le bureau exécutif étudiera les problèmes d'aide, en priorité aux familles des prisonniers politiques.



Le groupe folklorique de l'amicale a repris ses représentations; nous étudions la possibilité d'une certaine autonomie de ce groupe, évidemment au sein de notre amicale. Nous rappelons que la responsable artistique de la chorale est en même temps la vice-présidente de notre association. Une salle spéciale a été prévue pour la troupe dans notre maison, rue Docteur-Hermite.

La fête de Montbonnot est fixée au dimanche 26 juin; espérons que ce pique-nique aura autant de succès qu'en 1987.

**LES ANNÉES 1945-1991.
RECONSTRUCTION DU PAYS
ET LUTTE POUR LA PLEINE
SOVERAINETÉ**

Les communistes qui prirent le pouvoir en Pologne en 1945, appuyés par la puissance soviétique, ne représentaient qu'un groupe marginal. Le Parti communiste ouvrier de Pologne était né en 1918, dans la clandestinité. En 1938, le Parti communiste de Pologne, qui lui avait succédé, avait été dissous sur recommandation de Staline. La majorité de ses dirigeants avaient péri dans les prisons de l'URSS. C'est seulement après l'attaque allemande contre l'Union soviétique qu'un groupe d'initiative fut envoyé d'URSS dans les territoires polonais pour créer le Parti ouvrier polonais (PPR). C'était un parti peu nombreux, ne reconnaissant pas les autorités légales de l'Etat polonais, n'ayant aucun appui dans la société polonaise. Sous la pression de l'URSS, il prit pourtant le pouvoir dans la Pologne d'après guerre.

Dès 1944, le Comité polonais de libération nationale avait conclu un accord avec l'URSS sur le tracé de la frontière orientale de la Pologne suivant la ligne Curzon. Cet accord fut ensuite confirmé par un traité, le 16 août 1945. La conférence de Potsdam (17 juillet-2 août 1945) avait fixé la frontière occidentale sur la ligne Oder-Neisse lusacienne. Le territoire polonais s'étendait sur 312000 km² et comptait, selon le recense-

162

ment de 1946, 24 millions d'habitants. Le déplacement du territoire national vers l'ouest s'accompagnait d'un transfert de la population allemande — ainsi en avait-on décidé à Potsdam — et du retrait de millions de Polonais des territoires orientaux perdus par la Pologne. Deux millions de Polonais environ restèrent cependant en URSS. La modification des frontières, les migrations massives dans un pays ruiné par la guerre, l'imposition du système politique soviétique, le maintien de nombreuses troupes soviétiques sur le territoire polonais après la guerre, le sentiment d'avoir été vaincus et la perte de l'indépendance nationale furent autant d'éléments composant le tableau dramatique de la situation du peuple polonais. Le sort des chefs héroïques et des soldats de l'Armée de l'intérieur arrêtés, exécutés ou déportés en Sibérie, insultés par la propagande officielle, était particulièrement tragique.

Le Gouvernement provisoire d'unité nationale se composait de représentants du Parti ouvrier polonais (PPR), du parti socialiste polonais (PPS) et du Parti paysan polonais (PSL). Le vice-Premier ministre, Stanisław Mikołajczyk, était resté à la tête du Parti paysan. Le pouvoir effectif se trouvait entre les mains du Parti ouvrier polonais qui disposait de l'armée, de l'appareil de sécurité et de l'appui soviétique. Après la liquidation par la terreur des vestiges des organisations clandestines, l'attaque politique fut dirigée contre le Parti paysan polonais. Stanisław Mikołajczyk comptait sur le soutien de la population mais les pressions et les fraudes communistes lors du référendum de 1946 et des élections de 1947 démontrèrent l'impuissance du Parti paysan, qui fut écrasé. Mikołajczyk dut fuir et un autre parti se substitua au sien, le Parti paysan unifié (ZSL), contrôlé par les communistes. L'étape suivante fut la liquidation du Parti socialiste polonais. Les communistes y parvinrent par le biais de la fusion du Parti ouvrier polonais (PPR) et du Parti socialiste polonais (PPS) dans le POUP, Parti ouvrier unifié polonais (PZPR), en décembre 1948. Ainsi disparut le Parti socialiste, malgré ses brillantes traditions et ses nom-

breux partisans. Dès lors, le parti communiste détenait le monopole du pouvoir.

Les communistes, qui voulaient imposer une refonte radicale des structures sociales, rejetaient les traditions historiques et nationales polonaises et l'aspiration généralisée des Polonais à l'indépendance. Ils envisageaient l'édification d'une société différente avec une culture nouvelle, une mentalité nouvelle et de nouveaux idéaux. Les crimes et l'injustice commis contre le peuple soumis à ce genre d'expériences devaient déboucher, selon eux, sur un avenir radieux. Le Comité polonais de libération nationale avait déjà tenté de s'attirer les bonnes grâces de la population en publiant un décret sur la réforme agraire. On morcela les propriétés foncières sans offrir de compensation et on vendit la terre aux paysans à des conditions avantageuses. En Pologne, la réforme agraire était indispensable. Mais dans sa mise en œuvre, les objectifs politiques l'emportèrent sur les impératifs économiques et sociaux. On créa des milliers d'exploitations paysannes non viables, dont la surface cultivable n'excédait pas 5 hectares. Les propriétaires fonciers furent éliminés, et avec eux un acquis culturel de plusieurs siècles. Les manoirs, leurs bibliothèques, leurs collections d'œuvres d'art, les archives familiales disparurent. La nationalisation de l'industrie (1946) posa moins de problèmes dans les premières années de l'après-guerre, car cette industrie était pratiquement en ruines.

Ni les pertes dues à la guerre ni la situation politique ne brisèrent la volonté de vivre des Polonais. Les années de l'après-guerre furent marquées par une rapide poussée démographique et un effort considérable de reconstruction du pays. Les Polonais transférés d'URSS s'établirent dans les territoires occidentaux dont ils aménagèrent les villes et les villages. Les habitants revinrent vers l'océan de ruines qu'était Varsovie, afin de rebâtir la capitale en l'espace de quelques années. Le plan triennal de reconstruction du pays (1947-1949) fut très efficacement rempli, d'autant que,

malgré la nationalisation de la grande et moyenne industrie, les autorités toléraient encore les coopératives et les petites entreprises privées.

En 1948, les communistes changèrent de politique. En économie, après l'anéantissement progressif de la production et du commerce privés, les lois du marché furent liquidées. On leur substitua l'économie planifiée. Cela permettait au pouvoir d'ajuster les investissements à la volonté politique des planificateurs. On lança des investissements intenses dans de gigantesques fonderies, dans la sidérurgie et des usines d'armement. On adapta la structure économique de la Pologne aux besoins de l'Union soviétique. Le pouvoir trouva le capital nécessaire à ces investissements en s'appropriant les biens privés, puis en changeant la monnaie par surprise (octobre 1950) — ce qui dépouilla les gens des deux tiers de leurs économies —, et en exploitant la campagne. Pour faciliter cette exploitation, conformément à la doctrine stalinienne, on entreprit la collectivisation forcée des terres.

Dans le domaine politique, ce furent les pires années de la terreur stalinienne. On eut recours à des accusations mensongères pour emprisonner les officiers et les soldats de l'Armée de l'intérieur. Dans les procès politiques, de nombreuses condamnations à mort tombèrent. Une lutte s'engagea au sein même du parti communiste. En 1948, elle aboutit à l'éviction de Władysław Gomułka du poste de secrétaire général du Parti ouvrier polonais (PPR). Il fut emprisonné en 1951. La Pologne était alors gouvernée, au nom de leurs mandants soviétiques, par le premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais, Bolesław Bierut, et par le maréchal russe Konstanty Rokossowski, envoyé par Moscou pour commander l'Armée polonaise.

Les années 1949-1954 furent marquées par une régression de la culture, soumise aux principes du réalisme socialiste; la création se trouvait au service d'une conception des plus primaires de la propagande.

Pendant la période stalinienne, l'unique organisation qui conserva son indépendance, bien que guidée par

des valeurs radicalement différentes des valeurs communistes, fut l'Eglise catholique. Le primat Stefan Wyszyński était à sa tête depuis 1948. La force de l'Eglise résidait dans la foi et le soutien d'une immense majorité de la population polonaise. C'est pourquoi toute attaque dirigée contre l'Eglise était du même coup une attaque contre les valeurs essentielles de la culture nationale. Le point culminant de la lutte du Parti ouvrier unifié polonais contre l'Eglise fut l'emprisonnement du primat Stefan Wyszyński en septembre 1953.

L'exemple même du modèle soviétique d'organisation de l'Etat fut la Constitution de la République populaire de Pologne du 22 juillet 1952, fondée sur les critères staliniens. La mort de Joseph Staline, le 5 mars 1953, et le lent processus d'abandon de la terreur en URSS exercèrent une influence, bien qu'avec retard, sur la situation en Pologne. En 1954, la terreur faiblit également en Pologne où se manifesta une critique officielle des « altérations constatées dans le travail des services de sécurité ». Les autorités du Parti et de l'Etat se retrouvèrent sous la pression d'un mécontentement social croissant.

Le caractère et les effets de la révolution communiste imposée du dehors à la Pologne subirent des changements. Après s'être accaparé la propriété privée, les autorités communistes de l'Etat consacrèrent effectivement à l'amélioration du niveau de vie des couches les plus pauvres une partie des moyens ainsi obtenus. La migration vers les villes, le plein emploi, la promotion sociale des groupes défavorisés, l'enseignement pour tous et la protection sociale généralisée obtinrent le soutien de la société. Cependant, la dynamique de la révolution ainsi conçue s'épuisa relativement vite. Le fardeau des investissements intenses et le déséquilibre du commerce avec l'Union soviétique hâtèrent l'effondrement économique et restreignirent les dépenses d'intérêt social. En même temps, la classe des bureaucrates communistes, qui n'était soumise à aucun contrôle politique et qui profitait matériellement du

système, commença à se différencier du reste de la société.

Conséquence de la débâcle du plan sexennal d'industrialisation (1950-1955), la population se trouva confrontée à une situation matérielle difficile. Le mécontentement de la société et le dégel politique en URSS entraînèrent un changement de politique du Parti ouvrier unifié polonais. Si minimes qu'elles fussent, ses concessions éveillèrent cependant de grands espoirs et une forte pression sociale s'exerça sur les autorités. La campagne se révolta contre la collectivisation, la ville contre les pénuries, l'intelligentsia contre les absurdités de la politique culturelle, et la nation tout entière contre les persécutions dont l'Eglise était victime et contre la subordination de la Pologne à l'Union soviétique. En mars 1956, des manifestations ouvrières éclatèrent à Poznań et furent étouffées dans le sang.

En octobre 1956, un tournant politique se produisit. Wladyslaw Gomulka devint premier secrétaire du Parti. Bien qu'avec réticence, la direction soviétique accepta les changements à la direction du Parti ouvrier unifié polonais et ne put se résoudre — comme en Hongrie — à une intervention armée. La proposition de Gomulka invitant à entrer sur la « voie polonaise du socialisme » reçut le soutien de la société. Cette voie polonaise devait reposer sur un certain degré d'indépendance par rapport à l'URSS, sur la création de conseils ouvriers dans les entreprises, sur l'arrêt de la collectivisation des terres, sur la coexistence de l'Eglise et de l'Etat et sur la prise en considération de certaines aspirations nationales et culturelles polonaises par les autorités. Le cardinal Stefan Wyszyński fut libéré, les autorités cessèrent de persécuter l'Eglise, se résignèrent au déclin des coopératives de production et à l'existence des exploitations paysannes individuelles. En outre, les soldats de l'Armée de l'intérieur injustement emprisonnés furent libérés. Un transfert des investissements s'opéra au bénéfice de la production des biens de consommation et de la construction de

logements. La censure fut réduite, de même que la pression administrative sur les milieux de la création. On admit un petit groupe de députés catholiques du club parlementaire « Znak » à la Diète.

Nombre de réformes promises furent rapidement abandonnées ou, en tout cas, au bout de quelques années. Le Parti revint à sa politique de conflit avec la société à laquelle on imposa des changements qualifiés de « socialistes ». Les années 60 furent une période de stagnation économique. La censure redoubla, tout comme la tendance du Parti à contrôler les milieux de la création. En 1964, cela déclencha une protestation de 34 artistes et intellectuels sous forme de lettre aux autorités. En guise de réponse, la répression s'abattit sur leurs auteurs. Wladyslaw Gomulka gaspilla cet appui dont il avait bénéficié de la part de la société en octobre 1956. Les attaques du pouvoir contre l'Eglise catholique s'accrochèrent. Les célébrations du millénaire du baptême de la Pologne, en même temps que les célébrations du millénaire de l'Etat polonais, se déroulèrent dans une atmosphère de chicanes de la part des autorités. La sage et prémonitrice lettre de l'épiscopat de Pologne aux évêques allemands, en décembre 1965 (« Nous pardonnons et nous prions qu'on nous pardonne »), qui inaugurait des années d'un difficile dialogue germano-polonais, se heurta à une protestation violente du Parti et du gouvernement. Les autorités refusèrent au pape Paul VI l'autorisation de venir en Pologne pour les cérémonies du millénaire du baptême.

La tension intérieure était renforcée par une lutte de fractions au sein même du Parti. La position politique de Wladyslaw Gomulka était efficacement minée par la fraction des « partisans » que dirigeait le vice-ministre (plus tard ministre) de l'Intérieur, Mieczyslaw Moczar. Cette fraction contrôlait l'appareil de sécurité, une partie de la presse et l'organisation des anciens combattants, ZBOWiD (Union des combattants pour la liberté et la démocratie). Elle tenta de trouver un terrain d'entente avec la société et utilisa bon nombre de lieux

communs aux accents nationaux. Dans sa lutte pour le pouvoir et les postes de direction, elle eut recours aux slogans antisémites. En mars 1968, avec le retrait d'un chef-d'œuvre de la littérature polonaise, *Les Aïeux*, d'Adam Mickiewicz, de l'affiche d'un théâtre, cette fraction déclencha une protestation des écrivains et de la jeunesse étudiante. Les troubles et les protestations gagnèrent de nombreuses villes universitaires mais furent violemment réprimés. La fraction des partisans de Moczar avait espéré désorganiser le système pour prendre le pouvoir, mais seul son premier objectif fut atteint. En revanche, ses actions antisémites provoquèrent l'émigration des juifs polonais et mirent en péril le bon renom de la Pologne. Mieczysław Moczar ne parvint pas au pouvoir, notamment parce que Władysław Gomułka avait le soutien du puissant secrétaire du Parti de la voïvodie de Katowice, Edward Gierek.

En août 1968, la participation des soldats polonais à l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie souleva l'indignation impuissante de la société dépossédée de tout pouvoir. Privé d'autorité, Władysław Gomułka remporta encore un important succès en politique étrangère. Le 7 décembre 1970, un traité fut conclu avec la République fédérale d'Allemagne, reconnaissant la frontière Oder-Neisse. Une semaine plus tard, le pouvoir procédait à une brusque augmentation des prix. Des grèves éclatèrent à Gdańsk. Le Parti réagit violemment, l'armée tira sur la foule des ouvriers sans défense. Władysław Gomułka perdit le pouvoir, Edward Gierek devenant premier secrétaire du Parti ouvrier unifié polonais.

La nouvelle équipe gouvernementale amorça une deuxième tentative de réforme du système — après celle de 1956 — à laquelle, pourtant, elle renonça très vite. Car les structures bureaucratiques créées dans le cadre de l'économie planifiée défendirent résolument leur pouvoir et les structures industrielles leurs investissements sans rapport avec les lois du marché. La fonderie « Katowice », gigantesque et techniquement dépassée, en était un symbole. Les investisse-

ments polonais considérables dans le complexe soviétique des combustibles assuraient au pays une source de matière première mais le faisaient dépendre d'un fournisseur exclusif de pétrole brut et de gaz. La politique agricole hostile aux exploitations individuelles provoqua des difficultés sur le marché des produits alimentaires, atténuées par une importation massive de céréales. La motorisation du pays fut un succès, grâce à l'achat de licences Fiat. Les voyages des citoyens polonais à l'étranger furent également facilités.

Une brève période d'élévation du niveau de vie prit fin au milieu des années 70. Les grands emprunts contractés dans les pays développés retardèrent la catastrophe économique sans parvenir à l'empêcher. Le faible niveau professionnel et moral du groupe dirigeant précipitèrent la dégénérescence du système. Le parti communiste, qui détenait le monopole du pouvoir depuis quelques décennies, s'appuyait sur la docilité: il se débarrassait des êtres indépendants, courageux, il réunissait des opportunistes sans idéal. Le groupe au pouvoir s'attribuait sans aucune gêne ce qui était théoriquement destiné à la consommation collective et à la satisfaction des besoins des plus démunis. L'absence de démocratie et de vie politique normale, la disparition de la propriété et de tout sentiment de responsabilité dans le travail et dans la gestion des affaires entraînèrent une corruption sensible de la société. Le travail bâclé, la vénalité, le vol, l'ivrognerie et la malveillance généralisée devinrent de véritables fléaux. La destruction des liens sociaux poussait les gens à ne veiller qu'à leur propre sauvegarde et à celle de leur famille. Ce phénomène ajouté à l'arbitraire du régime finissait par semer l'anarchie. A la fin des années 70, le Parti ouvrier unifié polonais comptait trois millions de membres, en majorité fort éloignés de l'idéologie communiste, cherchant une carrière facile et toutes sortes d'avantages. En dépit de la « propagande du succès » organisée par le pouvoir, la crise était bien réelle. En juin 1976, lorsqu'on augmenta le prix des denrées alimentaires, des grèves ouvrières éclatèrent. Elles furent

166

écrasées mais on ne tira pas sur la foule. Pour défendre les ouvriers opprimés, un petit groupe d'intellectuels fonda le Comité de défense des ouvriers (KOR). Les autorités combattirent le KOR, mais sans se résoudre à recourir à la terreur comme elles l'avaient fait contre l'opposition juste après la Seconde Guerre mondiale et à l'époque stalinienne.

La nouvelle opposition aux autorités communistes avait pris forme progressivement, à partir du milieu des années 60. Ce furent d'abord des initiatives isolées de groupes restreints de gens courageux. Les autorités réagirent en jetant les protestataires en prison, en les privant de travail ou en les chassant de leurs études, en interdisant les auteurs de publication. Les tensions s'apaisèrent au début des années 70, mais en 1975 un groupe de 59 intellectuels protesta contre les projets visant à introduire dans la constitution les principes du rôle dirigeant du Parti ouvrier unifié dans l'Etat et de l'alliance obligatoire avec l'URSS. L'Eglise catholique protesta également, de même que l'unique député du groupe parlementaire Znak. La naissance du KOR en 1976, du Mouvement de défense des droits de l'homme et du citoyen (ROPCIO), puis de la Confédération pour une Pologne indépendante (KPN), des comités étudiants de «Solidarité», du groupe des intellectuels «Expérience et avenir», ainsi que l'apparition de revues et d'ouvrages échappant à la censure, apportèrent une diversification de l'opposition. Elle restait pourtant limitée.

La majorité de la société polonaise, qui avait conservé le souvenir des sanglantes années staliniennes et des fusillades contre les ouvriers, en 1956 et 1970, craignait d'affronter directement le pouvoir. Mais la maladresse du groupe dirigeant corrompu, son manque d'autorité et sa soumission à l'URSS lui ôtaient toute légitimité. A la fin des années 70, la Pologne comptait environ 35 millions d'habitants. La génération nombreuse et dynamique née après la Seconde Guerre mondiale, qui n'avait pas connu la tragédie du stalinisme, revendiquait le droit à la parole. Les crises de 1968 et 1970

leur avaient enseigné que ni l'intelligentsia, de son côté, ni les ouvriers, du leur, ne s'opposeraient victorieusement au système.

La culture joua un rôle important dans l'élaboration des attitudes de la société polonaise. Malgré la censure et la pression administrative, le mécénat de l'Etat et le maintien d'un certain espace de liberté créatrice permirent, après 1956, l'épanouissement de l'école cinématographique polonaise, du théâtre, des arts plastiques, de la musique et de la littérature. En Pologne et à travers le monde, des artistes comme Andrzej Wajda, Jerzy Grotowski, Tadeusz Kantor, Witold Lutosławski et Krzysztof Penderecki devinrent célèbres. La création littéraire et scientifique de l'émigration eut une influence très nette sur le relâchement de la censure; de même, Radio Europe Libre en langue polonaise, l'Institut littéraire parisien et sa revue *Kultura* eurent une importance considérable en matière d'information. Grâce à eux et à d'autres institutions du même ordre, les Polonais n'étaient pas isolés de la culture européenne. Le prix Nobel de littérature attribué à Czesław Miłosz en 1980 mit en évidence la portée des œuvres nées en émigration.

L'Eglise catholique conservait une influence essentielle sur l'attitude des Polonais, préservant non seulement la foi mais aussi les traditions nationales. L'élection du cardinal Karol Wojtyła au trône pontifical en octobre 1978 et son voyage en Pologne en juin 1979 furent des événements décisifs. En accueillant le pape Jean Paul II, la société polonaise, écrasée par l'interdiction qui lui avait été faite de créer quelque organisation indépendante que ce soit, retrouvait son unité, sa force et le sentiment de sa dignité. L'été 1980 vit déferler une vague de grèves à travers le pays. A Gdańsk et à Szczecin, des comités de grève interentreprises virent le jour, réunissant des ouvriers représentant des régions entières. Lech Wałęsa [Walesa] prit la tête du comité de grève des chantiers navals de Gdańsk. Les intellectuels polonais les plus éminents issus de l'opposition se firent les conseillers des ouvriers. Les autorités se virent

contraintes d'ouvrir des négociations sur les 21 revendications formulées par les grévistes; à côté de revendications salariales, ils exigeaient la suppression de la censure et le droit de constituer des syndicats libres. Dépourvu de programme, le groupe au pouvoir accepta de faire des concessions, d'autant plus que des grèves éclataient également dans le centre industriel de la Pologne — en Silésie. En l'espace de deux mois surgit une gigantesque organisation de dix millions de membres: «Solidarité». C'était un syndicat en même temps qu'un mouvement social réformateur et prônant l'indépendance, ayant exclusivement recours à des méthodes d'action pacifiques.

Cependant, les concessions du parti au pouvoir n'étaient que temporaires. Les premiers secrétaires du Parti qui se succédèrent, Stanislaw Kania et Wojciech Jaruzelski, agissaient sous la double pression de l'appareil conservateur du Parti et de l'URSS, où le pouvoir de Leonid Brejnev était en plein déclin. Au bout d'un an et demi de coexistence du Parti et de Solidarité — coexistence pleine de conflits, avec le blocage des réformes par le Parti, des provocations répétées, la détérioration de la situation économique et les grèves —, dans la nuit du 12 au 13 décembre 1981, l'état de siège fut imposé à la Pologne. Le Conseil militaire de salut national (WRON) dirigé par le général Wojciech Jaruzelski prit le pouvoir. On interna les dirigeants de Solidarité, on eut recours à la force pour écraser les grèves (7 mineurs périrent dans la mine Wujek), on introduisit des commissaires militaires dans les usines et les bureaux, le couvre-feu fut décrété.

La population répondit à l'état de siège par une résistance civile massive. Au bout d'un mois, des dizaines de revues clandestines avaient déjà vu le jour, suivies par de nombreux ouvrages publiés dans les mêmes conditions. La censure et les efforts de propagande du parti communiste s'en trouvèrent neutralisés. L'alliance des intellectuels et des ouvriers, de même que le caractère pacifique de leur combat, valurent la reconnaissance et le soutien internationaux au syndicat Solidarité «délé-

galisé» et à la société polonaise tout entière. L'aide matérielle affluait, venue de France, d'Allemagne, des Etats-Unis, d'Italie et d'ailleurs. En 1983, Lech Wałęsa obtint le prix Nobel de la paix. L'élite éclairée du Parti, peu nombreuse, tenta d'introduire des réformes sans ébranler pour autant les bases du système. Pourtant, même ces timides initiatives furent bloquées par l'appareil bureaucratique. Le tragique désaccord entre le pouvoir isolé et la société, qui se prolongeait depuis 1945, se trouva renforcé.

La société chercha refuge auprès de l'Eglise, une institution qui assumait de multiples fonctions, pas seulement religieuses et caritatives; elle était devenue mécène et encourageait les arts, elle était lieu de rencontres et de manifestations patriotiques. Lorsque des fonctionnaires des services de sécurité assassinèrent le père Jerzy Popiełuszko, connu pour son activité d'opposant, en 1984, l'effervescence s'empara de la Pologne tout entière. Les autorités furent contraintes de livrer les assassins directs à la justice, qui mit en lumière la décomposition du pouvoir. L'état de siège ne résolut aucun problème, le pouvoir échappait au groupe dirigeant, l'économie était en ruines, le pays grevé de dettes considérables. La résistance de la société et l'autorité de l'opposition allaient croissant.

En 1988, une nouvelle vague de grèves déferla sur la Pologne. En 1989, grâce à la médiation de l'Eglise, on aboutit à des négociations entre les autorités et l'opposition autour d'une table ronde, favorisées par la conjoncture internationale, la perestroïka en URSS, le soutien des pays occidentaux aux réformes engagées en Pologne. En juin, comme convenu lors des négociations de la table ronde, des élections eurent lieu à la Diète et au Sénat. Les propres membres du Parti ne votèrent même pas pour ce dernier. Il n'obtint, péniblement, que les sièges que lui avait attribués par avance le contrat avec l'opposition. Plusieurs partis jusqu'alors inféodés au Parti ouvrier unifié polonais — le Parti paysan unifié (ZSL), le Parti démocrate (SD) — passèrent à l'opposition. Grâce aux efforts de Lech

Wałęsa, le premier gouvernement non communiste des pays du camp soviétique, le gouvernement de Tadeusz Mazowiecki, fut formé. Il apparut bien vite que l'exemple polonais allait précipiter des changements dans toute l'Europe centrale et orientale.

Le 1^{er} janvier 1990, le gouvernement Mazowiecki engagea une réforme économique particulièrement difficile, dont l'objectif était de rétablir l'économie de marché. L'inflation fut jugulée, la monnaie retrouva sa valeur, mais le prix à payer s'avéra fort élevé: la récession et la baisse du niveau de vie étaient considérables. Dans ce contexte, on aboutit à des tensions sociales qui trouvèrent leur reflet dans la campagne pour l'élection présidentielle, en décembre 1990, dont Lech Wałęsa sortit vainqueur. Le gouvernement de Tadeusz Mazowiecki tomba. Pourtant, le gouvernement de Jan Krzysztof Bielecki, formé avec la participation du président Wałęsa, poursuivit la réforme. En matière de politique étrangère, la continuité l'emporta également sur le changement: un traité d'amitié fut conclu avec la République fédérale d'Allemagne, on signa un accord sur le retrait des troupes soviétiques de Pologne et, en décembre 1991, un accord d'association avec la Communauté économique européenne. La coopération avec la Tchécoslovaquie et la Hongrie, engagées dans des réformes semblables, se déroula correctement.

En 1990-1991, de nombreux partis politiques virent le jour en Pologne. Le combat qu'ils engagèrent les uns contre les autres pendant la campagne des législatives concernait aussi bien leur participation au pouvoir que la direction des futures réformes. Le 27 octobre 1991 eurent lieu les premières élections vraiment libres à la Diète et au Sénat. Elles n'apportèrent la victoire à aucun parti, elles révélèrent le naufrage des opinions et la lassitude de la société après une longue période de privations. Pourtant, ce qui importe le plus, c'est que les problèmes gigantesques et terriblement délicats auxquels le futur gouvernement et la société seront confrontés puissent être résolus par la Pologne en tant qu'Etat souverain.

138

EXTRAITS du LIVRE

"UNE HISTOIRE

DE LA POLOGNE"

MICHAŁ TYMOWSKI

Les Editions NOIR S/BLANC.

-1993-

MONTRICHER / SUISSE /

Jak to było? Krótka historia Solidarności w 25 lecie jej powstania (1)

Kamil Świdorski

Zbliżają się hucznie zaplanowane obchody 25-lecia powstania „Solidarności”. Przypomnienie początku tego jednego z najważniejszych ruchów społecznych w historii nie tylko Polski, ale Europy, a nawet całego świata, ma być okazją do promocji Polski i jej niekwestionowanego, choć niedocenianego, wkładu w obalenie komunizmu. Warto więc choć przez chwilę przyjrzeć się temu fenomenowi XX wieku.

Wydaje mi się to niezmiernie trudne, być może nawet ponad moje siły. Bo jak pisać dziś o powstaniu „Solidarności”, gdy jej legendarny przywódca „strzela z gwinta” i spoufala się z komunistycznym kacykiem, który dzięki dobrodziejstwu demokracji, stał się prezydentem niepodległej Polski. Wszystko w ramach kiczu pojednania, do którego być może sprytnie wykorzystano śmierć Jana Pawła II. Jak pisać dziś o „Solidarności”, skoro Lech Wałęsa prosi publicznie Wojciecha Jarużelskiego (agenta polsko-sowieckiej Informacji Wojskowej ps. Wolski) o wystawienie świadectwa moralności, oczyszczającego byłego przewodniczącego z zarzutów o współpracę z SB? To tak jakby diabeł, a nie Pan Bóg miał sądzić nasze czyny w Dniu Ostatecznym. Jak pisać dziś o „Solidarności”, gdy osoba, która była w pewnym sensie, bezpośrednią przyczyną jej powstania - Anna Walentynowicz - nie ma środków do życia, i postkomunistyczny premier, proponuje jej emeryturę specjalną? Jak także pisać o „Solidarności”, skoro autor najlepszej jak dotychczas monografii o jej początkach, prof. Jerzy Holzer, przyznał się do współpracy z pelerowskim wywiadem, podczas wyjazdu do RFN w latach 60-tych?

Wreszcie jako historyk mam wątpliwości do horyzontu czasowego dzielącego nas od tych wydarzeń. Czy można beznamiętnie, używając aparatu naukowego i metod badawczych opisywać wydarzenia, których uczestnicy żyją i mają swoje spojrzenie na to, co się wydarzyło 25 lat temu? Osobiście nie jestem wolny od emocji gdy piszę te słowa. Nie zapomnę przecież nigdy widoku ojca skutego kajdankami przez ludzi z SB. Zawsze będę też wracał z dumą do jednej z najważniejszych rodzinnych pamiątek - fotografii mojej matki niosącej wspólnie transparent z Anną Walentynowicz, podczas demonstracji w Warszawie w latach 80-tych. Pomimo tych wszystkich trudności i rozterek postaram się w sposób syntetyczny przybliżyć Czytelnikowi przyczyny i przebieg „rewolucji Solidarności” w 1980 roku.

Źródła

Nudną ale prawdziwą konstatacją jest to, że każde zjawisko w historii ma swoje pośrednie, długotrwałe i bezpośrednie przyczyny. Można stwierdzić, że zaczęło się 4 I 1944 roku. Przeciwnemu zjadaczowi chleba ta data nic nie mówi, a wydaje mi się bardzo ważna. Tego dnia Armia Czerwona przekroczyła granice

przedwojennej Polski. Należy sobie uświadomić, iż powojenna geopolityka Europy była wyraźnie budowana na zasięgu pochodu wojsk Stalina. Linia, do której dotarli, bardzo szybko została nazwana przez Churchila „żelazną kurtyną”. Polska niestety znalazła się po radzieckiej stronie tej granicy. Panowanie ZSRR nad Polską nie przebiegało jednak sprawnie i bezproblemowo. Próba narzucenia z zewnątrz obcego systemu politycznego, gospodarczego i społecznego wymagała nieustannych represji. Społeczeństwo polskie w swej większości, tradycyjnie antyrosyjskie i głęboko wierzące, przez cały okres Polski Ludowej stawiało czynny bądź bierny opór komunistycznym okupantom, niezależnie od tego jakiej byli narodowości. Do 1980 roku opór przybierał różne formy, natężenie i zasięg oddziaływania ale, wydaje się, trwał nieustannie. Akowcy, partyzantka niepodległościowa, PSL, potem protesty robotnicze i inteligentkie, czerwiec i październik 1956, marzec 1968, grudzień 1970, czerwiec 1976 układają się w logiczną całość permanentnego konfliktu społeczeństwa z obcą i zupełnie wyalienowaną władzą. Każdy kto, żył w PRL i nawet funkcjonował w aparacie władzy i ucisku miał świadomość tego konfliktu. Słusznie zauważa Jerzy Holzer, że czerwiec 1976 powinien być dla władzy „gongiem alarmowym”. Tak się jednak nie stało. Niektórzy historycy, np. Francuz Daniel Beauvois, tę właśnie datę uważają za początek obalenia komunizmu. Wydarzenia od tego momentu nabrały szczególnej dynamiki. Powstanie KOR-u, PPN (Polskie Porozumienie Niepodległościowe), Ruchu Młodej Polski, Wolnych Związków Zawodowych, KPN-u, ROPCiO (Ruch Obrony Praw Człowieka i Obywatela), Studenckich Komitetów Solidarności, NOW-ej (Niezależnej Oficyny Wydawniczej) i wielu innych organizacji oraz grup alternatywnych wobec PZPR, wskazuje na znaczny ferment intelektualny w społeczeństwie mającym dość skompromitowanej ekipy Gierka i kolejno już nieudanego I sekretarza.

Poza tym w dorosłe życie wkraczało nowe pokolenie, wychowane w całości w PRL, a mimo to umiejące myśleć niezależnie i dobrze pamiętające masakrę z 1970 roku. Pozbawione realnych możliwości uczciwego awansu społecznego i prawdziwej samorealizacji, gotowe było walczyć o swoją przyszłość aż do najwyższej ofiary. W teoriach socjopolitycznych zwraca się szczególną uwagę na rolę młodych ludzi

w organizowaniu wszelkich ruchów kon-
testujących istniejący porządek. Ważnym elementem było także otwarcie Polski na Zachód w dekadzie gierkowskiej, dzięki odprężeniu i procesowi KBWE. Wyjazdy zagraniczne coraz liczniejszej rzeszy Polaków pozwalały konfrontować faktyczną stopę życia w krajach kapitalistycznych, z nachalną komunistyczną propagandą, obnażając jej zakłamanie.

Szczególnie w tę atmosferę wpisuje się 16 X 1978, który być może jest jedną z najważniejszych przyczyn powstania „Solidarności”. Zaskakujący wybór metropolity krakowskiego Karola Wojtyły na Stolicę Piotrową nabierał szczególnego znaczenia przynajmniej w kilku wymiarach. Polska stała się bardziej zauważalna na arenie międzynarodowej, Kościół Katolicki w Polsce zyskiwał charyzmatycznego przewodnika, który dodawał każdemu swym wystąpieniem siły i nadziei w walce z zakłamanym systemem. Wreszcie społeczeństwo zyskiwało poczucie wolności duchowej od komunizmu, zyskiwało realną alternatywą wobec utopijnych wizji marksistowskich i przede wszystkim poczucie siły i nietykalności. Szczególne w tym względzie znaczenie miała pierwsza pielgrzymka Ojca Świętego do kraju w dniach 2-10 VI 1979. Setki tysięcy pielgrzymów gromadzące się w każdym miejscu papieskiej pielgrzymki, spokojne, dobrze zorganizowane, uświadomiły sobie swoją niezależność od systemu, a także jak wielką liczbę stanowią. Bezprzecnie dodało to odwagi i pewności w wyrażeniach następnego roku, oraz pozwoliło na samorganizowanie się w konkretnych formach politycznych. Sprzyjał temu pogłębiający się kryzys gospodarczy.

Strajk

Złośliwi twierdzą, że PRL upadł przez mięso i wędliny. Prawdą jest, że protesty z lat 1970, 1976, 1980 zaczęły się od sprzeciwu wobec podwyżek cen artykułów spożywczych. Bezpośrednią przyczyną fali strajków z lata 1980 roku była podwyżka niektórych gatunków mięsa i wędlin wprowadzona 1 VII. Reakcja robotników była natychmiastowa. Wybuchły strajki w Ursusie, Sanoku, Tarnowie. Choć władze częściowo wycofały się z podwyżek, nowa fala strajków rozpoczęła się 8 VII w Świdniku, a potem w całym regionie lubelskim. Szczególne znaczenie miał strajk na kolei, bowiem przez węzeł lubelski przechodziły transporty, do ZSRR, m.in. mięsa, szczególnie liczne ze względu na rozpoczynającą się 19 VII Olimpiadę w Moskwie. Rozwścieczeni lubelscy kolejarze przyspawali kilka takich składów do torów. Władze wysłały do Lublina wicepremiera Mieczysława Jagielskiego. Dając pieniądze na podwyżki plac Jagielski skutecznie ugasił strajki w lubelskim. Strajkowały nadal inne pojedyncze zakłady w Polsce.

Najważniejszy strajk wybuchł 14 VIII w Stoczni Gdańskiej im. W. Lenina. Bezpośrednią jego przyczyną było zwolnienie z pracy Anny Walentynowicz, dzia-



for. P. Fedorowicz

łączki strajkowej z 1970 roku, czynnej w WZZ. Natychmiast ukonstytuował się komitet strajkowy na czele z Lechem Wałęsą, również działaczem WZZ, który aby przedostać się do stoczni musiał dokonać słynnego skoku przez płot. Nie był wtedy pracownikiem stoczni, wyrzucony wcześniej za niezależną działalność związkową. Komitet wysunął żądania przywrócenia do pracy Walentynowicz i Wałęsy, zbudowania pomnika ofiar grudnia 1970, gwarancji bezpieczeństwa strajkujących, podwyżki płac o 2000 złotych oraz zasiłków rodzinnych podwyższonych do poziomu obowiązującego w milicji. 16 VIII dykcja stoczni zgodziła się na podwyżkę w wysokości 1500 zł. Wałęsa ogłosił zakończenie strajku po przegłosowaniu tej decyzji przez Komitet Strajkowy. Wywołało to oburzenie części załogi i przedstawicieli innych strajkujących przedsiębiorstw.

Wstoczni pojawiła się delegacja 21 zakładów z Bogdanem Lisem i Andrzejem Gwiazdą. Zaapelowali o kontynuowanie strajku. Wałęsa pod ich wpływem odwołał zakończenie strajku. 17 VIII powstał Międzyzakładowy Komitet Strajkowy z Wałęsą jako przewodniczącym, który miał przygotować wspólne żądania, w imieniu wszystkich strajkujących prowadzić rozmowy z władzami. Było to najważniejsze posunięcie strajkujących i zarazem najbardziej skuteczne. Z taką siłą komuniści musieli się liczyć, choć początkowo próbowali nie uznawać MKS-u, liczącego 18 VIII już 156 zakładów. W ten sam dzień MKS przedstawił wojewodzie gdańskiemu słynne 21 postulatów, spisanych przez 2 studentów na drewnianej sklejce, a ostatnio wpisanych przez UNESCO na listę światowego dziedzictwa. Warto je dokładnie omówić.

Ciąg dalszy w następnym numerze

115

25 lat Solidarności

Jak to było? Krótka historia Solidarności w 25 lecie jej powstania (2)

Kamil Świdorski

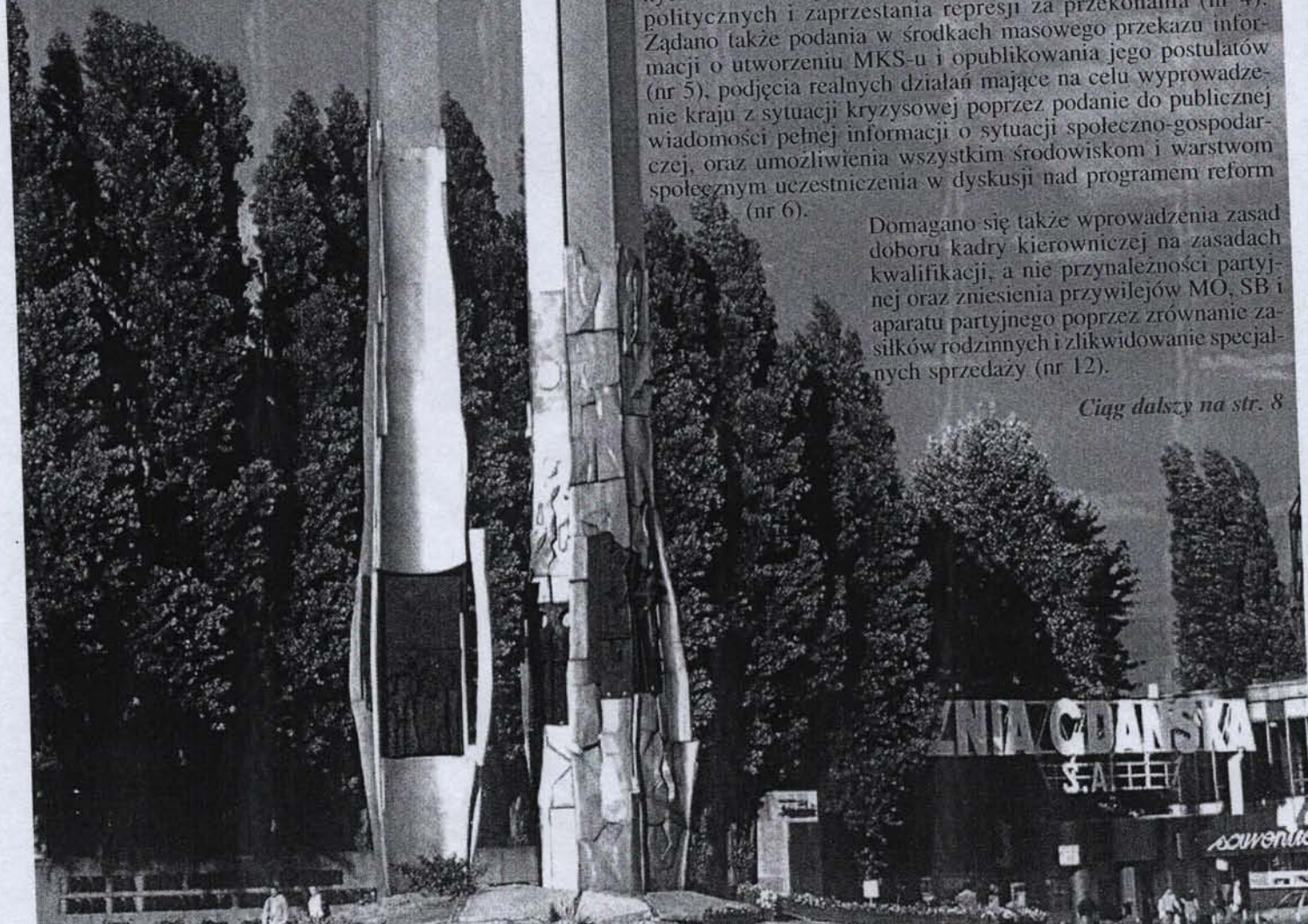
Trwają obchody 25-lecia powstania „Solidarności”. Przypomnienie początku tego jednego z najważniejszych ruchów społecznych w historii nie tylko Polski, ale Europy, a nawet całego świata, jest okazją do promocji Polski i jej niekwestionowanego, choć niedocenianego, wkładu w obalenie komunizmu. Warto więc choć przez chwilę przyjrzeć się temu fenomenowi XX wieku.

W ten sam dzień MKS przedstawił wojewodzie gdańskiemu słynne 21 postulatów, spisanych przez 2 studentów na drewnianej sklejce, a ostatnio wpisanych przez UNESCO na listę światowego dziedzictwa. Warto je dokładnie omówić.

Najważniejszy był punkt pierwszy, w którym domagano się utworzenia wolnych związków zawodowych, niezależnych od partii i pracodawców, na podstawie ratyfikowanej przez PRL Konwencji nr 87 Międzynarodowej Organizacji Pracy. Był to najtrudniejszy postulat do zaakceptowania przez władzę, łamał bowiem fundamentalny dla ustroju totalitarnego PRL monopol partii komunistycznej i stwarzał podstawy do pluralizmu, odpowiadającego ustrojowi demokratycznemu. Charakter polityczny miało 6 innych zadań. Domagano się zagwarantowania prawa do strajku oraz bezpieczeństwa strajkującym i osobom wspomagającym (nr 2), przestrzegania zagwarantowanej w Konstytucji PRL wolności słowa, druku, publikacji, a tym samym nie represjonowania niezależnych wydawnictw oraz udostępniania środków masowego przekazu dla przedstawicieli wszystkich wyznań (nr 3), powrotu do pracy ludzi zwolnionych po strajkach w 1970 i 1976, oraz powrotu na studia studentów wydalonych z uczelni za przekonania, uwolnienia wszystkich więźniów politycznych i zaprzestania represji za przekonania (nr 4). Żądano także podania w środkach masowego przekazu informacji o utworzeniu MKS-u i opublikowania jego postulatów (nr 5), podjęcia realnych działań mające na celu wyprowadzenie kraju z sytuacji kryzysowej poprzez podanie do publicznej wiadomości pełnej informacji o sytuacji społeczno-gospodarczej, oraz umożliwienia wszystkim środowiskom i warstwom społecznym uczestniczenia w dyskusji nad programem reform (nr 6).

Domagano się także wprowadzenia zasad doboru kadry kierowniczej na zasadach kwalifikacji, a nie przynależności partyjnej oraz zniesienia przywilejów MO, SB i aparatu partyjnego poprzez zrównanie zasilków rodzinnych i zlikwidowanie specjalnych sprzedaży (nr 12).

Ciąg dalszy na str. 8



Ciąg dalszy ze str. 2

Jak to było? Krótka historia Solidarności (2)

Pozostałe żądania miały charakter ekonomiczny lub socjalny. Domagano się wypłaty wszystkim pracownikom biorącym udział w strajku wynagrodzenia za okres strajku, jak za urlop wypoczynkowy (nr 7), podniesienia zasadniczego uposażenia każdego pracownika o 2000 zł na miesiąc, jako rekompensatę dotychczasowego wzrostu cen (nr 8), zagwarantowania wzrostu płac równoległe do wzrostu cen (nr 9).

Inne dotyczyły polepszenia zaopatrzenia w żywność (nr 10), zniesienia cen komercyjnych i sprzedaży za dewizy w tzw. eksporcie wewnętrznym (nr 11), oraz wprowadzenia na okres przejściowy kartek na mięso, aż do czasu opanowania sytuacji na rynku (nr 13). Pozostałe żądania socjalne dotyczyły obniżenia wieku emerytalnego (nr 14), podwyższenia rent i emerytur tzw. starego portfela do poziomu aktualnie wypłacanych (nr 15), poprawy warunków pracy służby zdrowia (nr 16), zapewnienia odpowiedniej ilości miejsc w żłobkach i przedszkolach dla dzieci kobiet pracujących (nr 17), wprowadzenia urlopu macierzyńskiego płatnego przez okres 3 lat (nr 18), skrócenia czasu oczekiwania na mieszkania (nr 19), podniesienia dodatku za rozłąkę (nr 20) i wreszcie wprowadzenia wszystkich sobót wolnych od pracy (nr 21).

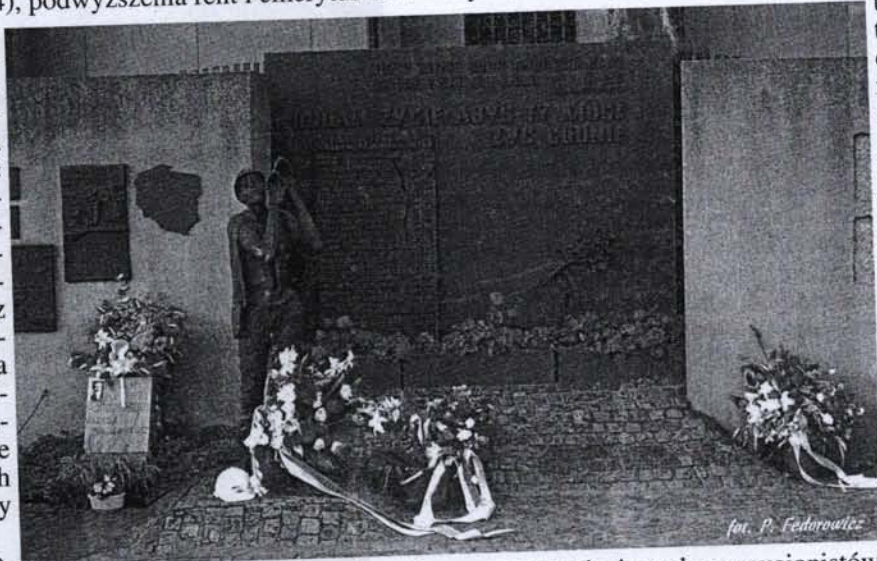
Żądania bardzo zróżnicowane i czasem ogólne (np. mieszkania) stanowiły jednak spójny program strajkujących, których przywódcy byli doświadczonymi działaczami wolnych związków, a ich poglądy nie odbiegały od nastrojów całego społeczeństwa. Nie bez znaczenia była też działalność KOR-u, który informował o sytuacji strajkowej w Polsce, przestrzegał przed kończeniem strajków, tylko na podstawie realizacji postulatów płacowych, oraz apelował o zgodę na powstanie niezależnych reprezentacji grup społecznych.

Właśnie 18 VIII, kiedy złożono 21 żądań, wybuchł strajk w Szczecinie gdzie również utworzono MKS i sformułowano 36 żądań, które pokrywały się z gdańskimi. Wieczorem w telewizji Gierek odrzucił postulaty polityczne strajkujących, zdecydował się jednak wysłać do Gdańska wicepremiera Tadeusza Pykę, dla prowadzenia rozmów z poszczególnymi zakładami. Jak zauważa prof. Andrzej Garlicki misja Pyki nie udała się z dwóch powodów. Po pierwsze dla strajkujących najważniejsze były postulaty polityczne, a po drugie Pyka był na niższym poziomie intelektualnym niż przedstawiciele robotników, był bowiem przykładem negatywnego doboru kadr w aparacie partyjnym i państwowym. Następnie postanowiono wysłać do Gdańska, wypróbowanego w Lublinie Jagielskiego, a do Szczecina Kazimierza Barcikowskiego. Negocjacje się ślimaczyły ze względu na nieustępliwą postawę władz, a także odbywające się 24 VIII plenum KC PZPR.

Ważnym wsparciem dla strajkujących był przyjazd do stoczni Mazowieckiego i Geremka z listem 64 intelektualistów popierających strajkujących robotników oraz utworzenie przy MKS-ie komitetu ekspertów. W jego skład weszło siedmiu warszawskich intelektualistów, wspomniani Mazowiecki i Geremek oraz, Cywiński, Wielowieyski, Kuczyński, Staniszkis i Kowalik. Swoją wiedzą i doświadczeniem wspierali robotników podczas pertraktacji i przy redakcji ostatecznego tekstu porozumień, przestrzegając przed pułapkami zastawianymi przez władzę. Zwłoka w negocjacjach nie służyła władzy, bowiem fala strajkowa rozszerzała się na cały kraj. 26 VIII strajkowały Wrocław, Łódź,

Rzeszów, „Cegielski” w Poznaniu, Huta im. Lenina w Krakowie. Dwa dni później zaczął się strajk na Śląsku, w Jastrzębiu w kopalni „Manifest Lipcowy” i w innych zakładach. Wszyscy popierali gdańskie postulaty.

W takiej sytuacji władze zdecydowały się na podpisanie porozumienia. Pierwsze podpisano w Szczecinie 30 VIII przez Barcikowskiego i Mariana Jurczyka, przywódcę tamtejszego MKS-u. W Gdańsku podpisanie ugody uzależniano od uwolnienia aresztowanych działaczy opozycyjnych. Ostatecznie Jagielski ugiął się oświadczając, iż następnego dnia wszyscy zostaną uwolnieni. O godzinie 17 zostało podpisane porozumienie między komisją rządową a MKS-em reprezentującym ponad 700 zakładów. Scenę wieczorem pokazała telewizja. Tekst był dość jednoznaczny, spełniał postulaty polityczne i ekonomiczne strajkujących. Zgodzono się na powstanie „niezależnych, samorządnych związków zawodowych, które byłyby autentycznym reprezentantem klasy pracującej”, oraz miałyby prawo opiniowania kluczowych decyzji gospodarczych i posiadania własnych wydawnictw. Władze zobowiązały się także do ograniczenia cenzury i zgodziły się na korzystanie ze środków masowego przekazu przez związki wyznaniowe, czego konkretnym wyrazem miała być niedzielna transmisja mszy przez radio. Zgodzono się także na powrót do pracy i na uczelnie zwolnionych w latach 1970 i 1976. Obiecano



Jan. P. Fedorowicz

uwolnić więzionych opozycjonistów oraz zobowiązano się do „pełnego przestrzegania swobody wyrażania przekonań w życiu publicznym i zawodowym”. Zobowiązano się również do spełnienia postulatów ekonomicznych i przygotowania w ciągu kilku miesięcy reformy gospodarczej.

3 IX podpisano porozumienia w Jastrzębiu, w którym ważnym punktem socjalnym było wprowadzenie wszystkich wolnych sobót i niedziel i zniesienie tzw. czterobrygadówki. Społeczeństwo z radością przyjęło podpisanie porozumień. Pierwszy raz w historii PRL-u poważny konflikt między władzą a społeczeństwem nie skończył się rozlewem krwi.

„Solidarność”

Po powrocie do pracy zaczęła się batalia o realizację porozumień. Kluczowa była kwestia nowych związków. MKS-y zaczęły się przekształcać w ich komitety założycielskie. Zasadniczo starły się dwie koncepcje, ogólnopolskiego związku i niezależnych regionalnych organizacji. Problem był poważny bowiem centralizacja w państwie komunistycznym źle się kojarzyła. Ostatecznie zwyciężyła koncepcja ogólnopolska lansowana przez mecenasa Jana Olszewskiego, który ułożył statut dla związku. 17 IX w Gdańsku przedstawiciele Międzyzakładowych Komitetów Założycielskich i Międzyzakładowych Komitetów Robotniczych z całej Polski powołali ogólnopolski Niezależny Samorządny Związek Zawodowy „Solidarność” oraz Krajową Komisję Porozumiewawczą. Nazwę zaproponował Karol Modzelewski. Na czele KKP stanął Lech Wałęsa. Związek miał być tworzony w zakładach, komisje zakładowe miały tworzyć regiony, a te wyłaniały KKP.

24 IX „S” złożyła w Sądzie Wojewódzkim w Warszawie wniosek o rejestrację i statut. Komuniści jednak nie dawali za wygraną. 24 X Sąd Wojewódzki w Warszawie wprowadził samowolnie zmiany w statucie „S”. Spowodowało to oburzenie w całym kraju, a KKP ogłosiła gotowość strajkową na 12 XI złożyła odwołanie do Sądu Najwyższego. 31 X w Warszawie

odbyły się rozmowy z premierem Pińkowskim. Ustalono, że „S” uzyskała 24 X osobowość prawną. Władze obiecały, że do 10 XI zostanie rozpatrzone odwołanie „S” dotyczące zmian w statucie oraz wyrazić zgodę na wydawanie ogólnokrajowego „Tygodnika Solidarność”. Ostatecznie 9 XI na posiedzeniu KKP w Gdańsku zgodzono się na kompromis w sprawie zmian w statucie. Andrzej Gwiazda zaproponował, aby zapis o kierowniczej roli partii znalazł się w aneksie obok fragmentów konwencji Międzynarodowej Organizacji Pracy. Następnego dnia Sąd Najwyższy zarejestrował statut NSZZ „S”. W ten sposób zupełnie legalnie w państwie totalitarnym zaczęła działać niezależna organizacja związkowa, która szybko skupiła w sobie 10 milionów członków. PZPR przez 40 lat swojego istnienia nie mogła zamaryć o połowie tej liczby. Powstał ruch społeczny, który od związku zawodowego bardzo szybko przeistaczał się w wielką machinę oporu wobec totalitarnego zniewolenia, realną alternatywę dla skompromitowanej partii komunistycznej. Zaczęło się 16 miesięcy „Solidarności” przerwane brutalnym wprowadzeniem stanu wojennego.

25 lat później

Dziś często pluje się na „Solidarność”, obwiniając ją za wszystkie problemy III RP. W teczkowym obłudzie, niestety, także wielu historyków, głosi tezy o wszechobecnej agenturze w związku, rzucając gromy na wielu byłych działaczy opozycyjnych. Zwolennicy „spiskowej teorii dziejów” mieszają wydarzenia z lat 1980-81, z porozumieniami Okrągłego Stołu próbując nam wmówić machinacje wielkiego układu „ciemnej z jasną stroną mocy”. Opamiętajmy się i nie plujmy na świętość! My - Polacy, niestety, umiemy mieszać z błotem wszystkich i wszystko. To co można zarzucić niektórym działaczom panny „S”, to choroba zakaźna, przed którą ciężko jest znaleźć lekarstwo. Bardzo trafnie zdiagnozował ją Andrzej Żabiński - I sekretarz KW PZPR w Katowicach. Mówił już we wrześniu 1980 o jednym z głównych centrów organizacji nowych związków - Hucie Katowice: „(...) Muszą wiedzieć, co to znaczy smak władzy. Należy im wszędzie udostępniać lokale. Najbardziej luksusowo urządzić jak tylko można. Ja już to ciągle mówię, ale jeszcze raz powtórzę w tym gronie: nie znam człowieka, którego by władza nie zdemoralizowała, to tylko kwestia jak szybko i w jakim stopniu. To już się u nich obserwuje, łatwy dostęp do pieniędzy, taksówkami do Gdańska, telefony, kontakt z sekretarzem KW, z wicepremierem, jeżdżą i po prostu szastają pieniędzmi, (...) a więc to jest kierunek słuszny (...)”.

Oczywiście nie wszyscy wpadli w tę pułapkę. Nie wszyscy działacze „Solidarności” poszli później do władzy i wyalienowali się od społeczeństwa. Część zaczęła budować swoją własną niezależność: na emigracji lub w III RP, tworząc różne firmy mniejsze i większe, zmagając się z prawami współczesnego kapitalizmu. Inni ledwo wiążą koniec z końcem i czują się oszukani, tak jak Anna Walentynowicz. Jeszcze inni pracują tam gdzie 25 lat temu, tak jak Ludwik Prądzyński - kolega Wałęsy ze stoczni, współorganizator strajku. Wszystkim, także tym, którzy zbłądzili musimy, mimo wszystko, naprawdę podziękować. Może to zabrzmie zbyt patetycznie, ale bez „Solidarności” nie byłoby wolnej Polski, Europy i świata bez widma III wojny światowej. Kto kwestionuje ich zasługi niech emigruje na Białoruś i przypomni sobie dawne lata. Nie byłoby „Solidarności” bez tych 10 milionów Solidarnych, nie byłoby też bez tej „solidarności” z małej litery. Pielęgnowmy ją w sobie i módlmy się o jej dar. Bez niej nie zbudujemy IV RP, ani żadnej innej wymarzonej Polski.

Solidarni

Nasz jest ten dzień
a jutro jest nieznanie
więc róbmy tak
jak gdyby nasz był wiek
pod wolny kraj
spokojnie kładź fundament (...)
SOLIDARNI
nasz jest ten dzień
zjednoczmy się
bo jeden jest nasz cel.

Kamil Świdorski



własnym głosem z Polski

Karol Badziak

Oddać wiernie po 25 latach genezę, tło, atmosferę i nastrój sierpniowych wydarzeń 1980 roku nie jest wcale łatwo. Język tamtych czasów był zupełnie inny: Stocznia Gdańska zwała się im. Lenina, a strajki - „przerwami w pracy” itp. Ale spróbujmy choć w dużym skrócie przywołać parę szczegółów z tych 18 historycznych dni sierpniowych.

14 sierpnia

Gdzieś w Polsce, to tu, to tam stały całe fabryki. W Lublinie, Łodzi, Warszawie, Tczewie, Mielcu. Do Gdańska docierają te echa z całego kraju i trafiają na grunt bardzo podatny, ze względu na pamięć Grudnia 1970 r., kiedy to zginęło z rąk komunistycznych siepaczy kilkuset robotników, a budowa pomnika poległych stoczniovców ciągle natrafiała na duże, tajemnicze przeszkody. Właśnie garstka młodych ludzi z Ruchu Młodej Polski postanowiła w czwartek, 14 sierpnia przypomnieć o tych wydarzeniach i w tym celu przysłała wcześniej do roboty i zaczęła rozwieszać plakaty informujące przy okazji o zwolnieniu z pracy Anny Walentynowicz. Wszyscy stoczniovcy z zainteresowaniem je czytali i zamiast iść do roboty, zbierali się w grupki i nerwowo dyskutowali. Około 30 osób udało się pod bramę, aby uczcić minutę ciszy poległych w 1970 roku ich przyjaciół. Następnie odśpiewali hymn narodowy, na odgłos którego wszyscy w stoczni rzucą pracę, a Wałęsa krzyczy: „Zakładamy strajk okupacyjny!”.

15 sierpnia

Strajk w stoczni im. Lenina spowodował, że 15 sierpnia na ulice Gdańska nie wyjechały autobusy, trolejbusy i tramwaje. Zaskobieni mieszkańcy spóźniają się tego dnia do pracy, a przed sklepami spóżywczymi ustawiają się długie kolejki. W stoczni powołano już komitet strajkowy na czele z Wałęsą, oczywiście. I Walentynowicz także. Pod bramą stoczni tłum kobiet z paczkami żywnościowymi i ciepłymi ubraniami, bo noce sierpniowe tego lata były chłodne. Wokół stoczni zaczyna powiewać coraz więcej flag biało-czerwonych.

16 sierpnia

Od samego rana rozmowy strajkujących z dyrekcją stoczni. W rezultacie Lech Wałęsa i Anna Walentynowicz zostają przyjęci do pracy. Największe spory z dyrekcją dotyczą żądań płacowych. Początkowo Komitet Strajkowy chce podwyżki 1500 zł dla każdego pracownika oraz żąda postawienia pomnika dla uczczenia poległych stoczniovców. Kiedy postanowiono zakończyć strajk, pod stocznia pojawiają się przedstawiciele komitetów strajkowych Stoczni Północnej, Stoczni Remontowej, PKS, ELMOR-u oraz ze Stoczni im. Komuny Paryskiej w Gdyni. Wszyscy zapewniają, że będą bronić sprawy do ostatniej kropli krwi. Rodzi się Międzyzakładowy Komitet Strajkowy. Determinacja i solidarność strajkujących

jest ogromna i stanowcza. W ludziach budzi się poczucie siły, bojowość, nawet ormowcy przestaczają się w obrońców strajkujących.

17 sierpnia - niedziela

Tego dnia w stoczni im. Lenina spotyka się 21 delegacji ze strajkujących zakładów Trójmiasta. Wszędzie mnóstwo wozów milicyjnych. Nad bramą stoczni pojawia się wielki dębowy krzyż z biało-czerwonym wieńcem. Po prawej stronie podobizna Jana Pawła II. O godz. 9 odbywa się Msza święta, którą odprawia ks. Henryk Jankowski, proboszcz parafii św. Brygidy. Msza św. przeradza się w patriotyczne nabożeństwo i kończy pieśnią „Słuchaj Jezusa, jak Cię błaga lud...” Tego dnia odczytano po raz pierwszy 21 postulatów strajkowych.

18 sierpnia

Strajkujących obudził krzącący nad stocznia samolot, wyrzucający ulotki wzywające ludzi do pracy. Do stoczni przyjeżdża coraz więcej delegacji ze strajkujących licznie zakładów. MKS wszystkich skrupulatnie rejestruje, dzięki czemu dziś wiadomo np., że taksówkarze Trójmiasta znaleźli się na 63 pozycji. Wieczorem zarejestrowało się już 156 zakładów, biorących udział w strajku powszechnym. Władze rządowe w Warszawie uznają Międzyzakładowy Komitet Strajkowy w Gdańsku i to jest pierwszy krok do uznania wolnych związków zawodowych „Solidarność”. W Gdańsku są już: Henryk Jabłoński i Stanisław Kania, a wieczorem w Telewizji przemawia I Sekretarz KC PZPR Edward Gierek. Godzi się publicznie na postulaty strajkujących i zapewnia, że sytuacja obecna zostanie rozwiązana metodami politycznymi. Powołana, tego samego dnia, Komisja Rządowa przygotowuje się do rozmów z robotnikami.

19 sierpnia

Mieszkańcy Gdańska wielce zaskoczeni. W sklepach spożywczych pojawiło się mnóstwo artykułów spożywczych, kurczaki, wędliny, sery. Coś niesamowitego. Strajkującym stoczniovcom bezpłatnie żywność dostarczają okoliczni chłopci. Rano zaczynają się pierwsze wstępne rozmowy Komisji Rządowej z MKS. Wicepremier Pyka proponuje, aby strajkujący wrócili do pracy. Nic z tego nie wychodzi.

20 sierpnia

Po północy w sali Urzędu Wojewódzkiego w Gdańsku trwają rozmowy na temat 21 postulatów. Lecz nie z MKS, ale z przedstawicielami jedynie 20 zakładów na

250 strajkujących. Propozycję Lecha Wałęsy, aby wszcząć rozmowy z MKS, Komisja Rządowa zbyła niczym. Na Wybrzeżu napięcie coraz większe. Delegacja AK-owców przysłała strajkującym stoczniovcom pieniądze na żywność. Przy bramie stoczni dwaj księża udzielają Komunii św., a jak ktoś sobie życzy to także sakramentu Namaszczenia Chorych. Cały Kraj patrzy z sympatią na to, co się dzieje w Gdańsku.

21 sierpnia

O godz. 17 rozpoczynają się wreszcie poważne rozmowy Komisji Rządowej z MKS-em. Miejsce Pyki zajmuje wicepremier Jagielski.

22 sierpnia

To już 9 dzień strajku powszechnego. 64 intelektualistów podpisuje apel, wzywający rząd PRL do porozumienia z robotnikami. W Gdańsku pojawiają się: Mazowiecki i Geremek.

23 sierpnia

Całe Wybrzeże pozbawione jest łączności telefonicznej z resztą kraju. Delegacja rządowa bojkotuje MKS, usiłując rozmawiać z pojedynczymi zakładami i branżami. Ukazuje się pierwszy numer biuletynu strajkujących „Solidarność”. O godz. 20 dochodzi do pierwszej rozmowy przedstawicieli rządu z przedstawicielami robotników. MKS reprezentuje 382 zakłady pracy. Wałęsa z Gwiazdą żądają na wstępie rozmów zniesienia blokady telefonicznej Gdańska. Wieczorem tego samego dnia pojawia się w Gdańsku delegacja MKS ze Szczecina na czele z Jurczykiem.

24 sierpnia

Członkowie MKS spotykają się z ekspertami zaproszonymi do pomocy przy redagowaniu poszczególnych postulatów strajkowych. Znajdują się wśród nich m.in. Mazowiecki, Geremek, Cywiński, Staniszkis, Kuczyński, Wielowiejski i inni.

25 sierpnia

Najważniejszym wydarzeniem tego dnia było zebranie 50 dziennikarzy, którzy zaprotestowali, że uniemożliwia się im rzetelną informację o tym, co się dzieje na Wybrzeżu. Ich oświadczenie brzmiało: „My, polscy dziennikarze, obecni na Wybrzeżu w czasie strajku, oświadczamy, że wiele informacji dotychczas publikowanych nie odpowiada istotnym tu wydarzeniom”.

26 sierpnia

Na terenie Stoczni im. Lenina pojawia się Komisja Rządowa. Rozpoczynają się nerwowe rozmowy, przede wszystkim na temat nowych związków zawodowych. Francuscy związkowcy przysyłają tego dnia 11 tys. franków na adres MKS oraz słowa poparcia i solidarności z Polakami. Wieczorem w Telewizji słynna homilia Prymasa Polski Stefana Wyszyńskiego wzywająca naród do rozsądku, umiaru, spokoju i zbożnej pracy. Po wielu, wielu latach Polacy dowiedzieli się, że homilia Prymasa została w wielu miejscach zniekształcona przez cenzorów Telewizji.

27 sierpnia

Pojawiają się ulotki z wierszami poświęconymi strajkowi.

28 sierpnia

Tego dnia delegacje robotników z całej Polski przywożą pieniądze stoczniovcóm, aby ci z głodu nie pomarli. Nawet „cinkciarze” przynieśli stoczniovcóm „zielone”.

29 sierpnia

Impas w rokowaniach trwa. W ramach solidarności z Wybrzeżem zastrajkowała huta „Warszawa” i Cegielski w Poznaniu.

30 sierpnia

Wałęsa rozdaje od rana pod bramą stoczni autografy. Nad bramą wisi hasło: „Proletariusze wszystkich zakładów - łączcie się”. Kolejna runda rozmów kończy się wyjazdem Jagielskiego do Warszawy.

31 sierpnia

Od rana trwa Msza św. celebrowana z ołtarza umieszczonego na przyczepie samochodowej. O godz. 16.40 moment podpisania porozumienia przez 4 członków Komisji Rządowej i 18 członków MKS. Na pożegnanie Lech Wałęsa powiedział: „Pokazaliśmy, że Polacy jak chcą, mogą zawsze się ze sobą porozumieć”. Wicepremier Jagieliński: „Rozmawialiśmy tak, jak Polacy powinni ze sobą rozmawiać, jak rozmawia Polak z Polakiem”.

A.D.P. – AMITIE DAUPHINE POLOGNE

Après les événements de POLOGNE en 1980-81 un grand mouvement d'Aide est né vis-à-vis de ce pays qui paya cher une fois de plus ;
« POUR NOTRE LIBERTE et LA VOTRE ».

Sur le plan grenoblois, Nathalie KUHN et Carine MICHELIN prirent l'initiative de créer l'Association « AMITIE POLOGNE ». Le local se trouvait au 18 rue Raspail à Grenoble. Avec de nombreux bénévoles, dont Mme FISZER, elles recueillent les médicaments auprès des distributeurs pharmaceutiques, des pharmacies, des particuliers. Auprès des hôpitaux et des cliniques, il est récolté des lits et autres matériels hospitaliers. Médicaments, mobiliers hospitaliers et matériels sont envoyés à Lyon où l'Association « EQUILIBRE » assure le transport et la répartition vers la Pologne.

Prises par d'autres occupations, Nathalie KUHN et Carine MICHELIN confient à Mme FISZER le soin de continuer l'action en faveur de la Pologne. Mme FISZER, avec courage et détermination, persévère dans l'œuvre entreprise et crée en 1990 l'Association « AMITIE DAUPHINE POLOGNE » (A.D.P.). A partir de ce moment là, le transport des médicaments et du matériel est assuré, au départ de Grenoble, avec les camions PEKAES envoyés par la commission caritative de l'Episcopat de Pologne.

En 1994, l'Association est obligée de quitter le local de la rue Raspail et s'installe dans l'immeuble où se trouve l'Amicale Polonaise du Dauphiné au 56 rue Docteur Hermite.

En 1996, Mme FISZER décède, Mme LE GOUIC qui était trésorière de l'Association d'A.D.P. en devient la présidente, et donne une nouvelle impulsion à l'organisation. Unanimement reconnue comme très efficace, elle est décorée de la CROIX du MERITE POLONAIS par le Consul Général de Pologne en septembre 2000. L'Association poursuit les contacts avec la Pologne en faisant parvenir des médicaments, du matériel hospitalier, etc...

Les conditions d'acheminement sont souvent rendues très compliquées et difficiles à cause de décisions des autorités polonaises. Cela va de certains médicaments interdits à l'interdiction complète.

Les moyens de transports sont parfois gratuits grâce à la coordination et l'action très efficace de l'organisation caritative dirigée par le Père PLATER.

Le destinataire des expéditions en Pologne est la pharmacie des DONS de CRACOVIE, sous le nom de « STOWARZYSZENIE POMOCY OBYWATELSKIEJ im. Anny FISZER » qui veut dire, Association d'AIDE CITOYENNE du nom d'Anna FISZER. Cette organisation qui existe depuis plusieurs années se trouve à CRACOVIE, est dirigée par BOGDANA PILICHOWSKA et composée d'un comité de plusieurs personnes issues de milieux divers tels que : pharmaciens, prêtres, médecins, intellectuels, et de la commission caritative de l'Episcopat polonais de Cracovie.

La collaboration avec A.D.P. donna des preuves irréfutables d'efficacité qui ne peuvent être contestées.

L'aide fit tâche d'huile puisqu'elle a permis aux polonais d'aider ponctuellement et modestement des pays limitrophes comme l'UKRAINE, la LITHUANIE et la BIELORUSSIE.

De nombreuses lettres de remerciements témoignent de la nécessité de cette aide. Il n'est pas possible de donner tous les détails mais nous vous signalons que, entre 1990 et 2006, il a été expédié 2 500 m3 de médicaments et de matériels hospitaliers.

Puisque nous évoquons les collaborations, il faut rappeler que :

- A.D.P. est installée au 56 rue Docteur Hermite dans le bâtiment de l'AMICALE POLONAISE du DAUPHINE.
- Que la collaboration entre A.D.P. et l'Amicale Polonaise du Dauphiné a toujours été HARMONIEUSE et que l'Amicale a très souvent collaboré pour charger les camions des dons pour la Pologne.
- Que A.D.P. a travaillé pendant plusieurs années avec l'ŒUVRE de MALTE grâce à laquelle des quantités considérables de médicaments ont pu être acheminées vers la Pologne.
- Que A.D.P. a également collaboré durant des années avec les Associations telles que : TERRE D'AMITIE – PHARMACIENS SANS FRONTIERES.
- Que A.D.P. a été composée d'une équipe de fidèles collaborateurs et que cette équipe n'aurait pas pu exister et réaliser tout ce qui a été accompli sans les directions successives de Mesdames Anna FISZER et Françoise LE GOUIC.

6 novembre Mar' 2006

PAMIĘTAJMY O TYCH DNIACH

Wydarzenia z grudnia 1981 roku należą do jednych z najtragiczniejszych dni naszej historii. Okazuje się jednak, że ludzka pamięć jest dość krótka, a społeczeństwo "wybiera przyszłość". Przyszłość bez pamięci o historii jest jednak zwodnicza, a budowanie czegokolwiek na amnezji grozi wcześniej czy później katastrofą.

Dzisiaj po 14 latach od pamiętnego Grudnia okazuje się raz jeszcze, że wybory z tamtego czasu rzutują na społeczne podziały dnia dzisiejszego. Bez dekomunizacji i lustracji doszło do samorozgrzeszenia się osób odpowiedzialnych za tragedię stanu wojennego. Dni wyborów moralnych z 1981 roku pokazały, kogo można uważać za patriotę, kto nie waha się poświęcić swojej pozycji czy kariery dla sprawy wolności i demokracji. Stojący dzisiaj w piórka socjaldemokratów politycy, pozostający w tamtych dniach po bezpiecznej i antynarodowej stronie barykady, chcieliby dzisiaj zamazać dawne podziały. Czy może istnieć coś bardziej urągającego zdrowiu moralnemu społeczeństwa jak widok dawnego sekretarza wojewódzkiego, który dzisiaj jako premier składa pod pomnikiem zabitych górników z "Wujka"? Dlatego 13 Grudnia zapomnieć nie wolno!

Tragiczne wydarzenia w Polsce miały swoje echa także nad Sekwaną. Być może warto je przypomnieć naszym Czytelnikom.

Przełom 1981 i 1982 roku był poza tym dość wyjątkowym czasem solidarności prawie całej polskiej diaspory. Jeszcze raz okazało się, że gościnną ziemią francuska przyjęła kolejną falę emigracji politycznej z nad Wisły.

Tak szerokich objawów sympatii ze strony Francuzów zapewne już się nie doczekamy. Wątpię też, czy kiedykolwiek może jeszcze dojść do tak spontanicznego połączenia się całej emigracji, niezależnie od jej kolorów politycznych. Powrót pamięcią kilkanaście lat wstecz pozwala przypomnieć, że normalne podziały demokratycznego społeczeństwa powinny ustąpić przed nadrzędnymi wartościami niepodległości, wolności i narodowej solidarności.

13 grudnia 1981 r. odbyły się w całej Francji 124 pochody solidarności z Polską. Największa manifestacja miała miejsce w Paryżu, gdzie na apel wszystkich prawie central związkowych, z wyjątkiem komunistycznej CGT, odbył się wielotysięczny pochód z Montparnasse na Plac Inwalidów, pod ambasadę PRL. Nieco wcześniej w godzinach rannych, pod tym samym budynkiem odbyła się spontaniczna manifestacja wielu Polaków, którzy wręcz szturmowali bramę ambasady

chronionej przez CRS. Demonstracje na Placu Inwalidów przeciągnęły się na kolejne dni grudnia, by potem przejść w cykliczne protesty każdego 13 dnia miesiąca.

Idea Krzyża na placu, będącego symbolicznym grobem ofiar stanu wojennego, powstała tuż po informacji o zabitych w "Wujku" górnikach. Krzyż pozostaje na swoim miejscu po dziś dzień, czekając decyzji merostwa Paryża o położeniu w tym miejscu pamiątkowej



tablicy z napisem: "W tym miejscu, począwszy od 13.XII.1981 r. Polacy i Francuzi protestowali masowo i solidarnie przeciwko wprowadzeniu stanu wojennego i prześladowaniom w Polsce, świadcząc swe poparcie dla SOLIDARNOŚCI, dla WOLNOŚCI i NIEPODLEGŁOŚCI Polski. Pamiętajmy o tych dniach".

Podobne manifestacje miały miejsce także w innych miastach Francji. W Lyonie demonstranci przełamali kordon policji i 21 grudnia dostali się do Konsulatu, który zdemolowali. Personel został ewakuowany przez siły porządkowe. W tym samym mieście, ma też miejsce symboliczna okupacja reżimowego biura podróży "Polonia". Budynek "LOT"-u zostaje pomalowany na czerwono. Na manifestacjach pod budynkami organizacji rządowych widać wszystkie kolory polityczne Francji. Od czarnych flag anarchistów po polityków prawicy, którzy jak F. Leotard biorą np. udział w wyświetlaniu na gmachu budynku paryskiej ambasady olbrzymiego portretu Lecha Wałęsy. Późniejszy francuski minister obrony, wówczas szef Partii Republikańskiej, osobiście obsługuje umieszczony na samochodzie rzutnik wyświetlający przeźrocza z wizerunkiem przywódcy "Solidarności".

To, co dzieje się od grudnia w

środkowisku polskim we Francji, ma charakter wielodziałaniowy. Od samego początku zaczęło się organizowanie pomocy humanitarnej dla kraju. Ruszyły pierwsze transporty z darami. Z drugiej strony zaistniała potrzeba objęcia opieką tych Polaków, których stan wojenny zastał nad Sekwaną praktycznie bez środków do życia. Francuskie władze uprawnily wówczas wszystkich Polaków do zapisania się do ANPE, a merostwa wydawały jednorazową pomoc finansową. Opublikowana tuż po 13 grudnia lista organizacji udzielających pomocy naszym

rodakom zawiera ponad 30 nazw różnych komitetów. Tylko na adres Polskiej Misji Katolickiej przyszły 64 tys. listów od Francuzów z wyrazami sympatii i solidarności. Niejako ukoronowaniem pomocy socjalnej dla Polaków pozostających we Francji jest powstanie Domu św. Antoniego na rue Daubenton.

Poza działalnością charytatywną rozkwitły także inicjatywy polityczne. Działacze studenckcy i związkowi, dzięki pomocy organizacji francuskich, utworzyli własne komitety koordynujące pomoc dla kraju. Od 18 grudnia działało w Paryżu radio "Solidarność FM". Wyszło też dużo tytułów prasowych i biuletynów, które uzupełniły prasę emigracyjną. W Paryżu powstały ważne ośrodki wydawnicze.

Spory rozgłos uzyskały akcje protestacyjne podejmowane przez miejscowe środowiska. W czasie mistrzostw Europy w łyżwiarstwie figurowym, na lodowisko dostała się grupa młodzieży, która rozłożyła transparenty "S". Zdarzenie relacjonowała TV. Do inicjatyw powstałych w Paryżu należało też podobne udokumentowanie obecności "S" na mistrzostwach świata piłki nożnej w Barcelonie, co spowodowało oficjalne protesty komunistów, ale obraz telewizyjny przedostał się wówczas do kraju. Z innych akcji warto odnotować np. wy-

dokończenie na str.12

dokończenie ze str.11

puszczenie 10 tys. balonów z ulotkami z duńskiego Bornholmu, pojawienie się transparentu "S" na wieży Eiffel'a, zmianę nazwy stacji metra "Stalingrad" na "Gdańsk", przykucie się kajdankami do pociągu odjeżdżającego do Moskwy, który nie tylko się spóźnił, ale w dodatku odjechał oplakatowany antykomunistycznymi ulotkami, czy też masową wysyłkę zakazanych w kraju książek. Te ostatnie były przemycane zarówno w proszkach do prania, co przyprawiało często właścicieli firm wysyłkowych o zawal serca, jak i w oryginalnie zapakowanych puszkach "cassoulet". Bywało więc, że zasiadająca do "zachodniej" kolacji rodzina w kraju, zamiast porcją fasolki otrzymanej z darów, musiała się zadowolić lekturą.

Nielatwe życie miały także zespoły, które nie podjęły artystycznego bojkotu w stanie wojennym. Występujące we Francji "Mazowsze" zostało "zadymione" w czasie koncertu. Podobny los spotkał również balet Kirowa. Tego typu spektakularnych akcji podejmowano znacznie więcej i czekają one, podobnie jak inne rodzaje aktywności emigracyjnej tamtych czasów, na swoje odrębne opracowanie.

Bardzo długa jest też lista francuskich przyjaciół, którzy włączali się w różnego typu akcje, a którzy nie zawsze doczekali się słów podziękowania. Francuską ofiarą pomocy Polsce był np. występ 43-letniego kaskadera Franka Valverde, który w czerwcu 1982 r., w ramach zbiórki pieniędzy dla Polski, zginął w Marsylii podczas próby przeskoczenia

swoim "Ferrari" nad 22 metrową przeszkodą.

Późniejsza "normalizacja" dotknęła także Polaków nad Sekwaną. Przełom "okrągłego stołu" nie wzbudził już entuzjazmu należnego uzyskanej podobno niepodległości. W niewielkim tylko stopniu zostało wykorzystane doświadczenie emigracji.

Zasady "domicylu" czy skandaliczne wyłączenie obywateli polskich mieszkających za granicą z II tury wyborów mogą być odbierane wręcz jako akt zemsty rządzącego obecnie układu.

Wyniki wyborów z I tury świadczą jednak, że emigracja pozostała być może wierniejsza ideałom początku lat 80-tych niż zmęczone transformacją i ciągłym relatywizmem społeczeństwo w kraju.

Bohdan USOWICZ

Dzięki ich ofiarności

**Spieszcie się kochać ludzi, oni tak szybko odchodzą...
Spieszmy się również mówić „dziękuję”.**

Niestety, podczas spotkania w Ambasadzie RP w Paryżu z prof. Zbigniewem Religą, w 25 lat po pamiętnej nocy stanu wojennego 1981r., nie wszyscy mogli usłyszeć podziękowania - słowa wdzięczności wypowiedziane, w imieniu nas wszystkich, przez

polskiego Ministra Zdrowia i przez ambasadora Jana Tombińskiego. Kiedy ogłoszono w Polsce stan wojenny, liczni rodacy znaleźli się poza granicami kraju bez możliwości powrotu do kraju - wśród nich chorzy, samotni, często bez środków do życia... Lekarze zareagowali pierwsi - francuska solidarność nie zawiodła. Dzięki natychmiastowej pomocy Paryża, którego merem był wówczas Jacques Chirac, w 13 dzielnicy miasta otwarta została Przychodnia Polska.

Dzisiaj ambasador RP w Paryżu nie kryje wzruszenia, iż może wreszcie zorganizować manifestację nigdy dotąd nie wyrażonej wdzięczności. Kieruje do wszystkich apel o stworzenie przy Bibliotece Polskiej w Paryżu zbioru dokumentów i świadectw związanych z tym okresem solidarności, z Solidarnością i z całym polskim społeczeństwem.

Doktor Piotr Konopka, prezes Stowarzyszenia Lekarzy Pochodzenia Polskiego we Francji (AMOPF) wspomina ze wzruszeniem ten ruch ludzkiej solidarności. Władze miejskie, kościół polski, stowarzyszenia polskie i francuskie w Paryżu i w całej Francji - ich reakcja była natychmiastowa i skuteczna. Wielkie postaci medycyny francuskiej, jak np. prof. Bernard Debré, ale przede wszystkim lekarze polscy i pochodzenia polskiego we Francji byli gotowi do pomocy. Dziesięciu internistów, dwuna-

ty specjalistów, pielęgniarki i inni ochotnicy, w niecałe trzy tygodnie po ogłoszeniu stanu wojennego, mogli zacząć przyjmować potrzebujących, w budynku oddanym do dyspozycji przez miasto. Szczególne wrażenie robi dziś ręcznie wypisana kartka z nazwiskami lekarzy, którzy przyjmowali Polaków. Przychodnia ale i nadzwyczajna ofiarność radiologów, laboratoriów czy szpitali francuskich, pracujących za darmo pozwoliły pomóc, w ciągu pierwszego roku istnienia przychodni, blisko 3000 emigrantów.

Inne organizacje i miasta Francji włączyły się w ruch. Dr Claudine Kieda wspomina o lekach wysyłanych masowo do Polski przez stowarzyszenie Loire -Vistule, SOS Aide aux Enfants Malades, Enfants de Pologne i tylu ludzi wielkiej i dobrej woli...

Ogromną pomocą wykazała się Association Pont Neuf, założona przez Bernadette Chirac, co pozwoliło na ufundowanie stypendiów dla lekarzy polskich i organizowanie konferencji naukowych.

Profesor Religa, wybitny kardiolog, dziś Minister Zdrowia nie szczędzi słów uznania dla tych, którzy potrafili zareagować tak szybko i tak mądrze na problemy i krzywdy ludzkie. Mówi o wyjątkowości takiej postawy - *Jesteście naznaczeni palcem bożym, żeby to dobro czynić. (...) Polska się zmieniła i zmienia, uczyniono już bardzo wiele w dziedzinie zdrowia, nawet rezultaty kardiologii dziecięcej są takie same w Polsce jak i we Francji.* Trochę zaskakuje stwierdzenie, że Polsce niepotrzebna jest już dzisiaj pomoc w zakresie sprzętu czy przyjmowania na leczenie dzieci, ale jednak Profesorowi zależy na współpracy naukowej, wymianie kadr, spotkaniach specjalistów.

Jan Konieczny
Sekretarz generalny Federacji Polonii Francuskiej

Dziękujemy za solidarność

Marian Dziwniel

W każdą sobotę TV Polonia pokazuje program z cyklu „Dziękujemy za solidarność”. Są one poświęcone ludziom, którzy przed ćwierćwieczem, w okresie wojny „polsko - Jaruzelskiej”, nieśli naszemu Narodowi pomoc - tę materialną, ale także i tę moralną, duchową.

Po ogłoszeniu w Polsce, 13 grudnia 1981 r. stanu wojennego, w kierunku naszego kraju ruszyła lawina pomocy humanitarnej - liczne transporty tzw. „darów”. Ich wartość okazała się dużo wyższa niż ta udzielona powojennej Polsce w ramach programu UNRA...

Wraz z darami, na przywóz których władze PRL wyrażały zwykle zgodę, do Polski był przetrucany także sprzęt poligraficzny, papier drukarski i sprzęt radiowy (nadawczy i odbiorczy). Dary były przeważnie dostarczane do polskich parafii, a te dokonywały ich dalszego rozdziału wśród rodzin najbardziej potrzebujących materialnego wsparcia, w tym zwłaszcza dla rodzin osób internowanych, a nawet dla samych internowanych działaczy NSZZ „Solidarność”, uwięzionych w tak zwanych „ośrodkach dla internowanych”. Pamiętam, że pierwsze „dary”, jakie my, internowani w więzieniu w Kamiennej Górze, otrzymaliśmy, pochodziły właśnie z paczek przywiezionych z Francji.

Potem, po zwolnieniu z internowania i po przymusowym opuszczeniu Ojczyzny, kiedy znalazłem się na na gościnnej Zie-

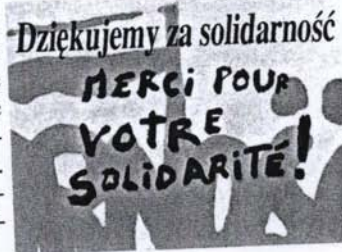
mi Francuskiej miałem możliwość osobiście poznać ludzi, którzy w niesienie pomocy nam, Polakom, byli mocno zaangażowani.

Szczególnie cenię sobie znajomość, a dzisiaj przyjaźń z rodziną państwa Flak. Maryan i Elisabeth, a także ich córka Hélène często w latach 80-tych prowadzili transporty z darami do Polski. W tych podróżach Maryanowi ogromnie przydawała się znajomość języka polskiego. Jednak, zatrzymywany przez patroli ZOMO, milicje czy celników „do kontroli” nigdy nie zdradzał się z tym, że rozumie przecież co do niego mówią.

Kiedyś, opowiadał mi, że bał się tylko podczas pierwszego spotkania z żołnierzami stanu wojennego, do czasu gdy spostrzegł, iż sprawdzający jego pojazd milicjanci łakomie spoglądali na przewożone dary i... - przekonani, że nic nie rozumie, o czym między sobą mówią, zachwalali zachodnie towary, których nigdy dotąd nie widzieli. Skończyło się na tym, iż podczas kolejnych podróży Maryan obdarowywał licznych, sprawdzających jego transport kontrolerów przygotowanymi

specjalnie w tym celu paczkami - z proszkiem do prania, mydłkami, papierosami, piwem - w podzięce za to, że tłumaczyli mu „jak, którzy dojechać do określonego celu”. I tak „skontrolowany” podróżował dalej spokojnie. Tymczasem w prowadzonych do Polski transportach były często ukrywane dary niekoniecznie pożądane przez komunistyczny reżim stanu wojennego. O tym będziecie mogli, Szanowni Czytelnicy, przeczytać we wspomnieniach (w kolejnym numerze GK), które na moją prośbę spisał Bernard Briand, organizator i czołowy działacz Komitetu Pomocy Polsce „Briand”. Zapoznając się z tymi materiałami, przekonacie się, że pomoc dostarczana do Polski w latach 80-tych była organizowana przez przyjaciół naszego Narodu spontanicznie, z potrzeby serca. Ci, którzy włączyli się w nią nie robili tego dla poklasku, nie dla orderów, nie dla awansów. Pomagali, bo byli solidarni z naszym - ujarzmionym wtedy - Krajem!

Dzisiaj możemy wyrazić im naszą ogromną wdzięczność! Dzisiaj naszym obowiązkiem jest powiedzieć Im jeszcze raz: „Nie zapomnieliśmy i... dziękujemy za solidarność”!



Dès le début, les Français ont soutenu la formation du mouvement social Solidarność.

La première aide matérielle significative venue de l'Occident a été apportée aux Chantiers Navals de Gdansk par des syndicalistes français. Grâce à vous, grâce aux journalistes, aux artistes et aux intellectuels à nos côtés en août 1980, nous ne nous sommes pas sentis seuls, cette fois. Nous avons tenu et nous avons gagné. Votre soutien a été décisif.

Tout au long des 15 mois d'existence légale du syndicat, la sympathie, l'aide et la solidarité de la société française pour mon pays ont été formidables. J'ai pu m'en rendre compte personnellement lors de ma visite en France, en octobre 1981, à l'invitation des syndicats français.

Lorsque dans la nuit du 12 au 13 décembre, le pouvoir communiste a décidé de détruire Solidarność et de priver de liberté de nombreux militants, c'est à Paris et dans d'autres villes de France que se réunirent les plus importantes manifestations de protestation. Vos voyages en Pologne, du temps de "l'état de guerre" et plus tard, nous ont permis de garder espoir. Grâce à votre aide humanitaire nous avons pu tenir dans ces difficiles années 80.

Vous souvenez-vous de ma première visite à l'étranger, en décembre 1988, avant le début des négociations de la Table Ronde? C'était à Paris. La fin de l'empire communiste commençait. Solidarność pouvait revenir sur la scène publique, et accélérer les transformations du Bloc de l'Est au cours de l'année 1989.

Cette expérience commune a rappelé, comme plus d'une fois dans le passé, la force des liens qui unissent nos deux nations et l'attachement aux mêmes idéaux qui façonnent nos identités. La présence de nombreux amis venus de France aux cérémonies du 25^e anniversaire de Solidarność en fut la preuve et un rappel éloquent.

Ces 25 ans de Solidarność n'appartiennent pas qu'à l'histoire polonaise.

Ces 25 ans de Solidarność ne témoignent pas uniquement de l'histoire des pays qui, après les accords de Yalta, ont été exclus de la communauté des pays européens.

Ces 25 ans de Solidarność font aussi partie intégrante de l'histoire de l'Europe.

Ces 25 ans de Solidarność constituent une étape essentielle de l'histoire des relations franco-polonaises.

Ces 25 ans de Solidarność sont aussi une partie de l'histoire de France.

Chers amis de France, cet album est un modeste témoignage de notre reconnaissance pour tout ce que vous avez fait, pour ce que vous avez été et ce que vous êtes toujours. C'est aussi une tentative de rappel de notre histoire commune. D'une histoire sans laquelle l'histoire de la Pologne et de l'Europe ne seraient pas les mêmes.

Lech Walesa

Gdansk, le 8 décembre 2005